

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE

DU

Marché à terme sur laines peignées

DE ROUBAIX-TOURCOING

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 8 novembre 1909, à 3 heures

PAR

M. MUSSAULT

Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } *professeurs.*
 { PILLET, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

HISTOIRE

DU

Marché à terme sur laines peignées

DE ROUBAIX-TOURCOING

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le lundi 8 novembre 1909, à 3 heures

PAR

M. MUSSAULT



Président : M. SOUCHON.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } *professeurs.*
 PILLET, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Bloch (Oscar).** — Quelques mots à propos des caisses de liquidation. Paris, 1905.
- Les caisses de liquidation. Cote de la bourse et de la banque, 16-20 novembre 1905.
- Colrat.** — Le terme sur laines peignées et la crise de Roubaix. *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1906.
- Delcambre.** — Les caisses de liquidation et les opérations à terme sur marchandises. Thèse Caen, 1907.
- Depitre.** — Les caisses de liquidation des opérations à terme sur marchandises, 1907.
- Dolléans (Edouard).** — De l'accaparement. Thèse Paris, 1902.
- Dunan.** — La crise du marché des sucres en 1905 et la question de la caisse de liquidation à la bourse des marchandises de Paris. Thèse Paris, 1907.
- Essars (P. des).** — Les caisses de liquidation des affaires sur marchandises. *Revue économique et financière*, juillet 1894.
- Hayem.** — Opérations à terme sur les marchandises. Thèse Paris, 1892.
- Jannet (Claudio).** — Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle. Paris, 1892.
- Les caisses de liquidation des opérations en marchandises. *Comptes rendus de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1892.
- Leuridan.** — Histoire et archives de l'ancienne Chambre Consultative des Arts et Manufactures de Roubaix.
- Loiseau.** — La question et le marché des sucres à propos de la proposition Rajon. *Revue politique et parlementaire*, décembre 1900.
- Patoux.** — De la liquidation par filières des marchés sur marchandises. Thèse Paris, 1899.
- Payen.** — La laine, sa production et ses prix. Paris, 1908.
- Petit Leduc.** — Les évolutions du Commerce des laines de Roubaix-Tourcoing, 1900. Tourcoing, son Commerce, son industrie (XIII^e Congrès des sociétés de Géographie).
- Pupin.** — La crise lainière de Roubaix-Tourcoing et le marché à terme. Brochure, Paris, 1900.

- Sayous.** — Les bourses allemandes de valeurs et de commerce et les lois impériales des 22 juin et 5 juillet 1896. Thèse Paris, 1898.
- Le marché à terme sur laines peignées de Roubaix-Tourcoing, sa réforme en 1908. Paris, 1908
- La spéculation sur connaissance et sur Warrant (*Economiste français*, 1900).
- Senn.** — De la liquidation des marchés à terme en marchandises. Thèse Paris, 1889.
- Le marché à terme du coton en France. *Revue politique et parlementaire*, juillet 1901.
- Vidal (E.).** — Les marchés à terme sur marchandises. Paris, 1902.
- Rouland.** — La laine, ses débouchés, ses prix. Paris, 1909.

Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français, septembre-octobre 1905, juin, novembre, décembre 1908.

Cote de la bourse et de la banque.

Le pour et le contre.

Revue de Paris, novembre 1903, de Rousiers, Le port du Havre.

Revue politique et parlementaire, Enquête sur les marchés de marchandise en France. Articles de Charliat, Colrat, Delivet, Loiseau, Senn, 1900-1901.

Economiste français, année 1900, 17 mars (Sayous), 15 et 29 septembre et 10 novembre (Paul Leroy-Beaulieu).

Année 1908, 14 mars (Payen).

Année 1909, 2 janvier (Rouland).

Journal des économistes, 15 juillet 1898. Discussion de la Société d'économie politique : De la légitimité et de l'utilité des marchés à livrer (MM. Boverat, Raffalovich, Vidal, R.-G. Levy, Sayous, des Essars).

— 15 juillet 1900 (Sayous), La proposition de loi Dron-Rajon sur les marchés à livrer.

— 15 novembre 1900, discussion de la Société d'économie politique : Des marchés à terme sur marchandises (MM. Delivet, R.-G. Levy, Villain, Boverat, Siegfried, Leroy-Beaulieu, Levasseur).

La réforme sociale, 16 avril et 1^{er} mai 1897 (M. Paisant, Les marchés à livrer fictifs).

Le monde économique, 13 janvier 1900, A. Sayons. Les marchés à terme (réponse à M. Hamnesfahr).

Annales des sciences politiques, janvier 1901. R.-G. Lévy, Les marchés à terme.

- Le Temps*, articles de M. Villain, 3, 4, 5, 6, 7 septembre 1900.
Les Débats, 10 septembre 1900.
Journal de Roubaix, 1900, 1908.
Bulletin des laines (édité à Roubaix-Tourcoing), 1888-1908. Quotidien.
Archives de la chambre de commerce de Roubaix.
Annales de la chambre de commerce de Tourcoing.
Bulletin de la Société de géographie de Lille-Roubaix-Tourcoing, juillet 1908 (Les relations commerciales de Roubaix-Tourcoing).
-

- Le marché à terme considéré en général et par rapport aux laines peignées. Roubaix, 1896, brochure.
 Le marché à terme sur marchandises et particulièrement sur laines peignées. Roubaix, 1900, brochure.
 Observations présentées par le Comité de défense du centre lainier de Roubaix Tourcoing sur le rapport et la proposition de loi présentés par M. Honoré Leygues, 1901.
 Pétition demandant la suppression du marché à terme sur laine peignée. Reims, 1900.
 1^{re} partie : brochure documentaire. — 2^e et 3^e partie : annexe à cette brochure. — 4^e partie : réponse au discours de M. Motte.
 Protestations, vœux, études, délibérations émanant des chambres de commerce de Reims, Avesnes, Mazamet, Sedan, Elbeuf, Amiens, Fourmies, Troyes, Orléans, Lyon, Bordeaux, Lille, Verviers, Milan, etc., 1894, 1895, 1896, 1898, 1900, 1908, communiquées aux chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing.
 Documents divers et correspondances formant des dossiers non classés, communiqués par les chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing.
 Statuts, règlements de la caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing, 1892, 1897, 1906.
 Documents statistiques et mémoires communiqués par la chambre syndicale des courtiers assermentés, par la chambre syndicale des peigneurs et par la Caisse de liquidation.
-

- Journal officiel*, compte rendu *in extenso*, 23 juin et 10 juillet 1900.
 Interpellation Mirman.
Rapport Dron (Chambre des députés, session 1898, annexe au procès-verbal de la séance du 21 mars).
Rapport Honoré Leygues sur la proposition Dron-Rajon, annexe à la séance du 29 mars 1901.
-

PRÉFACE

A différentes reprises, depuis un peu plus de vingt ans qu'il existe officiellement, le marché à terme sur laines peignées de Roubaix-Tourcoing a suscité des discussions très vives dans le monde de la laine, et des polémiques parfois violentes.

Son existence a été périodiquement remise en question, chaque fois qu'une crise, ou un ralentissement des affaires se produisait sur le marché, ou dans l'industrie de la laine. On faisait alors volontiers le procès de cette institution, tant au point de vue économique, qu'au point de vue de la légalité. La crise passée, les affaires reprenant un cours prospère, il n'était plus question du marché à terme ni de ses méfaits.

En 1894, c'est la chambre de commerce de Mazamet qui ouvre la série des protestations.

En 1900, Reims mène contre le terme roubaisien une campagne stérile mais très violente en raison de l'acuité de la crise qui frappa alors le monde lainier.

En 1908, enfin, un intéressant essai de réforme fut tenté, sur les places de Roubaix-Tourcoing, par les chambres de commerce, à la suite d'une baisse ressuscitant les anciens griefs.

Ce sont là les trois dates qui divisent pour nous l'histoire du marché à terme sur laines peignées.

Nous ne pouvions songer à entreprendre une étude critique de cette institution ; ni essayer de départager ses adversaires et ses partisans, encore moins de suggérer des remèdes, que d'autres infiniment plus compétents que nous n'ont pas manqué de proposer au cours des différentes campagnes antitermistes, sans cependant arriver à les faire triompher.

Nous nous heurtions, en effet, au seuil de ce travail, à un double obstacle : à notre incompetence dans toutes les questions d'ordre technique et professionnel qu'une telle étude devait soulever ; en second lieu à la juste susceptibilité des intéressés qui nous aurait fermé les meilleures sources de renseignements.

Nous nous sommes attaché à présenter une étude historique aussi complète que possible tant au point de vue des faits que des opinions et des arguments soutenus par les partisans et les adversaires du terme sur peignés.

Sans le bienveillant accueil qui nous fut fait au cours de notre enquête, grâce au patronage de MM. Screpel-Joire et Flipo, cette tâche nous eût été des plus difficiles. Nous tenons à remercier ici même ceux qui ont fait s'entr'ouvrir pour nous les sources de nos documents.

Nous devons un témoignage particulier de reconnaissance aux présidents des chambres de commerce de

Roubaix et de Tourcoing ainsi qu'à M. Louis Cordonnier, président du conseil d'administration de la caisse de liquidation ; à M. Petit-Leduc, secrétaire de la chambre de commerce de Tourcoing dont l'érudition fut pour nous d'un précieux secours, à MM. Sayez, Noyelle et Helleboid ; à MM. Théodore Mahieu et Sevin, courtiers assermentés ; à M. Edouard Motte, à M. Berthélemy, filateur de laines, qui nous éclairèrent de leur compétence, et nous communiquèrent des documents ; à tous ceux enfin qui voulurent bien s'intéresser à nos recherches et nous apporter le fruit de leur expérience et de leur savoir.

INTRODUCTION

La laine, entre le moment où elle quitte le dos du mouton, et celui où elle entre dans la consommation sous forme de tissus ou d'articles de bonneterie, subit une infinité de préparations ou de transformations qui lui impartissent, à différents degrés, des caractères de spécialisation plus ou moins marqués en vue de tels ou tels usages déterminés. Ce sont les opérations du triage, du lavage, du cardage ou du peignage, celles du filage et du tissage. Nous ne pouvons entrer dans le détail des opérations accessoires ou connexes que nécessitent la teinture et les apprêts ou bien encore la fabrication de certains tissus très spécialisés.

Quelles que soient d'ailleurs les préparations que subissent les laines, elles possèdent dès l'origine des caractères propres qui les rendent, au point de vue de l'utilisation industrielle, très dissemblables. Ces qualités tiennent surtout à la race du mouton, mais elles varient également suivant le climat et la nourriture, et sur un même individu suivant les parties de son corps. Il en résulte que la valeur de la laine est essentiellement diverse suivant ses qualités originelles qui sont elles-mêmes extrêmement nombreuses. Le prix de la laine varie du simple au double et même au triple suivant les genres.

Les laines s'apprécient par la vue et le toucher, suivant leur couleur, plus ou moins blanche, noire ou marron, suivant les qualités du brin : sa longueur, sa finesse, sa souplesse, son « nerf », son extensibilité, suivant qu'il est droit ou frisé, etc.

Plus le brin de laine est tenace, élastique, plus l'étoffe est forte, plus il est doux et fin, plus l'étoffe est moelleuse, serrée et en même temps souple, imperméable au froid et à l'humidité.

La race de mouton mérinos, originaire d'Espagne ou de l'Afrique du Nord, fut de tout temps la plus recherchée pour la qualité exceptionnelle de ses toisons. Elle fut introduite en France dès le ^{xvii}^e siècle, sous l'administration de Colbert, mais principalement dans le cours du ^{xviii}^e siècle, et croisée avec les différentes races du pays. C'est elle qui fournit le noyau primitif des troupeaux actuels dans les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud. Elle fut plus tard importée également en Australie où elle produisit une laine particulièrement appréciée. Cette race constitue le prototype de la race de mouton à laine tant au point de vue de la qualité que de la quantité. Mais elle tend à disparaître dans les pays exportateurs (Australie et Sud Amérique), en raison des croisements que les éleveurs ont multipliés de plus en plus depuis vingt ans, avec les meilleures races de boucherie.

De là la production d'une quantité sans cesse croissante de laines dites « croisées » ayant des caractères plus ou moins déterminés.

Les types en ce qui concerne les différents marchés à terme sur la laine sont établis en mérinos.

Aux qualités distinctives originelles de la matière première des préparations successives, ajoutent, avons-nous dit, un certain degré de spécialisation industrielle.

Les laines arrivent presque toutes à l'état brut dans les centres de Roubaix-Tourcoing. En 1904, 20 0/0 seulement des laines arrivées à Tourcoing étaient lavées.

Les laines en suint sont telles qu'elles ont été tondues, encore imprégnées de la graisse du mouton, et d'innombrables détritits organiques, de débris de paille, de « chardons » ou de « picots » dont le peignage n'arrive pas toujours à les débarrasser. Elles sont en balles de 400 à 450 kilos ou de 200 à 250 kilos, suivant qu'elles proviennent de la Plata ou d'Australie.

Elles sont le plus souvent mélangées. Certaines peuvent avoir déjà subi un commencement de nettoyage, « à dos », sur l'animal vivant.

Dans ces conditions, il est très difficile, de l'avis des personnes les plus compétentes, d'en apprécier le rendement. On a vu dans cette difficulté une raison d'écarter le marché à terme sur laine brute pour donner la préférence au marché sur laine peignée dont l'appréciation est à la portée d'un plus grand nombre de gens.

La première préparation que subissent les laines en suint consiste dans le triage qui a pour but de faire des lots de même qualité.

Le lavage à l'eau très chaude les débarrasse du « suint » et de la plupart des corps étrangers.

La laine lavée fait l'objet d'un commerce comme la laine brute, les peignés, et les filés. Son rendement est beaucoup plus élevé que celui de la laine brute et plus précis. Sa valeur est par conséquent moins incertaine.

Pour donner une idée de la différence qui peut exister entre la matière en suint et la matière lavée, nous citerons les chiffres suivants empruntés au bulletin de la Chambre de commerce de Roubaix du 9 mars 1905 : En 1904, les laines brutes importées de Londres et coûtant 2 fr. 20 le kilo, avaient un rendement de 41 0/0. Lavées elles coûtaient 4 fr. 70 le kilo et leur rendement était de 84 0/0.

Les laines lavées passent ensuite, suivant leur nature ou leur destination, par la peigneuse ou par la carde fileuse qui en font soit des rubans de peigné, soit des mèches de cardé, en vue du filage qui diffère profondément selon qu'il s'agit des unes ou des autres.

La peigneuse mécanique qui a remplacé la peigneuse à la main vers le milieu du XIX^e siècle, accomplit un travail très complexe. La laine passe et repasse par une série de peignes dont l'action répétée produit un parallélisme rigoureux des fibres, qu'elle sélectionne en séparant les portions longues des portions courtes. Ces dernières constituent les blousses ou déchets de peignage. Ces blousses impropres à la filature de peigné sont tra-

vaillées par la carde fileuse. Elles font l'objet d'un négoce particulier. Le ruban de peigné est parfaitement lisse et homogène, composé de brins égaux et d'un parallélisme parfait ; de là découlent les caractères propres du filé de peigné qui se communiquent aux étoffes qui en sont tissées.

Le cardage au rebours du peignage précède, en général, immédiatement le filage.

La laine ne passe qu'une fois par un ensemble plus ou moins compliqué de cardes dans la description technique desquelles il nous est impossible d'entrer. Le travail est tout différent, il est plus rudimentaire. Dans une première phase de l'opération les masses filamenteuses sont désagrégées et nettoyées par les dents de la carde fileuse, puis elles sont transformées en une nappe régulière. Celle-ci séparée en un certain nombre de rubans égaux donne un nombre égal de boudins ou mèches par suite de l'opération du filage de gros, préliminaire de celle du filage de fin.

Cette dernière opération amène par l'étirage la mèche de cardé à la finesse voulue. Par la torsion elle en fait un fil doux ou rude, élastique ou résistant.

Les caractères différents que la matière tient de ces deux modes de préparation, se retrouvent dans les filés ou dans les étoffes. Le fil de peigné conservera toujours son aspect lisse analogue à celui des fils de coton, le filé cardé, plus rugueux, plus ou moins duveteux, se prêtera au feutrage.

Il y a dès lors deux domaines bien distincts : celui de la laine peignée et celui de la laine cardée. Si le métier à filer le cardé se prête au filage de la laine peignée (procédé qui ne répond pas aux exigences de bon marché), le métier à filer le peigné, à l'inverse, ne donne que de mauvais résultats malgré l'emploi de mèches de préparation parfaite, si on l'emploie au travail du cardé. La préparation du peigné lui permet en effet de subir à 8 ou 9 reprises différentes un étirage par cylindres (système du métier à filer le coton) qui ne saurait supporter la mèche de cardé.

D'autre part, la combinaison des deux systèmes en vue d'obtenir des filés cardés plus lisses n'a donné que des mécomptes.

Il convient de remarquer cependant que certaines industries anglaises et écossaises arrivent par des procédés particuliers de fabrication à produire des filés cardés presque aussi lisses que les fils de peigné. De là la netteté des dessins de leurs tissus.

Les différences fondamentales qui séparent les deux domaines, nécessitent une spécialisation des industries de la filature et du tissage, soit dans les draperies et lainages genre Roubaix, soit dans les draps feutrés, les molletons, les flanelles, etc. Généralement le travail dans l'un ou l'autre genre est monopolisé au profit de certaines places. Celui de la laine cardée est accaparé par Mazamet, et quelques autres centres autrefois très florissants, tels que Sedan, Elbeuf, etc.

Les places du Nord de la France, Roubaix, Tourcoing, Reims, Fourmies, Avesnes, etc., monopolisent l'industrie de la laine peignée.

Il importe de prendre en considération ces différences constituant dans l'industrie lainière deux grands groupes distincts et spécialisés, pour apprécier les répercussions du marché de la laine sur les rapports respectifs de l'un et de l'autre.

En ce qui concerne la laine peignée qui nous intéresse directement, la spécialisation s'observe de place à place, et même sur une même place d'usine à usine, sauf pour le peignage qui travaille aussi bien les laines courtes que les longues.

Cette spécialisation est dictée par les besoins de plus en plus changeants de la mode. Les étoffes classiques faites le plus souvent des meilleures laines, des plus fines, les étoffes unies à contexture invariable sont de plus en plus abandonnées. Ces conditions seraient de nature à rendre impossible l'amortissement d'un matériel sans cesse renouvelé si les tisseurs ne se spécialisaient pas dans un certain nombre de genres. Les plus grandes entreprises seules peuvent s'organiser de façon à travailler à peu près tous les genres. Les causes capables de modifier le marché de la matière première et entre autre l'influence du terme agiront donc d'une manière plus ou moins complète à l'égard des unes et des autres.

Il nous reste à compléter ces aperçus généraux par

un exposé sommaire du développement de Roubaix-Tourcoing, de ses relations commerciales et de la solidarité qui unit les différentes branches de ses industries. Roubaix-Tourcoing, au début du xix^e siècle, n'étaient encore que de simples villages du pays plat. Mais ils s'étaient fait connaître depuis longtemps par leurs étoffes de laine. Dès le xii^e siècle, Tourcoing est citée parmi les villes « où il y avait quantité d'ouvriers de ces manufactures » (1). Quand l'ordonnance de 1784 abolit les corporations, jurandes et maîtrises, Roubaix se mit à fabriquer des étoffes diverses dont la chaîne était en fil de lin ou de chanvre. Elle les expédiait en Hollande, en Allemagne, en Espagne, en Portugal, en Italie, et même pendant la guerre de l'Indépendance, aux Etats-Unis (2).

Le traité de commerce de 1786 avec l'Angleterre vint ruiner cette industrie. Roubaix-Tourcoing placées dans des conditions naturelles inférieures ne semblent pas avoir été pendant longtemps capables de supporter la libre concurrence anglaise. A partir de cette époque, Roubaix-Tourcoing s'adonnent à la fabrication du coton, favorisée en 1804 par l'introduction du métier à filer le coton appelé Mull Jenny.

En 1830, l'industrie cotonnière y décline, par suite probablement du développement de Manchester, et l'on revient à la laine. En 1835, la filature de laine comptait

(1) Petit Leduc, *Tourcoing, son commerce, son industrie*,

(2) Leuridan, *Histoire de Roubaix*.

30.000 broches, le tissage 2.500 métiers Jacquart. Les deux villes font surtout alors des étoffes mélangées de laine et de coton.

Vers 1860, Roubaix recevait par chemin de fer 8 millions 695.211 kilos de matières premières et expédiait 8 millions 980.957 kilos de tissus (1) représentant 128 millions de francs.

La région employait des laines de toutes provenances, principalement des laines anglaises et hollandaises.

A la suite des traités de commerce conclus avec l'Angleterre en 1860, l'industrie des deux villes subit une crise intense un moment atténuée par la guerre de Sécession qui fit monter le prix du coton et favorisa la laine. Elle se releva à partir de 1874. A ce moment elle exportait déjà dans toute l'Europe, dans les deux Amériques et en Extrême-Orient. Elle avait pour concurrent l'industrie anglaise, prédominante par suite de sa situation favorable de ses capitaux considérables, de son charbon à bon marché et surtout par sa puissance acquise et son organisation plus ancienne.

Aujourd'hui et depuis 20 ans surtout. Les places de Roubaix-Tourcoing sont devenues les « Halles centrales du peigné de laines ».

La population des deux centres réunis qui, en 1808,

(1) Il faut tenir compte, pour comprendre l'excédent de poids des exportations, de ce que Tourcoing est surtout une place de négoce et fournit beaucoup de matières premières à Roubaix.

ne dépassait pas 22.000 habitants, se monte aujourd'hui à 300.000 employés pour la plupart aux filatures et fabriques de tissus, de bonneterie, de tapis et d'étoffes d'ameublement.

Cet accroissement de population, permet d'apprécier toute l'étendue du développement industriel et commercial des deux villes.

En 1904, le chiffre des exportations de textiles exprimé en kilos est pour Tourcoing de 65.596.000 kilos et pour Roubaix de 109.973.146. C'est la laine peignée qui alimente pour la plus grande part ce mouvement d'exportation tant sous forme d'étoffes de laine pure ou mélangée que sous forme de matière première ou de filés ; pour Roubaix, en 1906, sur une exportation de 106.610.105 kilos, on comptait comme articles importants :

Tissus de toute nature	47.816.346 kilos.
Laines peignées.	20.077.062 »
Fils de coton.	9.506.201 »
Fils de laine	7.794.987 »
Déchets coton, laine	11.026.376 »

Roubaix-Tourcoing réunis exportent bon an mal an plus de la moitié de leur production de peigné. Leurs principaux clients pour cet article sont l'Allemagne et l'Autriche, la Belgique, l'Italie, puis l'Espagne et la Russie. En 1905, Tourcoing a ainsi exporté 19.541 tonnes de peigné.

La progression de l'industrie du peignage pour les deux grandes villes du Nord est mise en lumière par les relevés annuels du conditionnement. En 1889, Roubaix-Tourcoing conditionnent 39.709.740 kilos de peignés. En 1902 (chiffre le plus élevé), 65.681.800 kilos ; de 1902 à 1908 inclus, la moyenne est d'environ 52 millions de kilos.

L'augmentation de la production totale de peigné pour la France depuis l'année 1889, qui marque l'entrée en fonction du marché à terme, est tout entière due à Roubaix-Tourcoing, et l'on peut dire qu'elle ne s'est pas faite au détriment des autres centres du Nord de la France. Reims perd 2.544.187 kilos, Fourmies, 434.467, Amiens voit sa production réduite de moitié en 1907, 491.328 kilos au lieu de 862.526. Mais en même temps le Cateau, qui depuis quatre ans produisait de la laine peignée, donnait en 1907 le chiffre de 206.673 kilos. Il pouvait donc y avoir en fait pour les centres du Nord de la France dont nous venons de parler, une perte globale d'un peu plus de 3 millions de kilos, mais qui ne peut être en relation avec l'augmentation de 12 à 15 millions de kilos réalisée par Roubaix-Tourcoing.

On voit par là quelle est l'importance de l'industrie du peignage et de toutes les questions qui s'y rattachent, pour ces deux places.

Depuis 1890, les exportations des tissus et des fils ont suivi des progressions inverses. Les pays étrangers

acheteurs de tissus se sont mis à en fabriquer. Ils ont donc acheté moins d'étoffes, mais comme la matière première leur manquait, ils ont acheté plus de fil (1).

Les principaux clients sont : l'Italie et surtout l'Allemagne et la Belgique et même l'Angleterre.

Pour les tissus la décadence de l'exportation s'explique presque partout par l'élévation des tarifs protecteurs dans les pays de consommation. Le tarif douanier espagnol de 1906 obligeait nos exportateurs à une hausse de 129 à 160 et 180 0/0. Les Etats-Unis qui en 1890 nous achetaient pour 44 millions de francs de tissus, n'en achetaient plus en 1902 que pour 16 millions. Tel était l'effet du tarif Dingley voté en 1898.

Quoi qu'il en soit, les tissus roubaisiens s'expédient dans le monde entier ; les plus importants acheteurs sont l'Angleterre et la Belgique.

Roubaix-Tourcoing fabriquent à la fois la draperie ordinaire et la belle draperie destinée aux premières maisons de tailleur, les prix varient de 3 à 12 francs le mètre. En général la draperie moyenne produite dans la région vaut 5 à 6 francs le mètre. Cette draperie n'est guère exportée hors de France ; elle est envoyée dans toutes les grandes villes de France, et mêmes dans des centres manufacturiers tels que : Sedan et Elbeuf

(1) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1904, p. 27, 28 ; 1905, p. 8 ; *Archives de la Chambre de commerce de Roubaix*, 1906, p. 206, 208.

qui achètent à Roubaix environ les 8/10 de leur production. Ce commerce se fait soit par négociant-commissionnaire, soit par voyageurs directement entre le client et la fabrique.

Les lainages, les tissus pour robes sont exportés en Angleterre et dans les deux Amériques principalement. Pour l'Angleterre le chiffre est d'environ 80 millions de francs. Seulement il est impossible de savoir quelle quantité est consommée réellement dans ce pays. Une bonne partie de ces exportations entre simplement en transit sur le territoire anglais.

Dans l'Amérique du Nord, Roubaix-Tourcoing envoient des tissus fins, surtout les tissus à la mode faits de laines fines d'Australie.

Le commerce se fait par des commissionnaires parisiens ou par des représentants américains à Roubaix.

Enfin le tissu d'ameublement (tentures, tapis, étoffes diverses) occupe une place très importante dans la fabrique de Roubaix-Tourcoing. Les matières employées sont très diverses : le coton et le jute pour les articles bon marché, la laine pour les articles moyens, la soie pour les plus beaux. Les prix varient de 1 fr. 25 à 35 fr. le mètre. Il est difficile d'être renseigné sur les débouchés de ce genre tissus, car le commerce s'en fait par des maisons parisiennes. Dans les exportations, ce sont ceux qui ont le moins souffert des tarifs douaniers, grâce à leur variété et à leur richesse, à leur caractère d'objets de luxe et de haut goût.

Les industries textiles sont toutes représentées à Roubaix-Tourcoing, à part certaines spécialités bien définies. Elles emploient en premier lieu, la laine peignée, puis le coton, et pour des quantités bien moindres, le jute, le chanvre, la soie, le lin.

Ces matières entrent dans la confection des tissus soit seules, soit la plupart du temps mélangées.

Il y a entre toutes les branches une solidarité des plus étroites qui fait que toutes ressentent à des degrés différents, mais à coup sûr, les perturbations qui se produisent dans l'une et dans l'autre. Il y a spécialisation du travail, mais aussi concentration de la plupart des genres dans de grandes entreprises. Les spécialités se pénètrent, s'enchevêtrent au lieu de constituer des cellules séparées sans communication avec leurs voisines. Le négoce et l'industrie d'autre part sont étroitement soudés l'un à l'autre. L'audace de l'un dans l'approvisionnement est justifié par l'admirable esprit d'entreprise, les qualités exceptionnelles des industriels de Roubaix-Tourcoing qui lui assurent ses débouchés. Les industries roubaisiennes, comme le disait M. Motte en 1900, lors de l'interpellation de M. Mirman sur le marché à terme des laines peignées sont des industries d'avant-garde. Elles ont une souplesse remarquable qui leur permet de satisfaire aux besoins changeants de la mode et de se plier aux conditions qui leur sont imposées. Rebutées en France, elles s'installent en Belgique pour profiter du bon marché de la main-d'œuvre, et elles

montent des métiers à tisser aux Etats-Unis qui ferment leurs portes à leurs étoffes (1).

L'industriel flamand possède des qualités de travail, une constance dans l'effort tout à fait remarquables. Au surplus les mœurs et les traditions de famille, la constitution même des patrimoines viennent singulièrement renforcer la solidarité des industries dont nous parlions tout à l'heure.

Toute la fortune des familles roubaisiennes est investie dans l'industrie ou le commerce. Ces familles sont souvent nombreuses, se pénètrent par des mariages et s'associent, constituant des firmes dont quelques-unes représentent des capitaux considérables. Les forces du pays, tant en hommes qu'en capitaux, sont rarement distraites du but commun. Les fils entrent de bonne heure dans les affaires. Les bénéfices d'une campagne, s'ils sont suffisamment importants, sont incorporés immédiatement dans l'adjonction d'un nouveau tissage, d'une filature de laine ou de coton, dans une fabrique de tapis, ou d'étoffes d'ameublement. Tout ce que produit l'industrie y rentre pour en accroître la productivité. C'est un entraînement fatal qui se transforme dans bien des cas en véritable servitude pour les hommes rivos à des entreprises qu'il n'est pas possible matériellement de liquider.

Telle quelle, cette constitution de l'industrie assure

(1) Elles installent également des usines en Italie, en Russie et en Hongrie.

aux places de Roubaix-Tourcoing une vitalité et un développement exceptionnel, et dans les circonstances difficiles elle a évité des catastrophes.

C'est dans ce cadre qu'il convient de se placer pour étudier l'histoire du marché à terme sur laines peignées.

Dans une première partie, nous nous proposons de montrer l'évolution du commerce lainier qui a abouti à la création du terme, avec ses organes ordinaires et surtout avec une caisse de liquidation qui s'identifie, peut-on dire, complètement avec lui. Nous n'insisterons pas sur le fonctionnement des marchés à terme en général, ni sur les règles relatives au courtage de commerce. Nous décrirons simplement à la fin du premier chapitre le but poursuivi par les créateurs du marché à terme sur laines peignées.

Dans le second chapitre de cette première partie, nous analyserons les règles relatives aux marchés à terme sur les places de Roubaix-Tourcoing telles qu'elles émanent de la caisse de liquidation et qui demeurent aujourd'hui encore les seules vraiment efficaces.

Nous nous livrerons ensuite à l'étude des faits qui ont marqué son histoire.

Nous diviserons celle-ci en deux phases.

Dans la première, l'histoire du marché à terme sur peignés est intimement liée à celle de la réaction qui se produisit sous l'influence du parti agrarien contre la loi de 1885, reconnaissant la validité des marchés à livrer

en marchandises et supprimant l'exception de jeu. Pendant cette période, la question qui nous occupe fut à différentes reprises portée devant le Parlement en même temps que celle des autres marchés à terme. Elle fut englobée dans les différentes enquêtes qui eurent lieu de 1893 à 1907, et, qui aboutirent à des projets, qui ne vinrent jamais en discussion.

Pendant cette période 1893-1907, nous étudierons dans deux chapitres distincts les deux époques pendant lesquelles les plaintes contre le terme ont été le plus nombreuses. Ce sont exclusivement des périodes de baisse ou de crise. Dans chacun des deux chapitres nous étudierons les fluctuations des cours, leurs causes, les campagnes antitermistes et les projets ou les réformes qui ont été présentés ou réalisés.

Le premier chapitre englobera la période qui va de 1893 à 1898, celle des premières plaintes contre le terme sur peignés.

Le second chapitre sera consacré à la crise de 1900 et la campagne antitermiste qui aboutit plus particulièrement à l'interpellation Mirman ; au dépôt du rapport de M. Honoré Leygues en décembre 1901 sur la proposition Dron Rajon ; enfin à la réforme de la cote due à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901.

Dans un troisième chapitre, nous suivrons les cours du peigné de 1901 à 1908.

Une nouvelle baisse importante s'étant alors produite,

la campagne reprit contre le marché à terme, mais avec des caractères tout différents.

Elle vise exclusivement le terme sur peignés. Cette phase est caractérisée par le premier essai de réforme sérieuse émanant des intéressés.

L'étude de cet essai fera l'objet de notre troisième partie.

Dans un premier chapitre nous résumerons les objections, les griefs d'ordre plutôt théorique qui furent au cours de son histoire dressés contre le marché à terme de Roubaix-Tourcoing.

Dans un second chapitre nous étudierons la réforme tentée, et la mesure dans laquelle elle peut être considérée comme efficace.

PREMIÈRE PARTIE

LES ORIGINES DU MARCHÉ A TERME SUR LAINES PEIGNÉES SON MÉCANISME DEPUIS LES RÈGLEMENTS DE LA CAISSE DE LIQUIDATION.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I. — **Les origines du marché à terme de Roubaix.**

Le marché à terme de Roubaix-Tourcoing, est né (c'est la thèse de tous ses partisans) de l'évolution du commerce des laines, en connexion avec le remarquable essor industriel de ces deux villes en moins de cinquante ans.

Il n'est donc pas inutile de passer brièvement en revue les transformations survenues dans les habitudes du négoce des laines pendant la seconde moitié du XIX^e siècle.

Avant la période 1850-1852, le peignage se faisait à la main. Les commerçants du temps s'appelaient mar-

chands peigneurs. Ils achetaient la laine brute, la faisaient trier, laver et peigner et la revendaient en ce dernier état au filateur ou au fabricant. Le lavage et le triage s'effectuaient chez le marchand peigneur, le peignage à la main était confié à des ouvriers peigneurs qui pour la plupart travaillaient chez eux de même que les tisserands à la main, dont quelques-uns subsistent encore aujourd'hui pour le compte de fabricants.

A cette époque les achats de laine et les premières manutentions subies par la matière brute nécessitaient des connaissances très approfondies : les trieurs d'alors savaient faire dix ou douze qualités d'une toison. Mais la production était forcément restreinte. Toutes les laines ne se prêtaient pas à être peignées à la main. Le travail se trouvait limité aux genres à fibres longues : on peignait bien quelques laines fines, mais à condition qu'elles fussent très poussées.

Les marchands peigneurs de Roubaix-Tourcoing traitaient plus particulièrement les laines de Hollande, les laines anglaises (Kent, Halfbred, Cheviotte), les vauriches françaises et flamandes, etc. Des mérinos il n'était guère question en ce temps-là. Ils étaient réservés à la carde ; en outre les droits de douane considérables dont les laines étrangères étaient frappées à leur entrée en France restreignaient aussi la production.

Enfin les roubaisiens d'alors s'efforçaient toujours de travailler d'après leurs propres ressources, et se guidaient d'après les besoins de la consommation.

La substitution du peignage mécanique au peignage à la main vint transformer ces conditions . A partir de 1852, les peignages mécaniques de laine commencent à se multiplier à Roubaix-Tourcoing. C'est alors que se crée l'industrie du peignage qui a pris dans les deux centres du Nord, des proportions considérables.

La fonction de l'ancien marchand peigneur se scinde : d'une part le peigneur, l'industriel ; de l'autre le négociant en laines. Mais grâce aux perfectionnements successifs apportés à l'outillage, le champ d'action du négociant s'étendit de plus en plus. Ses achats ne furent plus limités comme autrefois aux laines longues. Il s'adressa aussi aux laines mérinos, aux laines du Levant, aux laines d'Afrique. C'est vers 1854 qu'ont été consignées à la maison Masurel fils de Roubaix les premières laines du Maroc venues dans le Nord.

Pour les laines d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, de Hollande, les négociants continuaient à s'approvisionner sur les marchés d'origine. Nous ne parlons pas des laines de France qui se vendaient à certaines époques dans des marchés tenus dans les centres moutonniers.

Pour les laines du Levant et de l'Afrique, pour les laines de l'Argentine qui commençaient dès cette époque à faire leur apparition, il s'était créé des marchés d'importation : Marseille, Bordeaux, Le Havre, Anvers, Londres, Liverpool, où étaient consignées les différentes laines et où les négociants de Roubaix allaient

traiter par l'entremise de courtiers et de commissionnaires. On avait toutefois conservé l'habitude de s'approvisionner au fur et à mesure des besoins éventuels de la consommation, et ces achats s'effectuaient soit à des ventes publiques périodiques, soit par contrats, au cours de presque toute l'année.

C'est l'époque des envois en consignation. Le marché le plus fréquenté des sociants roubaisiens et tourquennois est celui d

Une troisième période s'ouvre vers 1866. C'est l'ère des importations directes. C'est au cours de l'année 1866 que le premier acheteur tourquennois partit pour Buenos-Ayres (1). D'autres suivirent, et de nos jours il y a à Buenos-Ayres une colonie considérable de roubaisiens et de tourquennois.

C'était une évolution considérable dans la façon de traiter les affaires. On peut suivre année par année l'allure progressive de ces importations directes par la diminution constante des ventes sur le marché de Bordeaux qui a fini par être complètement annihilé en tant que marché de laines, par l'augmentation du transit par les ports du Havre et Anvers ; augmentation faite au détriment des ventes effectuées sur ces places, et surtout par l'importance que prenait Dunkerque comme port de débarquement des laines.

Cette évolution du commerce de Roubaix-Tourcoing

(1) M. Adam, de la maison Vve Jules Desurmont et fils.

exerçait une répercussion fâcheuse pour d'autres centres moins hardis.

L'importation en France des laines sud-américaines de provenance directe, à partir surtout de 1875, n'a cessé d'augmenter, et elle s'est effectuée au détriment des anciens marchés d'importation.

Ainsi, Dunkerque dont la part en 1879-1880, n'atteignait pas un dixième des arrivages totaux, représente en 1898-1899, près de 87 0/0 de l'importation globale française. Il est entré cette année-là par Dunkerque, 248.959 balles de laines argentines, alors que le Havre qui en avait reçu 82.096 en 1880-1881 n'en recevait plus que 22.789. Quant à l'importation de Marseille et Bordeaux, elle est négligeable. Il n'est arrivé que 976 balles à Bordeaux en 1898-1899.

Or, Dunkerque étant le port du Nord le plus rapproché des centres de Roubaix-Tourcoing, c'est à ces places qu'était destinée la plus grande partie des laines qui y étaient débarquées.

Le mouvement d'importation directe dont on vient de voir toute l'importance à l'égard des laines argentines, s'est étendu un peu plus tard aux laines d'Australie, du Cap et même des Indes, mais dans des proportions plus restreintes.

En 1900 déjà, un certain nombre de maisons avaient établi des comptoirs à Sydney et Melbourne où se tenaient des ventes publiques périodiques de laines, et les marchandises s'expédiaient directement sur nos places.

Les statistiques de Dunkerque accusent pour l'année 1899 l'entrée de 28 millions de kilos de laines d'Australie, soit environ 90.000 balles.

Depuis l'importation directe s'est accrue considérablement, puisque du 1^{er} octobre 1908 au 30 juin 1909, il est arrivé à Dunkerque directement des centres de production et à destination de Roubaix-Tourcoing :

Buenos-Ayres.	209.405 balles (400 à 450 kil. la balle)
Australie.	370.171 balles (200-250 kil.)

Environ 85 millions de kilos de laines australiennes ont donc été débarquées à Dunkerque en 1908-1909, pendant une partie seulement de la campagne (8 mois), contre 28 800.000 kilos en 1898-1899. La progression a été plus tardive, mais plus rapide que pour les laines sud-américaines (1).

L'importation directe des laines du Cap a été tentée, mais n'a pas donné tous les résultats qu'on en attendait.

Quoi qu'il en soit, Londres demeure toujours le plus grand marché des laines d'Australie et du Cap, et bien que nos négociants s'en affranchissent davantage de

(1) Voici pour l'année 1906, les chiffres des importations de laines des différentes provenances pour toute la France, d'après le rapport de M. Alfred Picard à la Commission des valeurs de douane :

République Argentine.	87.025.000 kilos
Australie	60.494.000 —
Grande-Bretagne	23.133.000 —
Uruguay	17.352.000 —
Algérie.	13.770.000 —
Espagne.	13.513.000 —
Maroc	4.924.000 —

jour en jour, ils en demeurent tributaires pour une faible part à l'égard des laines du Cap principalement. En ce qui concerne les laines des Indes, la plupart des consommateurs roubaisiens s'en approvisionnent à Liverpool.

Cette évolution du négoce de la laine est-elle un bien ou un mal ? Vaut-il mieux aller chercher la matière première aux pays d'origine ou l'attendre chez soi ? C'est une question que nous n'avons pas à discuter ici. C'est la querelle entre les partisans du commerce ancien, à la papa, spéculant au comptant sur l'ignorance des producteurs et des consommateurs, et le négoce moderne disposant de puissants moyens d'information et entraîné par la concurrence à la conquête des débouchés.

Nous constaterons simplement que le marché à terme n'a pas donné l'impulsion primitive à cette évolution. Qu'il l'ait favorisée, c'est incontestable. Encore faut-il faire certaines remarques.

Depuis la création du marché à terme, l'importation directe de laines argentines n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que celle des laines d'Australie, elle a été d'environ 70 000 balles sur une importation moyenne de 200.000. Tandis que l'importation directe des laines d'Australie s'est tout entière développée depuis la création du terme. En 1891, Tourcoing importait directement 20.000 balles seulement de laines coloniales anglaises, tandis qu'il en achetait 132.000

sur le marché de Londres (1). En 1899, l'importation directe de laines australiennes par Dunkerque était de 90.000 balles et elle est pour la campagne dernière de 370 171 balles. Cependant on observe que les laines d'Australie ne se prêtent pas facilement à l'établissement de types ; tant qu'il y a eu un type d'Australie sur le marché de Roubaix-Tourcoing, ce type a toujours été délaissé plus ou moins par les opérateurs.

Le type qui a toujours eu la vogue fut le type courant de Buenos-Ayres.

SECTION II. — **Création du marché à terme de Roubaix (1^{er} octobre 1888).**

A l'évolution que nous venons de constater dans les méthodes du négoce, correspondent des modifications profondes dans le système des marchés.

Les négociants roubaisiens ou tourquennois échappaient par les achats directs à la servitude des marchés d'Anvers, de Londres et du Havre, évitaient des frais de commission, d'assurance, de magasinage, de traction, échappaient aux sangsues. Mais à chaque intermédiaire qu'ils supprimaient, ils prenaient pour eux-mêmes de gros risques.

Ils étaient obligés d'acheter en quelques semaines

(1) Petit Leduc, « Tourcoing », industriel commercial (*Annales Ch. de Com.*, 1891, p. 137).

toute la tonte d'une année. Il importait non seulement d'établir des prix de revient, mais d'escompter l'avenir. Les marchés à livrer prirent à partir de 1870 une importance de plus en plus grande au fur et à mesure que diminuaient les envois en consignation.

Le marché à terme est sorti de la pratique de ces marchés. Il n'en est que le perfectionnement. Reconnu légal par la loi de 1885, il n'a pas été cependant créé immédiatement après la promulgation de cette loi.

Le marché à terme de Roubaix-Tourcoing ne fut créé qu'après ceux du Havre et d'Anvers (1) pour permettre à ces places de conserver leur situation prédominante et de réagir contre l'attraction qu'exerçait le marché d'Anvers.

Anvers avait commencé par établir un marché à terme en laines brutes. Il l'abandonna presque aussitôt pour créer le marché sur peigné.

A Roubaix, le marché à terme commence à fonctionner le 1^{er} octobre 1888. Sa création coïncide avec celle de la Caisse de liquidation et de garantie, ou plus exactement elle en procède.

Celle-ci s'intitulait « Caisse de liquidation des opérations sur marchandises de Roubaix-Tourcoing ». C'était une société anonyme au capital d'un million, ayant son siège social à Roubaix. L'année suivante on établit à Tourcoing une seconde Caisse de liquidation

(1) Le marché à terme du Havre fut créé en novembre 1887, celui d'Anvers un mois plus tard.

société anonyme également, ayant un capital égal à celui de la première. Sa raison sociale était : « Caisse de liquidation des opérations sur marchandises de Tourcoing ». Les deux caisses fonctionnèrent l'une à côté de l'autre dans les deux villes jusqu'en 1892.

Une fusion fut alors opérée. Une caisse unique fut constituée ayant son siège social à Roubaix, au capital de 1 million deux cent mille francs et sous la raison sociale « Caisse de liquidation et de garantie des opérations à terme sur marchandises de Roubaix-Tourcoing ». C'est cette caisse qui fonctionne actuellement.

Reims tenta en 1889 de créer un marché à terme sur laines peignées et créa une caisse de liquidation au capital de deux cent cinquante mille francs, mais elle disparut au bout de peu de temps (1).

Leipzig forma, le 1^{er} janvier 1890, une caisse de liquidation pour le marché à terme sur laines peignées afin d'échapper à l'hégémonie d'Anvers et de Roubaix. Le marché à terme en Bourse et la cote officielle furent supprimés le 1^{er} juin 1899, en vertu d'une faculté de la loi de Bourse de 1896.

Il n'y a à l'heure actuelle de marché à terme sur laines peignées que ceux d'Anvers et de Roubaix-Tourcoing. Le premier sert de débouché aux peignages allemands, le second joue à l'égard de la laine peignée le rôle de marché national.

(1) N'a plus enregistré d'affaires à partir du 1^{er} mai 1892.

Quant à l'Angleterre elle ne connaît pas le marché à terme. Cela tient sans doute à l'organisation très ancienne de son commerce d'importation qui dispose de capitaux considérables, et aux facilités que donnent les banques coloniales anglaises, qui consentent des avances importantes sur les laines d'Australie embarquées pour Londres. Les marchands anglais peuvent d'ailleurs se couvrir sur les marchés à terme du continent en Buenos-Ayres.

Les ventes se font publiquement aux enchères au Wool Exchange tous les deux mois. Ces ventes, bien que diminuées de toute la quantité des importations directes demeure le grand marché d'approvisionnement des laines coloniales anglaises.

SECTION III. — **Organisation et fonction du marché à terme sur les laines peignées.**

Le marché à terme de Roubaix-Tourcoing fonctionne depuis sa création suivant des usages qui ont peu varié. Ses rouages sont pareils à ceux des autres marchés à terme. Il comporte une cote qui constate les cours pratiqués et la tendance du marché, des intermédiaires qui sont les courtiers inscrits, des commissionnaires, courtiers libres qui font des opérations plus ou moins bâtarde (semi-commissions, semi-conventions d'achat ou de vente), ces derniers ont été vivement attaqués comme agents de spéculation.

En outre, le marché à terme sur laines peignées possède une caisse de liquidation.

Les règlements de la caisse déterminent les types et assurent la police du marché. Au début même ils empiétaient sur le domaine des chambres de commerce et réglementaient l'établissement de la cote en Bourse. C'est donc ces règlements qu'il faut analyser pour se faire une idée du fonctionnement du marché à terme de Roubaix-Tourcoing. C'est ce que nous ferons au chapitre suivant. Mais auparavant, et pour mieux faire comprendre les critiques que souleva le fonctionnement du marché, il importe de préciser un peu le rôle des différents organes et de montrer le but que poursuivaient les créateurs du terme.

La cote. — La cote était établie, dès le début, chaque jour conformément à la loi de 1866, par les courtiers inscrits, à la Bourse du commerce, suivant des usages assez obscurs dont nous reparlerons plus tard à propos de l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901 qui la réglemente. Elle était faite par la réunion des courtiers agréés par la caisse de liquidation (avant ledit arrêté) d'après les opérations bouclées dans la matinée pour Roubaix, dans l'après-midi pour Tourcoing. L'affichage en avait lieu à midi à la bourse de Roubaix et à 5 heures à celle de Tourcoing. On cotait au début et l'on continua à coter jusqu'en avril 1908 les 12 mois de l'année.

Les courtiers. — Les courtiers inscrits opéraient

sous le contrôle de leurs chambres syndicales et surtout sous celui de la caisse de liquidation qui les agréee et n'inscrit d'opérations que par leur intermédiaire. Par là elle agit non seulement sur l'enregistrement des contrats, mais encore sur leur formation.

Un négociant veut-il faire une vente de laine, il s'adressera à son courtier inscrit habituel qui lui cherchera une contre-partie. Une fois la contre-partie trouvée le courtier fera enregistrer l'opération à la caisse, suivant les formes requises. Il n'y avait qu'une sorte de contrat établi par la Caisse de liquidation.

Une autre manière de procéder consiste pour le négociant à s'adresser à un courtier libre, à une maison de commission qui prend son ordre, qu'elle ait ou qu'elle n'ait pas la contre-partie. Il fera avec elle un contrat qui ne passera pas nécessairement par la caisse de liquidation, et qui par conséquent pourra échapper à sa réglementation. C'est ce qu'on appelle une opération en coulisse. Il s'en est toujours fait beaucoup à Roubaix-Tourcoing, les maisons de commission jouant vis-à-vis de leurs clients le rôle de caisse de liquidation leur demandant ou ne leur demandant pas de garantie. Elles appliquaient l'un à l'autre les ordres en sens contraire qu'elles recevaient, et pour ceux qu'elles ne pouvaient appliquer, elles se couvraient par des ventes ou des achats en Bourse qu'elles faisaient enregistrer à la caisse de liquidation.

En ce qui concerne les opérations en coulisse, il est

impossible d'avoir des renseignements précis. Elles sont faites de client à commissionnaire en dehors de toute réglementation et de tout contrôle.

La situation des commissionnaires était bien meilleure que celle des courtiers inscrits, parce qu'ils étaient libres, qu'ils opéraient pour leur propre compte et qu'ils étaient en excellente posture pour spéculer sur le dos de leurs clients.

SECTION IV. — **But que se proposaient les créateurs du marché à terme.**

Le but des fondateurs du terme sur laines peignées était de donner au négoce d'importation des sécurités nouvelles en présence des gros risques qu'il courait, et, à la fabrique, un moyen d'assurer son approvisionnement à des prix de revient déterminés. Sa fonction devait être une fonction de couverture et en même temps celle de régulateur des prix que l'on assigne généralement aux marchés à terme quels qu'ils soient.

Il faut voir comment l'on entendait l'utilité du terme à l'égard de chacune des catégories du monde lainier.

A l'égard du négoce d'importation sa fonction se conçoit facilement.

Voici une maison qui, d'octobre à la Christmas doit acheter en Australie 10, 20 ou 30 mille balles de laine d'un seul coup. Cette quantité représente des capitaux considérables. Elle doit être payée comptant aux pro-

ducteurs. Elle sera consommée pendant 12 mois ou même plus ; mais pendant ce temps sa valeur pourra baisser. Il est très difficile de prévoir ce qu'elle deviendra pour les mois éloignés. Il y a la quantité de risques que le terme permet de pallier.

L'importateur en relations télégraphiques avec ses acheteurs se guide pour ses achats sur les cours du terme. En même temps il se couvre au fur et à mesure par des ventes de quantités correspondantes à terme, sur les mois qui lui offrent les prix les plus avantageux. De cette façon il se met à couvert au cas où la baisse se produirait. En cas de hausse, il se rachète au terme avant l'échéance et vend sa laine en disponible. En cas de baisse, il peut ou livrer la laine qu'il a reçue ou la conserver pour des temps meilleurs, liquider sa vente par un achat et toucher une différence.

A l'égard des consommateurs de laine, peigneurs, filateurs, tisseurs, fabricants de bonneterie, le marché à terme agit d'une façon plus complexe.

Il faut distinguer suivant qu'aux différentes étapes de sa transformation, le travail se fait à forfait ou à façon.

Les façonniers ne sont pas intéressés directement aux opérations à terme, ils n'ont pas à se couvrir, à établir des prix de revient. Les industriels travaillant pour leur propre compte, ont différentes manières de se servir du terme comme couverture.

Pour s'en rendre compte il faut voir brièvement

quelles sont les habitudes commerciales de la fabrique. Celle-ci, pour ses débouchés, traite soit avec des commissionnaires en tissus, soit directement avec la clientèle qu'elle fait visiter périodiquement par des voyageurs.

La fabrication pour la saison d'été ou d'hiver une fois terminée, elle alimente ses métiers par le tissage des étoffes classiques (dont la fabrication va d'ailleurs toujours en décroissant) et l'échantillonnage, c'est-à-dire la création des modèles d'étoffes, pour la saison d'été ou d'hiver suivante.

Les voyageurs partent ensuite, emportant les échantillons qu'ils soumettent à la clientèle et ils tiennent journellement le tisseur au courant des résultats de leurs visites chez les grands tailleurs ou dans les maisons de confection. Le fabricant peut se faire ainsi une idée au jour le jour des goûts probables de la consommation.

Quelques maisons importantes, quelque commissionnaire en tissus séduit par un modèle, et spéculant sur les étoffes, peuvent faire, dès lors, des commandes fermes pour de grandes quantités, mais une grande partie de la clientèle se réserve pour lancer ses ordres jusqu'au moment où la mode est bien fixée.

Cependant le fabricant n'a pas intérêt à attendre jusque-là pour s'assurer ses approvisionnements. S'il prévoit des commandes pour tel ou tel de ses échantillons, il s'assurera le plus tôt possible les quantités de matière

première qui lui sont nécessaires. Et pour cela il achètera au terme la quantité correspondante à celle qui lui est nécessaire, assurant ainsi son prix de revient conformément au prix de vente auquel il fait offrir ses étoffes.

La fonction de couverture se présente sous un autre aspect pour le fabricant. Le marché à terme lui permet d'assurer les stocks de marchandises fabriquées qu'il n'a pas encore écoulées, ou de matières premières dont il a pris livraison en prévision de commandes. Dans ce cas, c'est par des ventes que la couverture est réalisée en prévision d'une baisse de la matière première réagissant sur les produits fabriqués.

La fonction de couverture revêt le même aspect en ce qui concerne la filature et le peignage forfaitaire, suivant qu'ils désirent assurer des stocks ou escompter des ordres.

Les marchés à livrer devant en toute circonstance se résoudre par une livraison effective étaient impuissants aux yeux des créateurs du terme à assurer ces fonctions. En même temps qu'il atténuait les risques du négoce et de l'industrie, le marché à terme devait élargir le marché, en y appelant des capitaux nouveaux, qui employés en reports, concourraient à l'égalisation des prix et au maintien de stocks ; des spéculateurs sérieux assurant en tous temps la vie du marché et évitant ainsi des accumulations de marchandise aux époques de la tonte ; il devait permettre enfin les opérations d'arbitrage faites de place à place et tendre ainsi à égaliser les prix dans les divers marchés.

Les promoteurs du terme sur peignés n'ont jamais prétendu en faire un marché de livraisons effectives, mais un marché d'assurances permettant aux petits importateurs de lutter contre la concurrence redoutable des gros négociants qui disposent de capitaux énormes et pour qui la nécessité de la couverture ne se fait pas aussi impérieusement sentir.

S'ils prennent soin de réglementer sévèrement le marché, par le moyen d'une caisse de liquidation, c'est pour en écarter autant que possible les éléments perturbateurs ; pour garantir la bonne exécution des contrats et par là donner une plus grande solidité au marché. Mais leur but est de le créer aussi large que possible et d'éviter par dessus tout les étranglements qui constituent aux yeux des promoteurs du terme roubaisien le principal écueil.

En un mot, l'on se proposait de donner à Roubaix-Tourcoing tous les avantages que l'on attribue généralement aux grands marchés à terme sur marchandises, par une organisation réellement sérieuse et capable d'éviter les excès de la spéculation. Surtout on se proposait de réagir contre l'attraction des grands marchés étrangers et particulièrement contre celle exercée par Anvers, la puissante voisine de nos places du Nord.

CHAPITRE II

Les règles qui régissent le marché à terme de Roubaix-Tourcoing sont contenues dans les règlements élaborés par le conseil d'administration de la caisse de liquidation.

Ceux-ci ont subi, d'octobre 1888 jusqu'à présent, à différentes époques, des retouches d'ailleurs peu nombreuses et qui n'en changent pas sensiblement l'esprit. Les plus importantes sont celles relatives à la détermination des types et à l'admission des clients. Il existe trois éditions de ces règlements. La première de 1891, une seconde de 1897 qui apporte pour la première fois certaines précisions quant à l'admission des clients, la dernière est de 1906. Elle a été complétée sur certains points de détail par quelques délibérations récentes du conseil d'administration de la caisse. Mais elle n'a pas été modifiée à la suite de la tentative de réforme de 1908.

C'est cette réglementation de 1906 que nous prendrons pour base de notre étude en signalant au passage les modifications qu'elle consacre. Nous rechercherons : 1° quelles sont les conditions requises pour que la laine puisse être mise en filières ; 2° celles qui sont imposées aux clients et intermédiaires ; 3° comment sont mises en

œuvre ces différentes réglementations par le mécanisme de l'inscription et de la liquidation des marchés ; 4° la chambre arbitrale et de conciliation.

Nous n'étudierons pas les règlements de la caisse au point de vue juridique. Nous n'analyserons minutieusement leurs dispositions qu'afin de montrer jusque dans les détails par quels moyens les organisateurs du terme ont entendu réaliser leur but.

SECTION I. — Conditions générales applicables aux laines peignées.

Les conditions générales pour laines peignées déterminent d'abord le type livrable. Elles fixent ensuite les conditions d'expertises puis celles relatives à la création et à la circulation des filières. Toutes ces dispositions sont extrêmement minutieuses et destinées à assurer en tout temps le contrôle rigoureux de la caisse sur toutes les opérations en cours.

Types. — Conditions d'admission des laines aux livraisons. — Sont admis au marché à terme les peignés provenant des laines mères (1) de La Plata, de l'Uruguay, de l'Australie ou du Cap, à l'exclusion des laines d'agneaux et de tous mélanges entre les différents gen-

(1) On appelle laine mère ou laine prime celle qui provient du dos et du dessus du cou du mouton, par opposition à celle moins appréciée qui est tondue sur les flancs, sur le ventre et entre les cuisses de la bête.

res. Le type est unique, il est établi en laines de Buenos Ayres ou de Montevideo. Il peut être renouvelé chaque année pour le 1^{er} mars par les soins du conseil d'administration de la caisse de liquidation et de garantie de concert avec les membres du bureau de la chambre arbitrale et de conciliation.

Les laines présentées à l'expertise, d'autre provenance que celle du type, sont admises à l'équivalence avec un écart de 6 0/0 au-dessus et 4 0/0 au-dessous. On tolère 20 chardons au kilogramme, 40 au plus (5 picots sont comptés pour un chardon) (1).

Les conditions de 1906, dans leur article 3, déterminent encore les qualités que doit présenter l'emballage et imposent l'obligation de déposer la laine avant l'expertise, dans les magasins généraux de Roubaix ou de Tourcoing agréés par la caisse. Elles admettent enfin les laines provenant de « tous les peignages français ou étrangers agréés par la caisse de liquidation ».

La rédaction de 1906 ne distingue pas suivant que les peignages sont à façon ou à forfait. Cependant, ces derniers furent longtemps exclus du marché à terme. Une délibération toute récente du conseil d'administration de la caisse de liquidation du 21 septembre 1908, consacre pour la première fois leur admission. Seulement les filières provenant de ces peignages devront être livrées par l'entremise d'un client autre que

(1) Article 4. Conditions générales de 1906.

le producteur et préalablement agréé lui aussi par la caisse. En outre, elles devront subir une différence de cinq centimes au kilog, au profit du receveur, à titre de compensation de frais de vente (1).

La caisse justifiait l'exclusion des peignages industriels ou à forfait de la manière suivante : autrefois la majorité des peignages était à façon, ou tout au moins en avait l'étiquette. Or pour la mise en filière d'un peigné, ainsi que nous le verrons plus loin, le vendeur doit fournir à la caisse un certificat du peigneur affirmant entre autres choses que ce dernier n'entre pour aucune part dans le marché.

Mais l'usage s'était peu à peu introduit pour les négociants d'intéresser les peigneurs à leurs opérations. Ils prirent l'habitude de ne donner de laine à peigner à façon qu'à ceux qui leur achèteraient ferme de la laine brute pour leur propre compte. Dès lors l'exclusion des peignages à forfait perdait une partie de sa raison d'être. Et c'est pourquoi la caisse de liquidation a fait droit à leurs réclamations.

(1) Il faut voir que les peignages à forfait sont des entreprises très puissantes, disposant de capitaux considérables. Elles achètent elles-mêmes aux pays d'origine et sont à la fois négociants et peigneurs. Ce sont des concurrents redoutables pour les petits peignages moins fortement constitués et pour lesquels le monopole des livraisons au terme était une garantie sérieuse d'existence. L'amende de 0 fr. 05 au kilog infligée aux livraisons des forfaitaires est une mesure destinée à calmer leurs appréhensions.

Quant à la nécessité de passer par l'intermédiaire d'une tierce personne, elle se justifie parce qu'on ne peut demander aux peigneurs de se donner un certificat à eux-mêmes (V. art. 5 des conditions générales des laines peignées).

Cependant, ainsi que nous l'avons vu, et pour rassurer les petits peignages, elle frappe leurs livraisons d'une sorte d'amende.

En ce qui concerne le type, il faut voir maintenant comment on est arrivé à l'unité.

Pour organiser un marché à terme sur des marchandises ne présentant pas une unité absolue de qualité, on se trouve en présence de deux alternatives : ou bien créer des types nombreux, précis, irréductibles correspondant exactement aux différentes qualités de la marchandise, ou bien n'avoir qu'un type unique répondant à une qualité moyenne généralement employée et aussi large que possible offrant un rapport constant de valeur avec les autres qualités.

Le premier système favorisera, semble-t-il, l'établissement d'un trafic effectif, mais il sera dangereux. En rétrécissant le marché, il le rendra plus sensible à la hausse ou à la baisse, et surtout il favorisera les accaparements. Aussi bien n'est-il pas souvent employé.

Le type unique, au contraire, rallie les suffrages des termistes. Ils y voient une garantie contre les étranglements, et les cours factices, le vendeur pouvant toujours livrer moyennant une bonification ou une réduction.

Au début, la caisse de liquidation institua deux types en Buenos-Ayres ou Montevideo, l'un irréductible, l'autre réductible. Ce dernier comportant un écart de 1 0/0 au-dessous et 1 0/0 au-dessus.

Ensuite, elle crée deux types de provenance. Il y a alors quatre types négociables. En laines mères de la Plata et de l'Uruguay, d'une part, un type de fabrique pouvant contenir au maximum 12 chardons au kilo, et un second type, dit qualité peigné courant, avec une tolérance de 40 chardons, tous deux réductibles.

En laines mères d'Australie, d'autre part, deux types réductibles également.

1° Type A (Reims), qualité courante à chaîne pouvant contenir 6 chardons au kilo, 6 chardons comptant pour un picot.

2° Type A B (Roubaix), qualité pour teinture, même tolérance (1).

En créant ainsi des catégories distinctes sans communication entre elles, la caisse de liquidation rétrécissait le marché. Elle fut bientôt amenée par la crainte des étranglements à réduire le nombre des types. La clientèle délaissa d'ailleurs d'elle-même ceux de ces types qui ne lui offraient pas un trafic assez large. Le nombre des affaires enregistrées en type Australie par exemple fut toujours insignifiant. Les conditions de 1897 ne font (2) plus mention d'aucun type en laines d'Australie.

(1) Article 4. Conditions générales de 1891.

(2) En 1894, sur 53.460.000 kilos de transactions enregistrées par la caisse de liquidation, on n'en comptait que 1.545.000 en laines d'Australie. En 1895, 265.000 kilos seulement sur 37.695.000 kilos d'opérations à terme.

Il est vrai que c'est à partir de la fin de février 1895 que fut supprimé le type A B d'Australie, le seul sur lequel on ait enregistré des transactions.

Elles maintiennent cependant encore deux types en Buenos-Ayres ou Montevideo.

1° Un type dit type-unique avec réduction ou bonification jusqu'à 2 0/0 et tolérance de 20 chardons au kilo.

2° Un type supérieur dit *supra*, avec un écart de 1 0/0 en bonification et 1 0/0 en réduction, la normale des chardons y est de 10 au kilo.

Le livreur du type *supra* avait la faculté de livrer du type unique moyennant une ristourne de 0 fr. 40 au kilo, pour compenser la différence de valeur entre les deux types et tenir lieu d'amende. Cette amende était calculée sur le nombre de kilos livrés.

Mais la faveur des spéculateurs délaissa le type supérieur pour se porter sur le type unique qui tendit par la force des choses à devenir de plus en plus large. Les écarts de qualité sont portés successivement de 2 0/0 en 1897 à 3 0/0 en 1898. En 1900 ils sont de 4 0/0 en dessus et en dessous du type. Les conditions de 1906 les fixent à 6 0/0 en bonification et 4 0/0 en réduction. De plus les laines d'Australie et du Cap sont admises à l'équivalence depuis 1899 (1).

Il n'est pas niable que cette évolution vers un type unique large ait facilité considérablement l'essor des

(1) La proportion des laines mérinos fines qui était autrefois des 2/3 de la production de l'Australie et de la Plata, n'a cessé de diminuer dans des proportions telles qu'elle est aujourd'hui renversée et que l'on compte 2/3 de croisés et 1/3 de laines fines mérinos. Cela explique que le type supérieur devenant de plus en plus difficile à trouver, il a dû être abandonné.

opérations à terme. A-t-elle favorisé celui du négoce et de l'industrie ? C'est une question que nous retrouverons plus tard âprement discutée par les partisans et les adversaires du marché à terme. Quoi qu'il en soit, que le type soit réductible ou irréductible, large ou étroit, ce n'est pas de ces qualités seules que dépendront les heureux ou les mauvais effets de son adoption, mais surtout de la façon plus ou moins consciencieuse dont seront pratiquées les expertises.

Expertises. — Si nous nous en rapportons aux dispositions très minutieuses adoptées par la caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing, il semble que cette opération soit entourée ici de toutes les garanties désirables (1).

La demande d'expertise doit contenir :

1° L'indication de la provenance.

2° Une déclaration datée et signée du peigneur qui a travaillé la laine. Ce document constitue un certificat d'identité. Le peigneur y déclare en outre : *a*) que le peigné provient bien de laines de la Plata, de l'Uruguay, de l'Australie ou du Cap, à l'exclusion des laines d'agneaux ; *b*) qu'il n'existe aucun mélange entre les différents genres indiqués ; *c*) la proportion des chardons au kilo ; *d*) que la manipulation du peignage a été terminée à telle date ; *e*) que la marchandise à sa sortie du peignage est entrée directement dans les magasins agréés ; *f*) si le lot contient des laines de peaux ou s'il en est composé uniquement.

(1) Article 5. Conditions générales de 1906.

3° Un certificat de dépôt délivré par les magasins agréés qui rappelle, comme le certificat de peignage, les numéros de peignage, les numéros et poids par balle ; et stipule que la marchandise est libre de tout récépissé-warrant, avance ou de toute autre entrave à la livraison.

La caisse de liquidation ou plutôt son conseil d'administration, se réserve le droit de nommer les experts en lui imposant la plus grande discrétion. C'est ainsi qu'ils doivent ignorer les noms des parties intéressées et se récuser s'ils arrivent à reconnaître un lot (Cette obligation paraît assez platonique). La caisse fixe également leur rétribution.

L'expertise est pratiquée par trois experts. Elle a pour but de déterminer si la laine présentée est admissible ou non à l'équivalence du type. Pour cela un agent spécial de la caisse prélève dans les magasins agréés un échantillon de 6 cœurs de bobines pesant ensemble 3 kilos environ pris sur chaque filière de 5.000 kilos ou sur chaque portion différente de la même filière. Cet échantillon est ensuite revêtu d'un simple numéro d'ordre de la caisse de liquidation et soumis aux experts. La décision de ces derniers est sans appel, en principe tout au moins (1). Quant aux boni-

(1) Par exception au principe de l'irrévocabilité des décisions des experts, il pourra être demandé une contre-expertise pour un lot refusé ; mais si elle aboutit à un nouveau refus, le demandeur paiera, outre les frais d'expertise, une amende de cent francs (art. 6).

fications ou aux réductions elles sont établies par le directeur de la caisse d'après la moyenne des appréciations des trois experts.

Enfin certaines dispositions limitent à 20.000 kilos le maximum de la quantité de laine pouvant faire l'objet d'une même expertise, et fixent le tarif des frais (1). Il faut voir que ces frais, sans paraître d'ailleurs exagérés sont de nature à absorber une partie de la différence de cours que pourrait empocher le vendeur. Il se produira bien des cas où l'écart en baisse étant minime, le vendeur aura intérêt à ne pas livrer son peigné pour ne pas subir les frais d'expertise et de mise en filière, même s'il était disposé à le faire. Pour liquider son opération il fera un achat en bourse moins onéreux. Les règles fixées pour l'expertise ont été de tout temps les mêmes, sauf sur quelques points de détail. Nous noterons seulement que les conditions de 1906 enlèvent à la chambre arbitrale la direction des expertises, contrairement à ce qu'admettaient les règlements antérieurs. Elles déclarent dans l'article 5 qu'il y a incompatibilité entre les fonctions d'arbitre et celles d'expert.

(1) Jusqu'à 5.000 kil. Expertise 40 francs, plus coût provisoire d'une filière 55 kilos = 95 francs.

Jusqu'à 10.000 kilos. Expertise 55 francs, plus coût provisoire de 2 filières 110 kilos = 165 francs.

Jusqu'à 15.000 kilos. Expertise 70 francs, plus coût provisoire de 3 filières 165 kilos = 235 francs.

Jusqu'à 20.000. Expertise 80 francs plus coût provisoire de 4 filières 220 kilos = 300 francs.

Le coût de chaque certificat d'expertise est de 2 fr. 50.

Mise en filière(1). — La laine une fois admise à l'équivalence est susceptible d'être mise en filière. Que faut-il entendre par filière ? On emploie indistinctement ce mot pour désigner la quantité de 5.000 kilos de peigné livrable et le titre qui la représente. Nous étudierons ici la filière marchandise.

Une filière pour être livrable doit, en dehors de celles relatives à la provenance de la laine au type et à l'expertise, remplir les conditions suivantes. Elle doit peser 5.000 kilos, avec une tolérance de 200 kilos en dessous et 200 au-dessus. Une filière pesant moins de 4.800 kilos peut être refusée. Mais tout poids conditionné supérieur à 5.200 kilos peut être réduit à condition que mention soit faite de la quantité retirée sur le certificat de dépôt aux magasins agréés et sur le bulletin de conditionnement (2). Le conditionnement est établi sur la base de 18 1/4 0/0, c'est-à-dire que sur 100 kilos de livraison en tolérera 18 kilos 1/4 d'eau.

La marchandise doit être logée dans les magasins de Roubaix ou de Tourcoing agréés par la caisse de liquidation.

Si l'on tolère qu'une même filière soit composée de deux lots provenant de deux peignages différents, on

(1) Articles 8-9-10-15. Conditions générales de 1906.

(2) Le conditionnement a pour but de déterminer quelle quantité d'eau contient la laine. Il y est procédé sous la surveillance et la garantie des magasins dépositaires. Les échantillons extraits pour le cautionnement sont restitués après coup dans une des balles de la partie désignée à cet effet par le bulletin de conditionnement.

exige que ces deux lots soient déposés dans le même magasin et qu'ils soient de même essence, soit Buenos-Ayres, soit Montevideo, soit Australie, soit Cap. Le deuxième lot ne peut être inférieur à 1.000 kilos poids net conditionné. Le livreur d'une filière, en deux lots est frappé d'une amende de 125 francs à payer au receveur.

Enfin pour compléter ces garanties données à ceux qui désirent sérieusement se faire livrer, la caisse a dès l'origine pris des mesures pour faire que des filières trop vieilles, dont personne ne veut, soient à la longue écartées du marché.

Les anciens règlements fixaient à deux ans la durée d'une filière à partir de l'époque où la laine était sortie du peignage, après deux ans, la filière qui n'était pas entrée dans la consommation devait être reconditionnée et réexpertisée. Les conditions de 1906 stipulent que les filières dont les manipulations au peignage remonteraient à plus de 18 mois à l'ouverture de la campagne (1^{er} mars) subiront une détaxe de 2 1/2 0/0 et autant d'année en année jusqu'à leur complète extinction.

La filière une fois constituée aura une carrière plus ou moins longue, elle demeurera toujours négociable sous le contrôle rigoureux de la caisse, sans lequel elle ne peut changer de propriétaire. Il lui sera interdit de sortir un instant du marché à terme sous peine de ne pouvoir y rentrer sans subir une nouvelle expertise et un nouveau conditionnement. C'est pourquoi les directeurs de magasins agréés ne peuvent opérer aucun

transfert sans un avis de la caisse de liquidation désignant le propriétaire de la filière. C'est pourquoi également le certificat de dépôt que tout nouveau propriétaire est en droit de réclamer afin d'en faire usage pour une opération inscrite à son nom, doit rappeler les dates et numéros des certificats successifs qui l'ont précédé.

Les dispositions relatives aux filières comme celles relatives à l'expertise sont au cours des temps restées sensiblement les mêmes.

**SECTION II. — Admission des clients
et intermédiaires. Mesures prises par la Caisse
pour se garantir.**

Les règlements de la caisse de liquidation et de garantie indiquent dans leur article 1^{er} le but de cette institution. C'est, disent-ils, de garantir à un acheteur et à un vendeur la bonne exécution des opérations inscrites dans les livres de la caisse. Ils déclinent par ailleurs toute responsabilité, soit quant au résultat des expertises dont nous avons parlé, soit quant à la réalité, à la consistance et au maintien des dépôts de marchandises, accusés dans les documents qui lui sont remis pour la circulation des filières.

A cet égard les magasins dépositaires sont seuls responsables vis-à-vis des déposants.

Nous n'étudierons pas ici la notion juridique de la garantie, mais seulement les moyens employés par la

caisse de Roubaix-Tourcoing pour remplir la fonction d'ordre économique qu'elle a assumée.

Elle pose à l'admission des clients et des courtiers, des conditions minutieuses qu'on a parfois qualifiées de draconiennes, mais qui se justifient en tout état de cause par l'importance de la garantie qu'elle accorde. Aux termes de l'article 12 de ses règlements, « l'intéressé dans une affaire ou son mandataire, par le seul fait d'avoir apposé sa signature au bas de la demande d'inscription à la caisse de liquidation et de garantie, est réputé avoir pris connaissance des règlements de ladite caisse, et s'engager à en respecter toutes les clauses et conditions ».

Cette obligation s'exerce également à l'égard des conditions générales applicables aux laines peignées et de toutes les modifications ou additions que le conseil d'administration de la caisse jugerait bon d'y apporter.

Par là la caisse de liquidation révèle sa toute puissance et s'évite bien des responsabilités.

Dans les dispositions relatives à l'agrément des clients, la caisse indique nettement son intention d'écarter les agioteurs. Pour cela elle s'attache au caractère professionnel du demandeur.

Pour faire inscrire des opérations à la caisse, il faut être admis par le conseil d'administration de la dite caisse, et pour être admis il faut (art. 2 des règlements, 1906) : 1° être domicilié à Roubaix-Tourcoing ; 2° appartenir soit au commerce, soit à l'industrie de la laine.

Les clients reporteurs seuls ne sont pas tenus de justifier de cette qualité.

En ce qui concerne les banques (1), elles ne sont admises pour leur compte qu'à l'inscription des opérations de report. Lorsqu'elles feront des ventes ou des achats, ce ne pourra être que pour le compte d'autrui, et dans ce cas elles devront faire connaître le jour même de l'opération, à la caisse de liquidation, le nom de la personne pour qui elles opèrent.

Une difficulté se présentait pour les maisons ayant leur siège social en France, mais en dehors de Roubaix, Tourcoing et pour les maisons étrangères.

Les unes et les autres doivent, pour être admises, avoir à Roubaix ou à Tourcoing soit une succursale, soit un représentant accrédité ayant tout pouvoir, les dernières doivent en outre produire une garantie de perte d'un tiers solvable domicilié en France.

Enfin aucun membre d'une firme ne peut faire inscrire d'affaires à terme pour son compte personnel.

Tous les clients admis, quels qu'ils soient, sont crédités par le conseil d'administration de la caisse. C'est-à-dire qu'un maximum est fixé à leurs opérations pour une même campagne. Le maximum de filières qu'ils sont capables de vendre ou d'acheter est déterminé

(1) Avant la délibération du 20 décembre 1894, la caisse de liquidation posait des règles beaucoup moins précises, elle se bornait à interdire aux associés d'une maison de commerce de faire enregistrer des affaires sous leur nom ou pour leur compte personnel.

Elle n'imposait par ailleurs aucune condition particulière aux clients qui sollicitaient son agrément.

d'après leur capital avéré ou leur chiffre d'affaires. Le crédit sera par exemple fixé à 25 0/0 du capital de telle ou telle maison, de façon à permettre le jeu normal des opérations en couverture et garantir la caisse contre des excès compromettant la solvabilité de son client (1).

La limite du crédit une fois atteinte, la caisse refusera-t-elle toute nouvelle inscription ou bien l'acceptera-t-elle en aggravant l'obligation du dépôt. Les règlements de 1906 sont muets sur ce point. Ceux de 1891 permettent qu'en ce cas, le directeur de la caisse, avec l'assentiment de l'administrateur de service, ait la faculté de faire des inscriptions supplémentaires moyennant un dépôt exceptionnel gradué (2).

Toutes ces conditions, il faut le reconnaître, sont de nature à éloigner du marché les opérateurs peu sérieux étrangers à la laine en qui l'on voit peut-être à tort les seuls éléments perturbateurs du marché. Mais aussi elles ne valent que par la manière dont elles sont appliquées.

Les dispositions relatives aux courtiers sont, plus encore que celles qui concernent les clients, rigoureuses.

(1) V. déposition de M. Cordonnier, président du Conseil d'administration de la Caisse de liquidation, devant la Commission parlementaire des marchés à terme, le 13 décembre 1897, rapport Dron.

(2) Pour le premier quart supplémentaire au crédit déjà fixé, 2.000 francs pour chaque opération.

Pour le deuxième quart supplémentaire, 3.000 francs pour chaque opération.

Pour le troisième quart supplémentaire, 4.000 francs pour chaque opération, art. 8 du règlement.

Et de fait, la caisse est bien mieux armée à leur égard qu'à l'encontre des clients qui la font vivre. Les courtiers ne pourraient songer à exercer leur métier sans se soumettre à ses règlements. Cela fait qu'autant qu'elle ne leur impose pas de conditions contraires aux lois qui régissent le courtage de commerce, la caisse de liquidation bien plus que leurs chambres syndicales, est en mesure d'exercer sur les courtiers assermentés de Roubaix-Tourcoing sa toute puissante influence. Elle les tient sous un contrôle des plus rigoureux et des plus effectif. Ici encore les mesures qu'elle prend pour faire des courtiers les auxiliaires d'un marché sérieux, vaudront ce que vaudra l'autorité qui les applique.

Les courtiers jurés, pour être admis par le conseil d'administration de la caisse de liquidation doivent, conformément aux articles 30, 31 et 32 des règlements :

1° « Adresser une demande au président du conseil d'administration de la caisse de liquidation à l'effet d'être agréés.

2° « Etre propriétaire au minimum de deux actions de la société et en effectuer le dépôt à la caisse de liquidation et de garantie.

3° S'engager à ne pas traiter d'affaires pour leur compte personnel.

4° Prendre l'engagement de donner leur concours pour assurer le service régulier de la fixation des cours à afficher le soir au local de la société, pour servir de base à l'appel des marges.

5° « Se conformer exactement aux dispositions du présent règlement. »

Les sanctions sont :

1° La réprimande.

2° La suspension plus ou moins prolongée (minimum 15 jours) du droit de faire inscrire des opérations à la caisse de liquidation.

3° La radiation.

Le taux du courtage est fixé par le règlement (art. 23). Il est de 40 francs, déduction faite de la commission prélevée par la caisse, 15 francs. C'est celle-ci qui le perçoit et le porte au compte créiteur du courtier.

« Le règlement des courtages est fait trimestriellement par la caisse de liquidation, aux courtiers assermentés sous escompte d'un et demi pour cent par an pour compenser l'avance faite par elle pour les affaires non liquidées. »

Certaines dispositions accessoires fixent enfin les délais dans lesquels les courtiers doivent remettre à la caisse leurs avis concernant les affaires qu'ils ont traitées, et invitent les courtiers qui ont affaire à un nouveau client à s'assurer que celui-ci est bien agréé par la caisse.

Enfin les présidents des chambres syndicales des courtiers jurés des deux villes doivent s'entendre, pour que l'un d'eux vienne conférer au moins une fois par semaine, des affaires concernant le bon fonctionnement du marché à terme, soit avec l'administrateur de

service, soit avec le directeur de la caisse de liquidation. Les vœux des courtiers doivent être adressés par les chambres syndicales à la caisse de liquidation. Le conseil d'administration de cette dernière statue sur leur adoption ou leur rejet.

Il leur est interdit d'apporter aucune modification aux formules et dimensions des imprimés qui leur sont indiqués par la caisse de liquidation (art. 32).

Mesures prises par la caisse pour se garantir. — Les formalités que nous venons d'étudier ont, peut-on dire, pour objet la police du marché. Elles n'ont pas, directement du moins, pour but de couvrir les risques que la caisse prend à sa charge lorsqu'elle assure la bonne exécution des contrats. Quand elle garantit en effet à un vendeur qu'il sera payé, elle substitue sa solvabilité à celle de l'acheteur au profit du vendeur. Mais elle-même, comment sera-t-elle couverte contre les risques d'insolvabilité de l'un ou de l'autre ? Pour cela la formalité de l'enregistrement est subordonnée à plusieurs conditions.

Pour qu'une opération soit enregistrée, il faut d'abord qu'elle soit conclue conformément à toutes les conditions diverses que nous avons vues jusqu'ici. Il faut en outre qu'elle soit apportée par un courtier assermenté à l'exclusion de tout autre intermédiaire. En pratique le courtier qui a bouclé une affaire à la bourse du matin à Roubaix remet un avis provisoire à la caisse pour 4 heures au plus tard l'après-midi, et pour 7 heu-

res du soir si l'affaire a été conclue à la bourse de Tourcoing. Il peut d'ailleurs ne présenter l'affaire à la caisse que plusieurs mois plus tard si les parties l'ont ainsi voulu.

Les demandes d'inscription signées doivent être remises au plus tard le lendemain. La caisse fait parvenir aux courtiers les bulletins d'achat et de vente dans les plus brefs délais. L'enregistrement est alors parfait à condition que les parties aient opéré le versement des dépôts. La caisse n'est engagée que moyennant et après ces versements (art. 8).

Elle trouve dans le dépôt original, et ensuite dans le système des marges une garantie automatique contre l'insolvabilité de ses clients. Le mécanisme de cette garantie apparaîtra lorsque nous étudierons la liquidation d'office.

L'importance de ce dépôt est fixée par le conseil d'administration, soit par disposition générale applicable à tous, soit par disposition particulière applicable à tels ou tels clients (art. 7).

Il ne peut être en aucun cas et pour chaque affaire inférieur à 1.000 francs (1), tant pour la vente que pour

(1) « Le conseil d'administration peut toujours exiger un dépôt supérieur à celui en cours.

« Cette mesure, si elle est générale, est notifiée par voie d'affiche au local de la société et par avis spécial adressé à MM. les présidents des Compagnies de courtiers de Roubaix et de Tourcoing. Si elle est particulière ou individuelle, le contractant en est directement informé » (art. 8 des règlements).

l'achat, le même intéressé fût-il à la fois vendeur et acheteur. Cette disposition s'explique parce que chaque mois, à l'échéance, toutes les ventes d'une part et tous les achats d'autre part constituent deux masses, dans laquelle les personnalités des co-contractants primitifs ont disparu. Il n'y a plus que deux blocs d'opérations inverses mutuellement garanties par deux masses de dépôts et de marges, ceux des vendeurs et ceux des acheteurs.

Les marges sont le prolongement du dépôt original, Elles jouent automatiquement à chaque variation de 0 fr.05 par kilo de peigné. La caisse de liquidation n'adresse pas en effet d'avis personnel pour leur versement; l'affichage des cours au local de la société en tient lieu.

Elles doivent être versées au plus tard le lendemain du jour où elles deviennent exigibles, et il n'est tenu compte, non plus que pour le dépôt, d'aucune compensation entre les diverses opérations d'un même client.

Elles représentent les différences entre les prix acceptés pour l'inscription des opérations et les cours cotés depuis, elles sont remboursées au fur et à mesure qu'elles deviennent libres, de la même façon qu'elles ont été versées, automatiquement.

Dépôt et marges sont payés en espèces, et portés au compte courant (1).

(1) Le compte-courant, qui établit la situation respective du client et de la caisse, complète le système de garantie de la manière sui-

La fonction économique des marges et des dépôts est primordiale, dans un marché réglementé par une caisse de liquidation. Le système fonctionne automatiquement, avons-nous vu, avec une rigueur absolue si nous nous en rapportons à l'analyse des règlements de la caisse et à l'égard de tous les opérateurs.

Les effets économiques des marges et du dépôt apparaissent doubles. D'abord la sécurité des transactions qu'elles garantissent, sont de nature à développer le marché. Mais il faut voir aussi que l'élévation plus ou moins brusque de leur taux tend, à l'inverse, à le rétrécir et par suite à rendre difficile toute réaction contre les tendances momentanées du marché.

Les adversaires du terme sur peignés ne manqueront pas de tirer de là des arguments que nous retrouverons dans la troisième partie de cette étude.

Il faut considérer enfin qu'en fixant le taux des dépo-

vante (art. 10, règlement de 1906).

Ils sont passés (dépôts et marges) au compte-courant du contractant de même que ses autres dépôts de provision, comme aussi les soldes actifs et passifs de ses bordereaux et tous débours, tels que frais d'expertise ou autres, se référant à ses opérations.

Le solde à résulter du compte est entièrement affecté à la garantie de l'ensemble des opérations, tel qu'il résultera de la liquidation finale des dites opérations.

Indépendamment du compte-courant, il est tenu, pour chaque contractant, un état, dit de situation, permettant d'apprécier à chaque instant, si eu égard à ses engagements en cours, ce contractant a du disponible.

Ce disponible peut être réclamé par le contractant et doit lui être versé dans les 24 heures de sa demande, si dans l'intervalle rien n'est venu modifier sa situation.

sit et marges, la caisse n'exerce pas seulement une action de police supérieure du marché, elle se trouve aussi dans la position d'une entreprise industrielle ou commerciale en concurrence avec des entreprises rivales. Elle ne peut l'élever démesurément sous peine de voir sa clientèle la délaisser au profit des places étrangères et notamment Anvers.

SECTION III. — **Technique de l'inscription et de la liquidation des affaires.**

Nous avons examiné jusqu'à présent les conditions applicables tant aux laines peignées, que relatives à l'admission des clients et à l'inscription des affaires, moyennant lesquelles la caisse de liquidation garantit les opérations à terme.

L'étude du mécanisme du marché de Roubaix-Tourcoing nous permettra de nous rendre compte de la mise en œuvre, des règles posées, au fur et à mesure que se déroulera l'opération.

La caisse n'intervient qu'au moment où une vente ou un achat est conclu. Elle ne s'occupe donc pas en principe de réglementer la formation du contrat qu'elle enregistre.

De quelque façon qu'un courtier assermenté ait bouclé une affaire, celle-ci suivra pour être enregistrée et jusqu'à sa liquidation le processus suivant.

Le ou les courtiers envoient d'abord le jour même, dans les délais que nous avons vus plus haut (1), un bulletin à la caisse de liquidation indiquant qu'il a opéré un achat ou une vente, à tel prix, sur tel mois et pour le compte de tel client. Le lendemain ils adressent un avis (2) de vente ou d'achat visé par le client et confirmant leur bulletin de la veille.

Inscription. — L'affaire est alors inscrite par les soins du directeur de la caisse de liquidation si toutes les conditions requises sont remplies. Si la demande n'est pas en règle, aucune suite ne lui est donnée et aucun avis n'est envoyé à l'intéressé. Celui-ci devra, devant le silence de la caisse, prendre l'initiative de demander des explications.

Dès que l'affaire est inscrite, le directeur en avise le courtier intéressé par l'envoi d'un bulletin contrat de vente ou d'achat suivant le cas. Ce bulletin est nominatif. Il ne peut être ni cédé ni endossé. Le bulletin d'achat reproduit le numéro d'ordre de l'avis du cour-

(1) Art. 32 des règlements.

(2) Formule de l'avis d'achat.

Achat n° de mon carnet Le 190 .

Je vous donne avis que j'ai acheté en Bourse ce jour pour le compte de M. 5.000 kilos laine peignée type A B, livrables sur le mois de 1900, au prix de le kilo, poids conditionné à 18 1/4 0/0, payable au comptant et sans escompte.

Veillez, je vous prie, enregistrer cette opération dans vos livres aux conditions des règlements de la caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing.

Le courtier juré.

Vu par l'acheteur,

tier, la quantité de la marchandise, le prix au kilo et l'échéance de l'opération (1).

Le bulletin contrat est remis au client par les soins du courtier qui l'a préalablement visé.

Voici donc une affaire conclue. Un achat réalisé et enregistré, c'est-à-dire garanti quant à son exécution par la caisse. Il faut voir que ce résultat n'est obtenu que si la contre-partie a fait enregistrer sa vente. La caisse de liquidation en effet n'opère pas pour son compte et c'est là une des conditions qui donnent à son fonctionnement automatique une sécurité absolue. Elle n'enregistre donc l'achat de 5.000 kilos que si en même temps le courtier de la contre-partie lui présente une vente de 5.000 kilos à inscrire avec même échéance et même prix. Ces deux opérations sont inscrites à la suite l'une de l'autre, à leur date, sur le livre journal. On leur donne en même temps à chacune un numéro d'ordre de la même manière 14 et 15 par exemple, et l'on a soin de n'affecter les numéros pairs qu'aux achats et les numéros impairs aux ventes.

Les opérations inscrites ainsi sans distinction d'échéance sur le livre journal sont reportées sur un

(1) Monsieur

Nous avons l'honneur de vous informer que, conformément à la demande que nous a remise M..., courtier juré, sous le n°, nous avons inscrit dans nos livres... l'achat fait pour votre compte

de kilos livrables au prix de

Roubaix le

Le directeur,

L'administrateur

Visa du courtier

second livre tenu par la caisse, l'échéancier. Ce livre établit mois par mois, avec leur numéro d'ordre, l'état des affaires à liquider. Cet état est en deux colonnes : les ventes (numéros impairs), faisant face aux achats (numéros pairs).

Le directeur de la caisse se trouve en présence, pour chaque mois de l'année, de deux masses, l'une total de tous les achats, l'autre total de toutes les ventes ; d'autre part sa caisse contient également deux masses distinctes de dépôts qui se font, peut-on dire, contre-poids, ces deux masses étant, si on les prend à l'origine, égales entre elles.

Quelle sera l'action des fluctuations des cours sur cette situation parfaitement balancée ?

Prenons un exemple, une vente et un achat de 5.000 kilos chacun inscrits. Nous sommes en présence, pouvons-nous dire, des deux plateaux d'une balance, dans chacun desquels le poids est le même. Il y a dans l'un et l'autre 1.000 de dépôt original ; dans cet état la caisse ne court aucun risque. Il n'y a encore aucune différence de cours. C'est le point de départ de l'opération.

Survient une baisse de 0 fr. 05, le gain du vendeur est de 250 francs ; le plateau de son côté portera donc 1.250 et il y aura rupture d'équilibre. C'est à ce moment que, pour couvrir la caisse, le système des marges entrera automatiquement en jeu, et, par l'adjonction d'un poids équivalent sur le plateau de l'acheteur, rétablira

l'équilibre. Si au bout d'un certain temps les cours rétrogradent de 0 fr. 05, le gain du vendeur ayant diminué de 250 francs, la marge versée par l'acheteur devient libre et l'équilibre est rétabli à mille.

Ce système, pour être tout à fait strict, devrait être sensible aux moindres variations des cours, mais pour des raisons qu'il est facile de comprendre, les règlements de la caisse de liquidation de Roubaix n'exigent les marges que pour des variations de 0 fr. 05 par kilo.

On pourrait se demander pourquoi avant d'appeler les marges on n'attend pas que tout le dépôt original soit absorbé par la différence de cours. Il faut remarquer à ce sujet qu'une simple variation inférieure à 0 fr. 05, laquelle n'entraîne pas le versement des marges, pourra absorber jusque près du 1/4 du dépôt original et que ce dernier a pour raison d'être de garantir non pas tant le paiement des différences qui peuvent ressortir à l'avantage de l'un ou de l'autre des contractants que l'exécution elle-même du contrat. Et les opérations de vente ou d'achat que la caisse de liquidation peut être amenée à faire dans une liquidation d'office risquent d'être parfois très onéreuses.

Ces remarques faites, ce que nous avons dit de deux opérations se faisant contrepartie est également vrai à l'égard de la masse des opérations enregistrées, puisque pour un laps de temps donné la somme des achats est toujours égale à celle des ventes et qu'il en est de même pour les prix convenus et les dépôts.

Quant aux marges, les données du problème que nous avons posé sous une forme un peu arithmétique restent les mêmes. Il suffira d'en multiplier les différents chiffres donnés par un même multiplicateur qui sera le nombre total des filières inscrites.

Il importera donc peu, étant donné le système de centralisation des affaires que nous venons d'analyser, que les ventes et les achats conservent leur caractère individuel, que M. A... reste la contre-partie de M. B... et qu'il soit tenu personnellement vis-à-vis de lui.

Cela importera d'autant moins que tous les contrats quels qu'ils soient portent sur une marchandise déterminée dans des conditions que nous connaissons, le type unique de peigné, avec réduction ou bonification ; la liquidation en sera des plus faciles.

Voyons donc comment s'opère sur les places de Roubaix-Tourcoing la liquidation des marchés. Les règlements de la caisse de liquidation en prévoient deux modes différents : la liquidation par compensation et la liquidation par filière. Ils prévoient en outre la liquidation d'office par l'un ou l'autre de ces deux modes.

Liquidation par compensation. — Les règlements de 1906 ne prévoient pas explicitement la liquidation par compensation, sans doute parce que c'est la plus simple et la plus usuelle. Les règlements de 1891 et 1897 seuls posent quelques règles à ce sujet.

La compensation s'opère de plein droit à n'importe quel moment entre deux opérations en sens inverse

d'un même client, sur un même mois, pour des quantités égales. Soit A par exemple, qui a acheté en décembre 5.000 kilos de peignés sur juin. En février, pour une raison quelconque, en prévision d'une baisse par exemple, il vend 5.000 kilos sur juin. Toutes ces opérations ont été enregistrées à leur date. A peut faire deux choses, ou bien attendre pour chacune de ces opérations la date de l'échéance, ou bien, s'il veut rentrer en possession de son dépôt, par exemple, devancer cette époque (1).

S'il veut réaliser la liquidation immédiate par compensation, il lui suffit de manifester cette volonté en renvoyant à la caisse les avis d'inscription de ses deux opérations (achat et vente) épinglés ensemble. Cette compensation A pourra d'ailleurs la réaliser à l'échéance s'il ne veut pas livrer.

En tout état de cause elle s'opérera très simplement de la manière suivante. Le directeur de la caisse en possession des deux bulletins liés se reporte à son échéancier, constate que les numéros des bulletins concordent bien avec ceux des opérations inscrites dans chacune des colonnes et qui doivent se compenser. Il

(1) Article 17, règlement de 1891 : « 2° Si cependant une personne est en même temps vendeur et acheteur sur le même mois, la caisse de liquidation laisse ses opérations ouvertes, faisant ainsi une compensation qui ne devient définitive qu'autant que l'intéressé renvoie les bulletins liés. Cela n'entrave en rien la compensation avec un autre bulletin d'achat, si telle est la volonté de l'intéressé. »

inscrit sur une colonne spéciale, en face de chacun des deux contrats, le numéro de l'autre.

La différence qui ressort des prix d'achat et de vente est portée suivant le cas au crédit ou au débit du client, et le règlement en est opéré dans les 24 heures sur sa demande par l'envoi d'un bordereau de liquidation (1). Le dépôt devient également disponible.

Liquidation par filière. — Les affaires qui n'ont pas fait l'objet d'une compensation au moment de l'échéance doivent se régler par filière, c'est à-dire par une livraison de marchandise.

L'échéance d'une opération est le dernier jour non férié du mois sur lequel l'affaire a été faite. Mais le vendeur qui veut créer une filière en exécution d'un marché peut le faire à n'importe quelle date du mois de l'échéance.

La caisse de liquidation exige qu'elle puisse exister au moins quatre jours francs (non compris le jour du dépôt, le jour de la livraison, ni les dimanches, jours fériés et non fériés), avant la fin du mois et être livrée

(1)	Roubaix le 19 .
	Bordereau de liquidation n°
	laines
5000 kilos de peigné, type unique, sur	190 :
achat	vente
N° à	N° à
différence : francs	
Escompte au 30 :	
soit jours à 3 0/0 =	
Courtage : 55 francs. Courtier : M.	
Balance en notre (ou votre) faveur	

au plus tard le dernier jour non férié dudit mois (art. 6 du règlement).

Si le vendeur veut livrer dans les premiers jours du mois, le deuxième par exemple, il est autorisé à créer sa filière pendant le mois qui précède celui de l'échéance en observant les mêmes délais.

Nous avons vu déjà quelles conditions doit remplir une laine, pour être mise en filière. Ce que nous étudions en ce moment, c'est la création du titre négociable qui est mis en circulation. Ce titre est un dossier transmissible par endossement dans les conditions que nous allons indiquer.

Ce dossier comprend :

1° « Le titre de filière proprement dit qui est un avis (1) de livraison, rappelant la date et le numéro d'inscrip-

(1) Filière, n°. . . , le . . . 19..

Mois. . . heure. . . minutes.

Cours.

Echéance.

Monsieur le directeur de la caisse de liquidation.

J'ai l'honneur de vous informer qu'à partir de ce jour. . . je tiens à la disposition de qui de droit dans les magasins généraux de . . . environ. . . kilos de laine peignée type unique, en exécution de la vente que j'ai faite sur le mois de . . . par l'entremise de M. . . , courtier juré et que votre caisse a enregistré le. . . sous le numéro. . . dont je vous remets le bulletin.

Vous trouverez aussi sous ce pli, les pièces justificatives exigées par l'article 12 des conditions générales du marché à terme.

Avant l'enlèvement de la marchandise qui doit avoir lieu au plus tard le. . . avant midi, l'acheteur qui en prendra possession aura à payer la somme de. . . basée sur le cours officiel de la veille fixé à. . .

tion de la vente, et mentionnant le prix d'émission, c'est-à-dire (aux termes de l'art. 14 du règlement) le cours de la veille ;

2° « Le certificat d'origine de peignage » qui a été également demandé pour l'expertise ;

3° « Le certificat de dépôt de la marchandise aux magasins agréés, suivant une formule imposée par la caisse de liquidation et de garantie, avec l'indication au dos des marques, poids et numéros par balle et dans l'ordre numérique ;

4° « Un avis de la caisse de liquidation faisant connaître le résultat de l'expertise ;

5° « Le bulletin de conditionnement hygrométrique de la marchandise.

6° « L'avis d'inscription de vente délivré par la caisse. »

Toutes ces pièces doivent être déposées par le livreur à la caisse de liquidation dans les délais fixés (1). Le dossier entre immédiatement en circulation par les soins de la dite caisse et il circule au maximum un mois, au minimum quatre jours. Pendant toute cette période d'existence, dont les magasins dépositaires sont avisés par la caisse de liquidation et de garantie, la marchandise est immobilisée, et ne peut être délivrée qu'après un avis de la caisse et la remise du certificat de dépôt dûment endossé par qui de droit.

(1) « Les filières doivent être déposées dans les bureaux de la caisse de liquidation et de garantie, au siège social à Roubaix avant quatre heures après midi (art. 11 des conditions).

Application des filières. — Dès qu'un dossier est déposé à la caisse de liquidation le directeur de celle-ci consulte l'échéancier du mois, parcourt la colonne des acheteurs, et parmi les achats non encore susceptibles d'être compensés, choisit le premier par ordre d'inscription et lui applique la filière. Pour cela il inscrit en marge la mention du contrat, le numéro de la filière livrée. Il en fait de même en face de l'inscription du vendeur. Il avise en même temps l'acheteur à qui l'application a été faite (1).

L'acheteur peut alors, ou bien prendre livraison de la filière, ou s'il ne l'est pas déjà, se couvrir immédiatement par une vente enregistrée sur le même mois et obtenir une liquidation par compensation en renvoyant à la caisse le dossier de la filière accompagné de l'avis d'inscription de sa vente (2). Rentrée à la caisse

(1) Monsieur,

J'ai l'honneur de vous aviser que, à compter de ce jour, environ kilos de peigné, type unique, sont à votre disposition dans les magasins de, en exécution de votre bulletin d'achat inscrit dans nos livres le, sous le n^o. . . . Je vous remets sous ce pli les pièces justificatives exigées par l'article 42 des conditions générales du marché à terme. Je vous rappelle qu'avant l'enlèvement V. formule de la filière.

(2) Monsieur,

Mon intention n'étant pas de prendre livraison de la marchandise qui fait l'objet de votre avis du, n^o, je vous le renvoie avec les pièces qui y sont jointes.

Je vous remets en même temps le bulletin de vente que vous m'avez délivré le sous le n^o pour couvrir cette opération.

de liquidation, cette même filière sera de nouveau appliquée par le directeur suivant les mêmes principes jusqu'au moment où elle sera arrêtée par quelqu'un ou bien jusqu'au jour où arrivée à la dernière limite de l'échéance elle ne pourra plus circuler. Cette limite est fixée à 4 heures après midi la veille du dernier jour de l'échéance. Celui qui à cette date reste en possession d'une filière est obligé d'en prendre livraison (art. 13 des conditions). Il faut remarquer que pendant toute la durée de circulation des filières les marges restent exigibles du livreur et cela jusqu'à la liquidation effective. Il faut ajouter qu'avec ce système, il ne peut y avoir plus de livreurs que d'acheteurs non liquidés, et l'article 13 du règlement stipule que « tout acheteur est tenu d'accepter une filière alimentant une opération non liquidée effectivement ».

Notons enfin qu'avant de se décider à prendre possession d'une filière, le porteur peut pénétrer dans les magasins désignés, et se rendre compte de l'état de la marchandise. Il peut, à cet effet, se faire délivrer une fois seulement deux mètres de ruban de peigné qui lui sont délivrés gratuitement.

Prise de livraison. — Examinons maintenant le cas où la filière trouve un preneur. Comment s'opère la livraison de la marchandise et le règlement ?

S'il veut se faire livrer, le porteur de la filière écrit directement à l'émetteur dont il connaît le nom par le certificat de dépôt du dossier. Il lui énonce sa volonté de

prendre livraison et lui demande sa facture directement. A la caisse de liquidation il envoie le dossier de la filière en y joignant son bulletin d'achat. Le vendeur livreur endosse le certificat de dépôt au nom du receveur et la délivrance de la marchandise est faite régulièrement par le magasin dépositaire sur avis de la caisse de liquidation et de garantie (art. 16 des conditions). Il est interdit en effet aux directeurs des magasins agréés d'échanger un ancien certificat de dépôt à un autre nom que celui du receveur de la filière qui est indiqué par l'avis de la caisse de liquidation.

Le receveur en possession de la marchandise conserve le dossier de la filière. Le certificat de dépôt endossé à son nom lui sert de titre de propriété. Mais s'il veut remettre cette filière en circulation il faut qu'il demande au directeur des magasins un nouveau certificat de dépôt à son nom seul.

Un même certificat ne peut contenir en effet que trois noms : celui de l'émetteur de la filière, celui du directeur de la caisse de liquidation et celui du receveur. Le nouveau certificat rappellera le numéro du certificat précédent qui est remis au directeur des magasins agréés et classé à son ordre pour être communiqué à toute réquisition de la caisse de liquidation et de garantie.

Règlement du prix. — Le règlement du prix se fera, avons-nous vu, directement entre le livreur et le receveur, sur un cours d'émission. Il ne peut se faire, en effet, ni sur le prix de la vente, ni sur celui de l'achat liquidés.

Ces prix sont presque toujours différents, parce que, ainsi que l'a fait ressortir le mécanisme de l'inscription des affaires et de l'application des filières, un acheteur ne se trouve plus au moment de la liquidation en présence de sa contre-partie primitive qu'il a d'ailleurs toujours ignorée. Le mécanisme ingénieux de la comptabilité permet de remédier à cet inconvénient.

D'une part, le règlement s'opère directement le jour de l'échéance avant midi entré receveur et livreur, le premier payant au dernier une somme calculée : 1° sur un poids net de 5.000 kilos ; 2° sur le cours d'émission de la filière (art. 11 des conditions générales).

Les excédents ou les manquants entre le poids livré et le poids conditionné à 18 1/4 0/0 de reprise, ainsi que la moins-value ou la plus-value fixée par l'expertise se règlent entre le vendeur-livreur et l'acheteur-receveur au cours indiqué dans la filière.

La caisse de liquidation décline toute responsabilité quant à ce premier règlement où elle n'intervient pas.

D'autre part, elle établit dans les délais prévus par l'article 24 du règlement, c'est-à-dire dans les 24 heures les bordereaux de liquidation (1). A, livreur, a vendu à

(1) Bordereau de liquidation, n° ...

Monsieur,

Achat n°... liquidé par filière n°... 5.000 kilos, laine peignée, type unique, au prix d'achat de 5 fr. 55.

Espèces livrées en filières à ce jour : 5 fr. 60.

Différence : 250 francs.

Balance en votre faveur : 250 francs.

5 fr. 60. B, receveur, a acheté à 5 fr. 10. Le prix d'émission de la filière est de 4 fr. 60. B paye à A sa facture établie comme suit : 5.000 kilos $\times$ 4 fr. 60. Dans l'établissement de son bordereau, la caisse de liquidation, contrepartie de A, lui dit, vous m'avez vendu 5.000 kilos à 5 fr. 60 et vous avez touché 4 fr. 60, la différence étant de 1 franc, je vous dois $1 \times 5.000 = 5.000$ francs. A B elle tiendra un langage inverse. Vous avez acheté à 5 fr. 10 et vous avez acquitté 5.000×4 fr. 60, vous me devez 0 fr. 50 $\times 5.000 = 2.500$ francs.

Si cet exemple fait ressortir au débit de la caisse une somme de 2.500 francs, il ne faut pas en conclure que l'équilibre du système est rompu. Les deux opérations que l'on vient de liquider ne sont pas la contre-partie primitive l'une de l'autre. Et nous avons vu que pour une même échéance, la somme des achats est toujours égale à la somme des ventes.

La caisse de liquidation n'est donc pas en péril.

En fin de compte, toutes les opérations étant liquidées, les courtages et les frais payés, par qui de droit, ses opérations se solderont par zéro.

SECTION IV. — **Chambre arbitrale et de conciliation.**

Pour terminer cette étude de l'organisation du marché à terme de Roubaix-Tourcoing, nous devons parler brièvement de la chambre arbitrale et de conciliation.

Cette institution établie par la caisse de liquidation a pour but, conformément à l'article 27 du règlement de la caisse, de connaître toute contestation au sujet de l'exécution d'une opération à terme, inscrite. La décision des arbitres est souveraine, les parties engagées renonçant à toute autre juridiction.

Par mesure de précaution, le même article ajoute que malgré tout, si une cause devait être portée en justice, les parties intéressées s'engagent à faire attribution exclusive de compétence au tribunal de commerce de Roubaix.

La composition de la chambre arbitrale, ses statuts et son règlement sont fixés par des textes spéciaux, dans le détail desquels il n'est pas utile d'entrer (1).

Si nous devons trouver plus tard, au cours de l'examen des campagnes anti-termistes des arguments dirigés contre le mécanisme de la caisse de liquidation, le choix du type ou les diverses conditions contenues dans ses règlements pour en nier l'efficacité, les adversaires du terme, nous n'aurons à relever aucun grief positif à l'encontre de la procédure instituée pour les arbitrages.

On critiquera seulement le manque d'indépendance des arbitres comme celui des experts.

Nous nous bornerons à rappeler, en ce qui concerne la chambre arbitrale, qu'aux termes de l'article 2 de ses

(1) V. Règlement de la Chambre arbitrale et de conciliation de la Caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing pour les laines en suint et peignées.

statuts, elle est composée de 16 membres nommés au scrutin secret et à la pluralité des voix par les administrateurs de la caisse de liquidation et de garantie, elle est composée par moitié de roubaisiens et de tourquennois.

Toute demande d'arbitrage doit être adressée à la caisse de liquidation et de garantie dans les délais prévus par l'article 21 des conditions générales.

Toute contestation est jugée par trois arbitres choisis par le président de la chambre arbitrale ou son délégué qui fixe en même temps les jour et heure de l'audience.

Les arbitres sont dispensés de l'observation des formalités judiciaires. Ils peuvent s'entourer de toutes les lumières et puiser partout leurs éléments de conviction. Leur décision, avons-nous dit, est sans appel. « Toute personne qui refusera de se soumettre à la décision arbitrale perdra, par ce fait, le droit de traiter de nouvelles affaires avec la caisse de liquidation de Roubaix-Tourcoing » (art. 22 des conditions).

Avant de juger, le tribunal arbitral peut essayer de concilier les parties.

Dans l'un ni dans l'autre cas son intervention n'est gratuite. Tous les frais d'arbitrage à libeller par les arbitres sont à la charge de la partie succombante. Le demandeur qui succombe doit payer, outre ces frais, une amende de 0 fr. 50 0/0 de la valeur de la marchandise. Les fonctions d'arbitre sont rétribuées suivant un tarif établi par la caisse de liquidation et de garantie d'accord avec la chambre arbitrale.

DEUXIÈME PARTIE

LES CRISES DE LA LAINE ET LES CAMPAGNES ANTITERMISTES DE 1888 A 1908

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE LAINIÈRE ET LES CAMPAGNES ANTITERMISTES DE 1893 A 1898.

SECTION I. — **Les cours du peigné.**

Pendant l'année 1888, le marché à terme de Roubaix-Tourcoing ne fonctionne que les trois derniers mois.

La moyenne de la cote s'établit à 5.70 pour octobre, novembre 5.65, décembre 5.40. La baisse continue au cours des deux premiers mois de 1889, puis en mars la hausse commence et l'année finit avec le cours de 6.175 après avoir coté 6.27 en octobre. Les cours se maintiennent au début de 1890, jusqu'en mars. Ils commencent alors un mouvement de baisse qui se continue d'une façon presque ininterrompue.

Le cours moyen de 1890 avait été d'environ 6 francs,

celui de 1891, s'établit à 5 fr. 28, et celui de 1892 à 4 fr. 65. L'année 1893 est un peu meilleure parce que, dit M. Villain, dans le temps « on avait acheté en Europe avec l'espoir d'une révision du tarif Mac Kinley ». Mais les Etats-Unis n'ayant pas abandonné leur politique protectionniste, il fallut en 1894 réaliser le disponible. Parti de 4 325, moyenne de janvier, le peigné atteint en décembre 1894 le plus bas cours qui ait été coté de longtemps : 3 fr. 35 le kilo. Entre septembre 1890 qui cote comme moyenne 6.624 et décembre 1894, l'écart est donc de 3 fr. 27.

La laine remonte bien jusqu'à 4.30 en septembre 1895, puis après une chute brusque, jusqu'à 4.45 en mars 1896, par suite d'achats de laine faits par les Etats-Unis. Mais elle redescend aussitôt et reste pendant toute l'année 1897 aux environs du cours moyen de 3 fr. 92.

Ce n'est qu'au début de l'année 1898 que le marasme dans lequel se traînait le négoce et l'industrie de la laine, cesse soudain par un brusque emballement.

SECTION II. — Causes de l'avilissement et des fluctuations des cours.

De 1888 à la fin de l'année 1897, nous trouvons donc les deux phénomènes qui de tout temps caractérisèrent les crises économiques sur tous les marchés : la hausse puis la baisse.

Cette crise qui atteint son apogée en décembre 1894 n'est assurément pas la première qu'ait traversée le marché roubaisien. Mais c'est la première qui se soit produite depuis l'établissement du marché à terme, et c'est à cette occasion que nous verrons se dessiner les premières attaques contre cette institution.

Pour un certain nombre de places la seule cause du mal serait la spéculation et le jeu. Elles appuient leur opinion de deux exemples (1).

En 1890 quelques spéculateurs ont fait monter le peigné du terme de 1 fr. 60 alors qu'en disponible le peigné d'Australie, de qualité bien supérieure, était de 0 fr. 75 à 1 francs plus bas. Le peigné Buenos-Ayres cote 7 francs le 24 novembre. Le même pour le type Australie, qui n'était pas dans les mains des joueurs, se traitait à 6 fr. 15, soit 0 fr. 85 de moins pour une laine valant couramment 50 à 60 centimes de plus. Or, ce même peigné de Buenos-Ayres, les spéculateurs ayant lâché pied, tombait à 5 fr. 15 le 1^{er} décembre, soit une baisse de 1 fr. 85 en 6 jours.

Autre exemple : au mois d'avril 1892, quelques jours après l'ouverture des enchères de Londres où la tendance était faible, on a vu par le fait seul de la spéculation le peigné de Buenos-Ayres à terme monter de 4 fr. 85 à 5 fr. 50 en moins de huit jours, pour retomber de nouveau en 2 et 3 jours.

(1) V. Protestations contre les marchés à terme sur laines peignées, émanant de Reims, Fourmies, Mazamet, Sedan, Elbœuf, etc. année 1895.

Il n'est pas niable qu'il se soit produit pendant cette période des fluctuations brutales et passagères dues évidemment à la spéculation.

Les défenseurs du terme ne le nient pas. Ces fluctuations sont dues à des liquidations précipitées de situations trop chargées, ou bien encore à des accidents qui peuvent se produire, quel que soit l'état du marché.

C'est ce qu'explique le président de la caisse de liquidation à propos de l'exemple tiré de la comparaison des cotes du 24 novembre 1890 et du 1^{er} décembre suivant. On ne peut tirer de ces faits, dit-il, aucune conclusion ayant quelque valeur. « Voici comment ces prix aussi extraordinaires qu'anormaux ont été atteints. Un grand producteur de laines, qui avait vendu douze filières sur un seul mois au terme, a vu sa laine refusée à l'expertise la veille du jour où la livraison devait être exigible. Ce producteur ayant commis l'imprudence de dévoiler sa situation à ceux qui détenaient des filières et se plaignaient de son action persistante à la baisse, a dû passer par leurs fourches caudines pour faire face à ses engagements (1). »

Il ajoute que si la caisse de liquidation n'a pas, à cette occasion, accordé termes et délais conformément à ses règlements, c'est parce que le producteur, qui était en l'espèce administrateur de la caisse, préféra, par dignité, subir toutes les conséquences de la situation.

(1) V. « Le marché à terme considéré en général et par rapport aux laines peignées », par un groupe de négociants et d'industriels, p. 31. Roubaix, Foconié et Fievez.

Ces fluctuations brutales mais passagères dont la caractéristique est de produire des dépressions subites, des « bonds de chèvre » sur le graphique des cours, peuvent être la cause de pertes individuelles très sensibles, qui expliquent l'aigreur de certaines récriminations. Faut-il en conclure que l'influence de la spéculation, du jeu même, est capable d'abaisser dans la période qui nous occupe, le prix de la laine d'une façon constante de la fin de 1890 à 1894, et faut-il expliquer ainsi le marasme qui persiste sur nos places jusqu'au début de 1898 ?

Nous ne le pensons pas. On a fait ressortir non sans raison que l'industrie subissait alors un malaise universel qui semble dû à la surproduction ; qu'il y avait d'autre part en dehors de l'influence du terme des causes de baisse dont le terme devait subir l'influence avec sa sensibilité spéciale et dont il ne pouvait conjurer le développement parce qu'elles affectaient les éléments fondamentaux qui concourent à l'établissement du prix.

Elles sont de deux sortes :

1° Modifications importantes survenues dans le marché des débouchés.

2° Causes d'avilissement fatal du prix de la matière première tenant à l'augmentation de la production mondiale en laines, et à l'abaissement de différents frais entrant dans le prix de revient.

Depuis 1890, le commerce d'exportation des tissus

de laine n'a cessé de diminuer, par suite de l'adoption dans presque tous les pays consommateurs de tarifs protectionnistes. De 1892 à 1902, la diminution globale de nos exportations de tissus de laine atteignit 34 0/0 environ (1). Ce phénomène se fit plus particulièrement sentir en ce qui concerne l'un des plus gros clients de l'industrie roubaisienne. Les Etats-Unis qui en 1890 y achetaient pour 44 millions de francs de tissus n'en achetaient plus en 1902 que pour 16 millions. Tel était l'effet du tarif Dingley, voté en 1898, qui aggravait le tarif Mac Kinley, dont nos industries se plaignaient amèrement, avant l'application, de ce dernier tarif (2).

De cette fermeture des débouchés des produits manufacturés compensée il est vrai dans une certaine mesure par l'augmentation des exportations de fils et peignés, il est résulté incontestablement une gêne sensible dans les affaires, un ralentissement de la demande de la fabrique, un marasme général de toute l'industrie lainière.

(1) V. *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, année 1904, rapport du président. Les chiffres qu'il donne sont relatifs à l'ensemble de l'exportation française mais le mouvement rétrograde qu'ils accusent en ce qui concerne les exportations de tissus, atteint tout particulièrement Roubaix-Tourcoing.

(2) Voici quelle était la situation avant et après le tarif Mac Kinley, pour les tissus de laine peignée mérinos :

Désignation des marchandises.	Valeur	
	du mètre	du kilo
1 ^o Robes de dames, d'enfants, doublure de vêtement, tissus de pure laine peignée.	1 fr. le mètre carré pesant environ 125 gr.	8 fr.

D'autre part une circonstance a considérablement influencé la marche des affaires à la veille de la campagne de 1894.

On attendait le nouveau tarif américain. Il fut adopté après des tergiversations qui permirent d'en escompter tous les effets bien longtemps à l'avance. La laine était à un bas niveau sans précédent et cependant l'industrie ne pouvait en tirer parti. Après une longue période de stagnation, on espérait qu'à la faveur du vote aux Etats-Unis d'un tarif plus large, il se produirait un « boom » de la laine. L'industrie et le négoce tenant à ne pas être pris au dépourvu firent de tous côtés, dès les derniers mois de 1893, des achats en spéculation à des prix qui, pour être bas, n'en étaient pas moins surfaits par rapport aux besoins du moment. Certains achats se faisaient même à la Plata à un prix plus élevé que le cours pratiqué au terme. Les réserves s'accumulèrent, mais la reprise des affaires ne vint pas et la liquidation des achats dut se faire dans des conditions désastreuses

2° Draperie pour hommes en pure laine peignée mérinos.	4 fr. le mètre carré pesant environ 500 gr.	8 fr.
--	---	-------

Avant les dits tarifs les tissus payaient :

1° Tissus pour robe. 9 cents par yard carré + 40 0/0 ad valorem

2° Draperie 35 cents par liv. angl. + 40 0/0 —

Après.

1° Tissus pour robe. 12 cents par yard carré + 50 0/0 —

2° Draperie 44 cents par liv. angl. + 50 0/0 —

Le cent vaut un peu plus de 0 fr. 05.

V. Chambre de commerce d'Avesnes, *Recueil des procès-verbaux*, année 1893, p. 91.

C'est ce qu'explique M. Grandgeorge dans son rapport à la commission permanente des valeurs de douane pour l'année 1894. « L'espérance qu'avait fait naître l'inauguration d'une nouvelle politique douanière aux Etats-Unis avait déterminé, dès les derniers mois de 1893, la plupart des filateurs de France et d'Allemagne, à s'approvisionner largement au moment de la tonte en Australie et à la Plata. Poussés par les mêmes sentiments, les négociants en laine opérèrent dans le même sens, si bien qu'une partie très importante de la production lainière fut acquise dès le début de la campagne, non pas en vue de besoins précis et prochains, mais plutôt à titre de réserve de spéculation. Les fabricants américains ne firent pas, au moment de la promulgation du nouveau tarif, les achats de laine fine qu'on avait pensé, et les importateurs de New-York ne remirent pas les ordres en fils ou en tissus sur lesquels on avait compté. » Il y a donc double déception, d'abord pour les exportateurs de matière première, ensuite pour ceux de produits manufacturés, et le rapporteur continue : « Ainsi donc, pendant le premier semestre, incertitude au sujet du bill Wilson, et, pendant le second semestre, déception au sujet des effets immédiats de ce bill : telles sont les deux causes déterminantes de la baisse graduelle des prix de la laine. On peut évaluer à 15 0/0 en moyenne la baisse constatée sur les laines d'Australie, et de 17 à 20 0/0 celle qui a atteint les laines de la Plata. »

Sur le marché à terme de Roubaix, l'écart entre les cours de janvier et décembre 1894 est de 0 fr. 97 (cours moyens).

La seconde cause, cause permanente de l'avilissement du prix de la laine pendant cette période, c'est l'augmentation de la production de la laine, qui a été par trop poussée dans les régions neuves de l'Australie, de l'Afrique australe, de la Plata et des Etats-Unis. Cette augmentation, MM. Huth et Cie de Londres l'évaluent pour la période comprise entre 1890 et 1894, à 20 0/0. D'après le tableau que nous donnons, l'importation européenne et nord-américaine des laines coloniales anglaises et sud-américaines anglaises est passée de 1.159.000 balles en 1875 à 2.783.000 balles en 1895 soit une augmentation de 1.624.000 balles en vingt ans.

Les adversaires du terme sur laine peignée disent volontiers que cette augmentation vient de ce que l'éleveur exotique est trompé sur les besoins réels du marché. Le négoce lui achète tous les ans en une fois toute sa production. Il croit à des besoins indéfinis et augmente sans cesse son troupeau. Mais le mouvement est bien antérieur au terme et il nous paraît difficile d'admettre que le commerce travaille ainsi de propos délibéré à sa ruine en poussant à une surproduction qui doit aboutir fatalement à la dépréciation de sa marchandise.

L'augmentation sans cesse croissante des troupeaux et par suite de la production de la laine s'explique de

façon bien naturelle. La laine fut audébut, dans les pays exotiques le produit à peu près exclusif du mouton. La viande n'en était pas transportable, mais peu à peu l'usage des procédés frigorifiques et l'exportation des animaux sur pied sur les marchés européens se développent, offrant un débouché nouveau aux éleveurs d'outre-mer. La laine tend donc de plus en plus à n'avoir qu'une valeur contributive dans le produit du troupeau. L'éleveur est porté à augmenter son troupeau devenu d'une défaite plus facile, et d'une rémunération plus fructueuse.

L'augmentation de la production de la laine n'aura pas été le seul résultat de cette évolution vers la production du mouton de boucherie, la qualité de la laine en fut profondément modifiée.

Un second élément de la baisse du prix de la laine, c'est le perfectionnement et l'économie des moyens de transport depuis la prairie jusqu'au peignage. Pour citer un exemple, nous prendrons le prix de transport sur le réseau du Nord des balles de laines cerclées, de Dunkerque à Roubaix. Il était en 1880 de 10 francs les 100 kilos ; vers 1886-1887, il tombait à 8,50, et depuis 1890 il n'est plus que de 6,50. Cela fait, en prenant pour base une laine de 36 à 40 0/0 de rendement, une diminution d'environ 10 centimes sur le prix de revient du kilo de peigné en ne tenant compte que du transport en France sur 70 ou 80 kilomètres seulement.

Il faut voir enfin que les prix de façon de peignage

n'ont cessé d'aller en diminuant pendant la même période. A Roubaix-Tourcoing le prix de façon du peignage, pour laines de la Plata, finesse merinos 1^a et 2^a était en 1871-1872 de 1 fr. 40 le kilo.

en 1879 » 1 » 10

en 1886 à 1890 » 0 » 75

en 1894 » 0 » 55

Certains peignages travaillent même à cette époque à 0 fr. 40 le kilo.

Il y a donc de bonnes raisons pour justifier l'abaissement du prix de la laine dès cette première crise en dehors de l'influence du terme et de la spéculation. Il suffit pour s'en rendre compte de consulter le tableau de la moyenne des cours en Australie et en Buenos-Ayres avant et après la création du marché à terme.

On y constatera que la baisse de la laine était constante longtemps avant le marché à terme, et que dans les sept années qui ont suivi son établissement, les fluctuations ont été moindres que dans la période antérieure correspondante. Des chiffres officiels il résulte que dans l'année incriminée (1894), l'écart n'a été que de 0 fr. 97 environ, alors que l'écart a été de 1 fr. 90 en 1880 et de 2 fr. 50 en 1886, entre les plus haut et plus bas cours (1).

(1) 1880 : Plus haut : 8 fr. 75, avril.

Plus bas : 6 fr. 85, janvier.

1886 : Plus haut : 6 fr. 70, août.

Plus bas : 4 fr. 20, mars et avril.

Pour la période antérieure à 1880, on se rendra compte des fluctuations en consultant l'annexe n° 1.

Ce tableau est établi pour les laines brutes d'un rendement moyen de 34 0/0. Il faudra tenir compte de ce rendement dans l'appréciation et la comparaison des écarts respectifs des prix de la laine brute et de ceux du peigné.

Ce qui caractérise selon nous la période de 1890 à 1898, c'est la stagnation des affaires. Les prix de la laine maintenus d'une façon presque constante à la baisse jusqu'en fin de 1894, la situation précaire qui a persisté ensuite ne s'expliquent pas suffisamment par l'action de la spéculation pure et du jeu. La caisse de liquidation en est à ses débuts, et l'organisme qu'elle a créé ne fonctionne sans doute pas encore avec toute la sûreté désirable. Cependant elle s'efforce d'apporter à son œuvre les perfectionnements que l'expérience des premières années semble justifier.

Telle quelle, l'institution ne saurait équitablement supporter tout le poids des nombreux griefs qui dès lors lui sont opposés.

SECTION III. — **Plaintes contre le marché à terme sur laines peignées.**

Les chambres de commerce. — Les premières plaintes qui aient été dirigées officiellement contre le marché à terme des laines peignées se sont fait jour dans

des vœux ou délibérations de diverses chambres de commerce à la fin de l'année 1893 et au début de l'année 1894, demandant au gouvernement de frapper d'un impôt les opérations à terme sur marchandises.

L'initiative de cette campagne a été prise, semble-t-il, par la chambre de commerce de Mazamet au lendemain du vote de la loi du 28 avril 1893 qui frappe d'un impôt les opérations de bourse à l'exclusion des opérations sur marchandises (1) : « Considérant, dit la chambre de commerce de Mazamet, que les opérations à terme sur marchandises ont pour résultat d'encourager la spéculation ; qu'elles troublent constamment, en faussant les cours, la marche normale du commerce, de l'industrie, de l'agriculture ; qu'elles se terminent à peu près toutes par un règlement de différences ; qu'elles sont en tous points assimilables aux opérations de Bourse à terme, etc., etc... »

Ces considérants reçurent l'approbation de nombreuses places lainières telles que Reims, Elbeuf, Sedan, Avesnes, Le Cateau, Fourmies. Ces compagnies consultées à la date du 10 août 1894 par le ministre du commerce d'alors, dont la circulaire très

(1) Délibération de la chambre de commerce de Mazamet du 1^{er} décembre 1893. Cette question avait été discutée et tranchée dans le sens de la négative par la Chambre des députés dans sa séance du 24 février 1893 à l'occasion d'un amendement. Néanmoins le ministre du commerce ne crut pas pouvoir se dispenser d'ouvrir une enquête auprès des chambres et tribunaux de commerce et auprès des chambres consultatives des arts et manufactures.

prudente a les allures d'un plaidoyer en faveur du terme, réclament toutes un impôt sur les opérations à terme, elles distinguent le plus souvent en opérations « à livrer » et marchés fictifs. La chambre de commerce de Lyon est à peu près seule à s'élever contre le vœu de Mazamet (1).

La plupart des chambres de commerce mentionnées plus haut ne réclamaient d'ailleurs l'impôt qu'à titre subsidiaire, en attendant la fermeture définitive des marchés à terme sur marchandises et de celui de Roubaix-Tourcoing en particulier.

Des deux grandes chambres de commerce du Nord, celle de Roubaix affirma dès cette époque une opinion dont elle ne s'est pas départie par la suite. Sans nier

(1) A propos des places de Roubaix-Tourcoing la chambre de commerce de Lyon s'exprime ainsi après avoir constaté que l'impôt proposé nuisait aux caisses de liquidation en favorisant celles des opérations à terme qui n'y sont pas enregistrées et qui échapperaient plus facilement à la taxation.

« Nous n'ignorons pas que de grandes industries pour lesquelles on a créé ces caisses sont actuellement divisées sur leur utilité, que Mazamet par exemple regrette l'établissement du marché des laines de Roubaix-Tourcoing. On attribue à cette institution la baisse des peignés ; mais les observateurs, désintéressés comme nous, se demanderont s'il n'y a pas là confusion de cause à effet, et si cette baisse n'est pas amplement justifiée par l'état général des affaires. Les marchés sont comme un baromètre dont l'amplitude des mouvements s'accroît en temps de crise. Reste à savoir ce que seraient les cours si les marchés n'existaient pas, et si la situation ne serait pas aussi mauvaise étant donné le phénomène de surproduction qui pèse depuis déjà longtemps sur l'industrie lainière, et l'aggravation que le nouveau régime douanier a apportée depuis deux ans à cet état de choses. »

l'existence et les excès de la spéculation qui peuvent se produire parfois, elle justifiait la création et le maintien du marché à terme de Roubaix par la nécessité de lutter contre Anvers et Leipzig. Elle se montrait hostile à tout impôt sur les opérations de Bourse, parce que la distinction proposée entre les marchés à livrer réels et les marchés fictifs lui paraissait irréalisable, et que la taxe frapperait à l'aveuglette des opérations indispensables et régulières.

L'attitude de la chambre de commerce de Tourcoing fut assez changeante.

Elle fut dès le début, termiste convaincue.

« Les plus hautes personnalités commerciales de Roubaix et de Tourcoing ont pensé : d'une part, que l'achat de laine à terme permet au fabricant de se couvrir le jour même où il prend ses engagements et le met ainsi à l'abri des fluctuations si préjudiciables à son industrie ; d'autre part que la vente de la laine à terme permet au négociant de réaliser par anticipation ses achats, sur une simple déclaration de classement, et de donner ainsi une base certaine à ses opérations. Il faut ajouter que l'initiative prise par la place d'Anvers pour se substituer à Roubaix-Tourcoing comme marché des laines peignées du continent imposait le devoir à notre circonscription de fonder une institution correspondante à la sienne (1). »

(1) *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, 1892, p. 63.

La chambre de commerce de Tourcoing n'avait pas changé d'avis lorsque se produisit la proposition d'un impôt frappant les opérations de bourse sur marchandises. Elle répondit par une protestation des plus vive à la délibération du 1^{er} décembre 1893 de la chambre de commerce de Mazamet. « Cette appréciation », déclarait-elle à propos des considérants de cette compagnie, « dénote une connaissance peu approfondie des opérations à terme telles qu'elles se pratiquent dans nos localités. » Ses arguments étaient ceux des termistes les plus convaincus : assurance et couverture pour le vendeur et l'acheteur, plus grande régularité des prix. Elle concluait ainsi : « En résumé, de ce qui précède, il résulte à l'évidence que la laine n'est pas une matière de spéculation ; que par conséquent, en ce qui la concerne, le jeu est plutôt l'exception que la règle. C'est, au contraire, une marchandise qu'on emploie et dont on prend finalement livraison. Les transactions dont elle est l'objet ne doivent donc pas être traitées par le législateur comme des opérations assimilables à celles qui se pratiquent sur les opérations de Bourse (1). »

Cet avis fut réitéré à différentes reprises au cours de l'année 1894. Mais les cours baissèrent de plus en plus, amenant ce que l'on est convenu d'appeler la crise de 1894.

Dès lors la chambre de commerce de Tourcoing sent

(1) Délibération du 26 janvier 1894. *Annales de la Chambre de commerce de Tourcoing*, p. 49 et suiv.

naître quelques doutes au sujet de la justesse de ses déclarations antérieures (30 août 1894). Cependant elle n'en arrive pas encore à réclamer les solutions radicales et elle paraît appréhender l'intervention des pouvoirs publics. Elle n'envisage pas sans inquiétude la tendance que manifeste l'opinion publique à chercher en haut lieu un remède à la situation. Sans être hostile au marché à terme par principe, la chambre de commerce de Tourcoing prend la résolution de s'entendre avec sa voisine de Roubaix et avec la caisse de liquidation pour faire du marché un « instrument honnête ». La caisse de liquidation ne mit pas grand empressement, semble-t-il, à répondre à son invitation.

Une commission mixte composée d'industriels et de commerçants en laine des deux villes travailla cependant à chercher les remèdes. La chambre de commerce de Tourcoing adopta ses conclusions. Les réformes que l'on proposait de faire accepter par la caisse de liquidation étaient les suivantes :

1° Achat et vente à la corbeille exclusivement, à une heure déterminée, soit de 3 à 4 pour Tourcoing.

La cote établie à Tourcoing après la Bourse.

Aucune mention d'affaire ne serait faite après la Bourse.

La cote officielle serait seule publiée.

2° Les ventes et achats réels ne seraient plus confondus, sur la cote officielle, avec les affaires de report.

3° Vu le peu de transactions en type A B d'Australie,

suppression de ce type. Son maintien pouvant nuire à la vente des autres types d'Australie, non admissibles au terme.

4° Que la bonification de 2 0/0 soit supprimée, et la réduction maintenue (l'écart de 4 0/0 paraissant excessif), afin que l'acheteur puisse savoir exactement le prix maximum qu'il aura à payer.

5° Que la filière de 4.800 à 5.200 kilos soit tout entière composée d'un même lot et non par exemple de 2.500 kilos, bonifiant de 2 0/0 et de 2.500 ayant une réduction de 2 0/0.

6° Réduction de la commission du courtier à 25 fr. (1).

La chambre de commerce de Roubaix, saisie de ces propositions de réforme (14 décembre 1894) (2), s'y montre favorable avec certaines réserves, en ce qui concerne notamment la vente à la corbeille. Cette question, à son avis, doit être étudiée avant qu'on modifie brusquement les usages de la place.

Elle demande la création d'un type de laine brute genre du Havre et, en outre, d'un nouveau type de peigné de Buenos-Ayres, plus convenable aux besoins de la fabrique, sans réduction à l'expertise, mais susceptible d'une bonification jusqu'à 2 0/0 avec facilité pour le livreur afin d'éviter les étranglements de fournir du type 2 avec une indemnité qui représente non seule-

(1) Délibération de la chambre de commerce de Tourcoing du 15 novembre 1894. *Annales*, p. 118.

(2) *Archives*, p. 139, année 1894.

ment la différence de valeur, mais une sorte d'amende.

En outre, elle émettait le vœu que la caisse de liquidation n'admit désormais comme clients que des industriels ou commerçants appartenant à la laine, que les crédits fussent limités, que l'on n'admit les maisons de banque à faire enregistrer que des reports. Qu'elles fussent tenues pour les opérations d'achat et de vente, de faire connaître pour le compte de qui elles opéraient.

En ce qui concerne le courtage, la chambre n'était pas d'avis de le réduire. Cette réduction devant inciter les courtiers à courir les affaires. Mais elle était partisan de la réduction du nombre des courtiers.

La caisse de liquidation donna satisfaction à la plupart des vœux émis par la chambre de commerce de Roubaix, notamment à ceux relatifs à l'admission des clients et des banques, à la limitation des crédits, à la composition des filières livrables.

Elle crée le nouveau type demandé par la chambre de commerce de cette ville, à partir du 1^{er} mars 1895. Mais ce dernier type dit, type « *suprà* », que la chambre de commerce de Roubaix voulait susceptible de bonification et sans réduction, est susceptible d'écarts égaux de 1 0/0 en dessus et au-dessous.

Le type unique ancien restait ce qu'il était auparavant.

En ce qui concerne la vente à la corbeille, la caisse constatait qu'elle n'était appliquée sur aucun marché de

marchandises et opposait une fin de non-recevoir aux desiderata exprimés (1).

L'année 1895 se passa en négociations entre la caisse de liquidation et la Chambre de commerce de Tourcoing. Cette dernière insistait pour avoir satisfaction sur les principales réformes qu'elle avait demandées tendant à faire du terme un marché de livraisons sérieuses par la suppression de la bonification de 2 0/0 et l'institution de la corbeille. D'autre part elle protestait contre l'établissement d'un nouveau type dans lequel elle ne voulait voir qu'un nouvel instrument de jeu. Ces négociations n'aboutirent pas (2).

Cependant les pouvoirs publics avaient été mis au courant des efforts tentés pour assainir le marché. Le ministre du commerce proposa dès cette époque aux chambres de commerce de faire régler la question de

(1) Délibération du conseil d'administration de la caisse de liquidations des 20 et 31 décembre 1894, 22 et 29 janvier et 8 février 1895.

(2) Lettre du président du conseil d'administration de la caisse de liquidation au président de la chambre de commerce de Tourcoing, 31 octobre 1895. Extrait :

« Vous persistez à croire que l'établissement d'une corbeille serait de nature à empêcher toute manœuvre de ce genre (opérations fictives). Il résulte de l'étude que nous en avons faite que cette institution entraverait les affaires sans en assurer davantage la régularité ; et ce qui le prouve c'est que nulle part au monde, il n'existe d'institution de ce genre pour les opérations sur marchandises. Quoi qu'il en soit, si contrairement à notre avis et à l'expérience de tous les marchés, vous pensez que cette institution est susceptible d'empêcher les manœuvres plus ou moins réelles dont vous vous plaignez, vous pourriez, de concert avec le tribunal de Tourcoing, l'organiser sur votre place ; nous n'y contredirions certainement pas. »

la vente à la corbeille par un arrêté préfectoral conformément à la loi du 18 juillet 1866 et aux articles 11 et 6 du décret du 22 décembre de la même année. Pour le surplus il se déclarait prêt à examiner toutes les propositions qui pourraient lui être faites. Mais il paraît bien qu'il ait confondu les ventes à terme avec les ventes publiques aux enchères (1). Il demandait notamment dans une lettre adressée à la chambre de commerce de Tourcoing que cette compagnie lui donnât des explications détaillées sur les opérations qui se traitaient sur la place, et « qu'elle fit ressortir comment ces opérations peuvent se concilier avec les dispositions impératives de la loi du 21 mai 1858 et des décrets des 12 mars 1859 et 30 mai 1863 » (2).

A la fin de l'année 1895, la question n'avait fait aucun progrès. La chambre de commerce de Tourcoing discutait toujours poussée par le courant de l'opinion publique qui voulait que l'on fit quelque chose pour rehausser les prix. Mais la compagnie, devant l'insuccès de ses démarches tentées auprès de la caisse de liquidation, paraissait hésitante. Elle n'envisageait pas l'impôt sur les opérations fictives sans inquiétudes, mais elle s'y

(1) « Si rien n'empêche des ventes publiques aux enchères et en gros de s'effectuer au besoin sur échantillons, il est indispensable que les matières premières représentées soient déposées dans des magasins où le public puisse les visiter et en prendre livraison aussitôt l'achat. »

(2) *Annales*, année 1895, p. 109, 115, 116.

serait résignée pour frapper le jeu. D'autre part elle se demandait si un marché à terme en laines brutes ne vaudrait pas mieux que le marché sur peignés. On pourrait, pensait-elle, en attendre des variations moins sensibles et une alimentation du peignage mieux réglée. En sens inverse, elle craignait que le trafic émigrât à Anvers, et elle avait sous les yeux l'exemple du Havre qui n'échappe pas à la spéculation, ni au jeu.

En fin de compte, on prit le parti de recourir à un referendum national.

La question qui fut posée aux intéressés était double :

1° Le marché à terme doit-il être maintenu purement et simplement ?

2° Doit-il être supprimé et remplacé par un marché à terme sur laines brutes ?

La plupart des centres lainiers, à l'exception de Roubaix, répondirent par l'affirmative à la seconde question (1).

A Tourcoing même, 103 voix demandaient la suppression pure et simple du terme sur peigné dans le délai d'un an, 11 voix se déclaraient pour le maintien pur et simple. Il y avait 28 abstentions, dont 5 de pei-

(1) A Reims, tous les industriels au nombre de 48, représentant 14.796 ouvriers, 26 négociants sur 28.

A Rethel et Suippes, tous les industriels, 8, avec 1.085 ouvriers. Cambrésis, 31 industriels, 9.000 ouvriers, 4 demandent le maintien.

Fourmies sur 130 membres de la société lainière, 92 ont répondu oui à la deuxième question. 10.775 ouvriers. Elbeuf, Sedan, Mazamet.

gnages mécaniques à façon, 22 divers et une voix demandant la suppression de tout marché à terme quelconque.

La valeur de ces chiffres, en ce qui concerne Tourcoing, est vivement contestée et à juste titre, semble-t-il, parce que certaines catégories d'intéressés ont été écartées de la consultation, par exemple les courtiers. On fait ensuite remarquer qu'il y a un nombre considérable d'abstentions. Le dénombrement des industriels et commerçants fait par la chambre de commerce de Tourcoing elle-même en 1894, est de 263. Si l'on s'en réfère à l'annuaire, il est de 312. Le chiffre de 28 abstentions indiqué dans le referendum n'a donc pas grande valeur.

Quoi qu'il en fût, à la suite de cette consultation une délégation comprenant des délégués des représentants des différents centres lainiers de France, se fit présenter au ministre le 30 octobre 1895, par MM. Dron, député du Nord, Barbey, sénateur, Isaac Villain et le baron Reille, députés, et Michau, député du Nord, manufacturier.

Cette délégation reprit toutes les objections qui avaient été depuis deux ans adressées au marché de Roubaix-Tourcoing, elle en fit une sorte de réquisitoire auquel les campagnes suivantes n'ajouteront pas grand' chose. Voici, d'après le procès-verbal dressé par les intéressés, les griefs qui furent soumis au ministre.

M. Dron, député de Tourcoing, développa d'abord l'argument juridique suivant :

Le marché à terme sur laines peignées de Roubaix-Tourcoing a été créé irrégulièrement au point de vue légal et administratif. La laine peignée, en effet, ne figure pas au tableau annexé à la loi du 28 mai 1838 autorisant la vente publique aux enchères de marchandises en gros. Ce tableau, parmi d'autres marchandises dont la vente est autorisée, porte simplement le mot « laines » sans autre désignation. Mais un décret ultérieur, du 18 juin 1863, qui complète le premier, porte la mention restrictive « laines en suint ou lavées ». C'est donc à tort que M. Ozenne, ministre du commerce, dans une lettre (1) du 10 décembre 1877 adressée aux chambres de commerce de Roubaix et Tourcoing, émettait l'avis que les laines peignées pouvaient être l'objet de ventes publiques aux enchères sans l'autorisation d'un décret spécial. C'est sur cet abus d'interprétation que repose l'existence illégale du marché à terme sur laines peignées.

M. Dron, après avoir rappelé l'inefficacité des négo-

(1) Le Comité consultatif des arts et manufactures que j'ai saisi de la question a reconnu que le peignage ne fait pas perdre aux laines leur qualité de matière première et n'en change pas la condition et la valeur comme le ferait par exemple la filature. Les laines lavées sont comprises dans la nomenclature des marchandises qui peuvent être vendues en ventes publiques. Or, les laines qui ont passé par le peigne à l'état de blousse, ont été lavées ; le peignage ne doit pas leur enlever cette qualité, par conséquent elles paraissent rentrer encore après cette opération dans les termes du décret du 30 mai 1863. « D'après cela, je ne pense pas que, pour réaliser le vœu de votre chambre, il soit nécessaire de modifier le tableau annexé au décret précité. »

ciations engagées par les chambres de commerce avec la caisse de liquidation, terminait en demandant la suppression radicale du terme, seul moyen d'extirper des abus qui mettaient en péril la prospérité des industries de Roubaix et de Tourcoing. Il porterait au besoin le débat devant le Parlement en l'étendant à toutes les opérations sur marchandises.

Après lui, un membre de la délégation vint affirmer que le jeu s'était emparé du marché à terme, en avait faussé le but et amené des résultats absolument contraires à ceux que l'on en attendait. Il établissait, disait-il, des cours fictifs soit en hausse soit en baisse n'ayant plus aucun rapport avec la situation exacte de l'article. Il citait quelques exemples : 1° en 1890, de novembre à décembre, baisse brusque de 1 fr. 85 entre le 24 novembre et le 1^{er} décembre ; 2° au mois d'avril 1892, quelques jours après l'ouverture des enchères de Londres où la tendance était faible, hausse du peigné de Buenos-Ayres de 4 fr. 85 à 5 fr. 50 en moins de huit jours pour retomber en 2 ou 3 jours immédiatement après ; 3° l'exemple plus récent tiré de la baisse survenue à la fin de 1894, dans lequel il ne faudrait voir que l'influence du jeu.

Il résultait de ces fluctuations, poursuivait le même délégué, que la consommation était amenée à se désintéresser de plus en plus du terme, parce que il n'offrait aucune garantie de stabilité, et que les écarts tolérés sur le type livrable ne permettaient pas de s'en servir pour l'approvisionnement de la fabrique.

Parce qu'enfin il était bien souvent impossible d'obtenir sur le marché, le type si imparfait, aux prix cotés (1).

Des considérations précédentes il résultait que le terme n'avait d'utilité que pour la conclusion de ventes fictives. Les opérations inscrites à la cote du terme représentant dix fois les livraisons effectives et la production du type Buenos-Ayres du terme.

La délégation affirmait que la suppression du terme ne pouvait avoir d'effet sur le trafic de Roubaix-Tourcoing et des ports de Dunkerque et du Havre.

Que le marché à terme n'avait point procuré aux producteurs de laine peignée les avantages qu'ils en attendaient, qu'au contraire il avait contribué à accentuer les crises dans les centres de consommation à l'avantage des pays producteurs de la laine brute. Elle invoquait l'exemple des pays étrangers, l'Angleterre, l'Allemagne où des démarches étaient faites pour obtenir la suppression du marché de Leipzig, l'exemple de Reims où le marché à terme n'avait pu vivre parce que, dit le président de la chambre de commerce de Reims, il ne rendait aucun service à la fabrique et qu'il n'y avait pas un noyau suffisant de joueurs.

(1) Un membre de la délégation déclare qu'il en a fait l'expérience quelques jours avant. Un ordre d'achat de 50.000 kilos qu'il avait donné n'a pu être exécuté que pour 10.000 kilos, et le lendemain il constatait que des quantités considérables étaient inscrites à la cote à son prix.

Tel est brièvement résumé le réquisitoire dressé officiellement dès lors contre l'institution du marché à terme de Roubaix-Tourcoing.

Le ministre du commerce, qui l'écouta, était démissionnaire. Il promit de mettre la question à l'étude et transmit sa promesse avec ses pouvoirs à son successeur. Il n'apparaît pas que les choses aient été poussées plus loin à ce moment.

Les chambres de commerce ne s'occupèrent plus du terme que pour constater l'échec de leurs efforts, jusqu'au moment où la crise lainière de 1900 vint ranimer les anciennes querelles.

Nous signalerons cependant deux décisions contraires des chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing touchant indirectement la question du terme. Au début de l'année 1896, les courtiers assermentés des deux villes, impressionnés sans doute par l'argument juridique de l'illégalité du marché à terme sur laines peignées s'adressèrent à ces compagnies, leur demandant d'émettre le vœu que ces laines fussent ajoutées sur les tableaux annexés à la loi de 1858, à la liste des matières susceptibles d'être vendues aux enchères et en public.

La chambre de commerce de Roubaix leur donna satisfaction (1).

Mais celle de Tourcoing (2), « Considérant que cette demande n'a pour but que d'arriver à faire consacrer

(1) Séance du 28 janvier 1896, *Annales*, p. 14 à 19.

(2) Séance du 6 février 1896, *Archives*, p. 19.

légalement le marché à terme sur laine peignée qui n'existe que par le fait d'une simple tolérance », revint sur sa décision antérieure du 30 novembre 1891 par laquelle elle ne s'estimait plus liée, les circonstances économiques étant essentiellement variables. Elle affirmait ainsi que les laines peignées n'avaient plus les caractères de matières premières qu'elle leur reconnaissait en 1891 (1). Elle ajoutait : « Si la chambre de

(1) Il s'était produit une réclamation du syndicat des négociants en blousses et déchets de Roubaix-Tourcoing, protestant contre l'assimilation faite par M. Ozenne en 1878 des laines peignées et des blousses aux laines lavées. D'après ce syndicat, si avant l'invention du peignage mécanique la laine peignée et la blousse pouvaient être rangées dans la catégorie des matières premières, il n'en devait plus être de même, en raison du travail mécanique qu'elles subissent.

La Chambre de commerce de Tourcoing, comme celle de Roubaix, s'éleva alors contre cette prétention par délibération du 30 novembre 1891.

« Il est donc entendu que le peigné doit être considéré comme matière préparée et non comme produit manufacturé, et aussi que la blousse est logiquement assimilable à la laine lavée, marchandise nettement désignée par le décret de 1863.

« On ne voit pas, continue le rapporteur à la chambre de commerce, la distinction à établir entre une laine travaillée mécaniquement et une autre laine ayant subi la même préparation à la main, l'intervention de la machine ne peut évidemment pas changer le caractère du produit. De même qu'un vêtement cousu à la machine à coudre et un vêtement cousu à la main, ne seront jamais qu'un vêtement confectionné, de même une laine sortie de la peigneuse mécanique et une laine peignée à la main ne pourront être que du peigné, c'est-à-dire de la laine brute ayant subi une première manipulation.

« Le décret de 1863 autorisait les ventes publiques de matières premières, or il est avéré pour tous que le peigné est la matière première de la filature de laines peignées, comme la blousse est, concurremment avec la laine lavée, la matière première de la filature de laines cardées. »

commerce de Tourcoing a pu espérer à une époque voir s'établir des ventes publiques importantes de laines peignées, cet espoir a été complètement déçu » On n'en a en effet jamais sérieusement offert ni demandé.

Le marché à terme de Roubaix et l'enquête parlementaire de 1897-1898. — Lorsque la question du marché à terme de Roubaix fut reprise, elle ne devait plus être portée devant les pouvoirs publics, mais devant la Chambre des députés.

Elle fut englobée dans la campagne de réaction très vive menée par les agrariens contre la loi Naquet en 1896 et 1897. Cette campagne se traduisit par différentes questions posées à la tribune de la Chambre et par le dépôt de différents projets de loi tendant à réprimer ou interdire le jeu et les abus de la spéculation sur marchandises et principalement sur les denrées agricoles.

Nous rappellerons simplement ici ces différentes interventions.

Le 16 juin 1896, M. Rose, député du Pas-de-Calais, dépose une proposition tendant à modifier la loi du 28 mars 1885 et l'article 419 du Code pénal, en ce qui concerne les marchés à livrer sur denrées et produits agricoles (1).

A la suite de différentes questions de MM. Gérault-Richard et de Folleville sur la cherté du pain, et de l'interpellation de M. Georges Graux sur les faits qui

(1) *Journal officiel, doc. parl.*, annexe n° 4937, à la séance du 16 juin 1896.

ont motivé ces deux questions, une nouvelle proposition fut déposée par M. Michelin ayant pour objet d'interdire et de réprimer les marchés à livrer fictifs et l'agiotage sur les denrées et les marchandises (1) (séance du 23 octobre 1897).

Une commission d'enquête parlementaire fut nommée le 28 octobre 1897 pour examiner les projets Rose et Michelin. Elle eut pour président-rapporteur M. Dron. Après avoir écarté la proposition Michelin en raison de la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité de tracer la limite entre les marchés sérieux et les marchés fictifs, elle était unanime à reconnaître la nécessité d'une réglementation sévère des Bourses de commerce, en ce qui concerne les marchés à terme, qui présentaient à ses yeux une utilité certaine.

Elle procéda à une enquête qui dura cinq mois. En ce qui concerne la laine peignée, elle prit connaissance des vœux précédemment émis par les chambres de commerce, étudia les législations étrangères et entendit les intéressés.

Parmi ces derniers les adversaires du marché à terme sur laines peignées firent entendre les mêmes doléances qu'ils avaient exposées au ministre du commerce en 1895. Quelques chambres de commerce, dans leurs mémoires, proposaient aux abus signalés des remèdes nouveaux :

(1) *Journal officiel*, compte-rendu *in extenso*, numéro du 24 octobre 1897, p. 2159-2176.

1° La création de six types au lieu d'un :

a) Un d'Australie ;

b) Les deux types primitifs de Buenos-Ayres ;

c) Trois types de croisés.

2° La nomination des courtiers par l'Etat ;

3° L'élévation du dépôt de 1.000 à 2.000 francs ;

4° Publication mensuelle par les soins des courtiers de la caisse de liquidation d'un état des stocks, des engagements, des livraisons faites ;

5° Centralisation de toutes les opérations par la caisse de liquidation mise sous le contrôle de l'Etat ;

6° Impôt de 2 0/0 sur les opérations qui ne seront pas suivies de livraison.

Dans sa déposition devant la commission parlementaire le président de la caisse de liquidation fit ressortir les efforts faits par cette institution pour moraliser le marché. Il conclut en affirmant que les réglementations efficaces doivent être attendues des intéressés parce qu'une réglementation d'origine législative se heurte à des difficultés de détail innombrables.

Le rapport élaboré par M. Dron à la suite de ces travaux fut déposé le 21 mars 1898 (1), ainsi que le projet de loi qui ne fut jamais discuté. En ce qui concerne le marché de Roubaix-Tourcoing en particulier, le rapport décrit le fonctionnement de la caisse de liquidation : conditions générales de vente et d'achat, règle-

(1) V. 6^e législature, *Journal officiel*, annexe au procès-verbal de la séance du 21 mars 1898.

ments et chambre arbitrale et de conciliation. Il mentionne les pétitions et les dépositions recueillies.

Quant au projet de loi lui-même, il ne contient aucune disposition spéciale à l'égard du terme sur peignés. Il nous faut cependant noter les plus importantes de ses dispositions. A l'égard du terme sur peignés le vote de ce projet aurait eu pour principal effet d'en enlever la réglementation à la caisse de liquidation pour la confier d'une part, pour les dispositions d'ordre général, à un règlement d'administration publique d'autre part, pour toutes les autres, à une commission exécutive nommée par les adhérents au marché.

Il augmente considérablement le rôle des courtiers et modifie le système de garantie.

« ART. 9. — La garantie de la solvabilité respective du vendeur et de l'acheteur peut être fournie, si les deux parties ne se connaissent pas ou croient devoir prendre ces sûretés :

« 1° Par le courtier qui devient alors du croire d'une opération régulière entre deux parties nominale ment désignées moyennant un prix convenu, perçu directement par le courtier, et indépendamment du droit de courtage ;

« 2° Par une caisse dite de liquidation... »

Cette caisse doit garantir les opérations de tous les courtiers indistinctement. « Si elle ne se conformait pas aux dispositions de la présente loi ou devenait un obstacle à son application, le tribunal de commerce

pourrait interdire aux courtiers toute relation avec elle. »

La cote est établie par la chambre syndicale des courtiers en faisant la moyenne des opérations inscrites chaque jour par chaque courtier sur son livre-journal.

A d'autres égards il donne satisfaction aux vœux formulés d'abord, il institue un contrôle de l'Etat sur les livres-journaux des courtiers, le registre de Bourse, ceux des magasins généraux agréés par l'Etat. Le contrôle est exercé par les agents de l'enregistrement.

Ensuite le projet frappe d'un impôt de 0.50 0/0 toute opération d'endos entre d'autres personnes que l'acheteur et le vendeur primitif.

Nous n'avons pas ici à discuter ce projet qui s'en est remis à des règlements ultérieurs du soin de déterminer les conditions de fonctionnement de chaque marché. Il est donc difficile de l'apprécier à l'égard de la laine peignée, encore moins d'en escompter l'efficacité. L'intérêt qu'il présente dans la question qui nous occupe, est presque tout entier dérivé de la personnalité du rapporteur, représentant un des grands centres lainiers du Nord, qui avait pris dans une circonstance précédente une attitude nettement hostile au terme sur peignés. Dans son rapport clôturant l'enquête qu'il avait menée, M. Dron rendait hommage aux administrateurs de la caisse de liquidation et à l'organisation qu'il trouvait aussi parfaite que possible du marché à terme de Roubaix-Tourcoing.

CHAPITRE II

CRISE LAINIÈRE DE 1900. SES CONSÉQUENCES A L'ÉGARD DU MARCHÉ A TERME.

SECTION I. — **Le Krach de Roubaix-Tourcoing.**

La reprise des affaires en 1898 eut pour effet de faire cesser momentanément du moins, la campagne entreprise contre le terme sur laines peignées, au cours des quatre années précédentes. C'est un fait qu'il convient en effet de remarquer, que depuis sa création en 1888 le marché à terme de Roubaix-Tourcoing ne fut jamais incriminé qu'en temps de baisse. Aussi n'entendit-on plus parler de ses vices, jusqu'au jour où, à la suite d'une hausse exagérée des prix, un krach sans précédents se produisit sur ces deux places. Les plaintes prirent alors une acuité qu'elles n'avaient encore jamais eue.

La crise de 1900 est tout à fait dissemblable de la précédente qui n'est pas tant une crise qu'une longue période de stagnation. L'aspect du graphique représentant les fluctuations des cours est à cet égard des plus significatif (1). Alors que dans la période

(1) V. tableaux synoptiques des fluctuations du type un sur le marché à terme de Roubaix-Tourcoing, dressés par la chambre syndicale des courtiers assermentés. Il nous est malheureusement impossible, en raison de leurs dimensions, de publier ici ces tableaux.

précédente il ne présente que des oscillations modérées sur une ligne qui s'abaisse d'un mouvement presque ininterrompu, il prend à partir de 1897 un aspect extrêmement accidenté. Il offre l'aspect d'un pic, dont le sommet domine de très haut ceux qui l'entourent. Partie du cours moyen de 3 fr. 90, en décembre 1897, la laine monte à 4 fr. 40 en mars 1898, redescend de 0 fr. 10 en avril et reprend son mouvement ascensionnel, interrompu passagèrement en septembre par une baisse de 0 fr. 05, pour atteindre le cours de 4 fr. 75 en décembre. A partir de ce moment, la ligne dessine un pic dont les flancs escarpés ne présentent que de rares encoches. En mai 1898, le cours est de 6 fr. 05, il redescend en juillet entre 5 fr. 85 et 5 fr. 90 et rebondit jusque 6 fr. 70, cours moyen de novembre, et s'y maintient pendant les premiers jours du mois suivant. Mais à partir de ce moment la ligne s'effondre, la baisse est de près de 2 francs en quatre mois. Une réaction passagère fait remonter la cote de 0 fr. 05 en mai, mais elle est impuissante à la conjurer. Elle ne s'arrête qu'en octobre avec le cours de 3 fr. 75.

La crise se résume en ceci : hausse de 2 fr. 80 (prix moyen) en vingt-trois mois, baisse de 2 fr. 95 en dix mois. Quelles sont donc les circonstances exceptionnelles qui, dans le marché de la laine, ont pu produire ce bond prodigieux et cette chute brutale ? La spéculation ? Les uns, et ce sont les plus nombreux parmi les adversaires du terme, lui imputent la baisse seule.

Celle-ci n'aurait été que le résultat de ventes à découvert. Alors que la hausse devait normalement se continuer. D'autres reprochent au terme d'avoir spéculé à la hausse et d'être ainsi la cause de la crise. Nous essayerons d'entrevoir la réalité des faits au milieu des discussions trop souvent passionnées qui agiterent alors le monde lainier et qui eurent leur écho à la Chambre des députés (Interpellation Mirman).

§ 1. — La hausse.

Une chose paraît certaine. C'est que la hausse des peignés fins était commandée par la demande croissante et par la réduction de la production. La mode joue à l'égard du prix de la laine un rôle très important puisqu'elle détermine pour un temps plus ou moins long, quels genres de tissus auront la faveur du public et partant quelles sortes de laines seront de préférence demandées.

Or une évolution s'était dessinée dès 1896 dans l'habillement des dames, consistant dans l'abandon des anciens tissus de laine mélangée ou pure, mais de fantaisie, pour donner la vogue aux tissus genre tailleur. Le rapporteur des tissus de laine devant la commission permanente des valeurs de douane s'exprime ainsi : « Le fait le plus caractéristique de l'année 1896 a été un retour du goût vers les étoffes de laine douce, au préjudice des tissus cheviotte depuis si longtemps en vogue.

On n'est pas revenu aux tissus de laine mérinos pure, mais ce sont les laines croisées fines, se rapprochant le plus du type mérinos, qui ont été le plus employées, soit dans la draperie pour hommes, soit dans les étoffes pour robe » (1).

Pour l'année 1898, le rapport de la même commission constate l'abandon des tissus classiques cachemires sergés et mérinos et leur remplacement pour l'usage courant par « des étoffes façonnées à petits effets, tels que nattés, satins, popeline, grains de poudre, diagonales, almas, etc. ». On a recherché les effets unis et simples, se rapprochant de l'aspect du drap et s'adaptant le mieux au costume genre tailleur, type adopté par la mode.

Tous ces tissus exigent l'emploi de laines peignées fines alors que le genre cheviotte utilise des laines longues et moins fines.

En présence de ce fait, les spéculateurs, dès le début de 1898, envisagèrent un mouvement de hausse nécessaire et fatal qui devait reporter le cours de la laine au taux où il se trouvait au début de 1890 ; le plus grand nombre crut même qu'on pouvait les dépasser, parce que la production de laine fine, loin de s'accroître en proportion de la population, avait diminué sensiblement au cours de cette période.

(1) V. Rapport de M. Grandgeorge à la commission permanente des valeurs de douane pour l'année 1896.

Le syndicat rémois qui poursuit en 1900 une campagne des plus énergiques contre le terme entreprit même de démontrer que la production globale de la laine avait baissé de 362.000 balles pour les laines coloniales anglaises entre 1893 et 1899 et de 39.000 balles pour les laines sud-américaines pendant le même laps de temps. Ces chiffres ne paraissent pas exacts. Ils sont en contradiction avec l'accroissement des troupeaux dans les pays de production (1) et avec les statistiques de la commission permanente des valeurs de douane.

Nous avons vu que cet accroissement était commandé par le perfectionnement des moyens de transport qui permettait l'expédition sur les marchés d'Europe de la viande frigorifiée.

Le nombre des animaux s'est donc multiplié, mais leur nature a changé, le mérinos pur mouton à laine

(1) Production de la laine brute en milliers de kilos d'après les rapports présentés à la Commission des valeurs de douane.

	1870	1889-93	1894-98	1899
France	51.000			43.000
Autres pays d'Europe		269.720	266.300	234.000
Amérique du Nord...		153.300	134.300	127.000
Plata et Uruguay...	85.806	147.250	206.826	240.240
Australasie.....	79.450	263.752	299.250	270.760
Cap.....	17.252	43.755	38.600	39.050
Divers.....	27.694	72.850	85.341	84.000
Totaux.....		950.637	1.030.627	1.038.050

fine a fait place à des moutons croisés, anglais et mérinos, donnant une laine de qualité inférieure, mais une viande convenant davantage aux besoins de la boucherie. La proportion de la laine fine baisse donc à mesure que se multiplient les croisements.

M. Georges Villain, dans ses articles parus dans le *Temps* en septembre 1900, cite des chiffres significatifs qu'il emprunte au dernier rapport de la Commission des valeurs de douane... « On avait vendu sur le marché de Londres en 1883, comme laines d'Australie, 844.000 balles mérinos contre seulement 209.000 croisées. La proportion était donc de 80 0/0 de laines fines. Quinze ans après, en 1898, on vendait 661.000 balles mérinos contre 429.000 balles de croisés, soit une proportion de 61 0/0.

L'Uruguay conservait toujours beaucoup de mérinos, mais l'Argentine augmentait de plus en plus le nombre de ses moutons de boucherie au détriment de ses moutons à laine.

Voici dans quelles proportions l'Angleterre recevait les deux genres de laine (1).

*Importations en Angleterre de laines brutes
exprimées en kilos de laines lavées.*

	1889	1895	1899
Mérinos.	160.845.000	179.388.000	141.336.000
Laines croisées	33.522.000	83.382.000	116.686.000

(1) V. article de M. Georges Villain dans le *Temps*, 5 septembre

Ensemble.	194.337.000	262.770.000	258.022.000
Proportion de la laine			
fine	82,80 0/0	68,30 0/0	54,40 0/0

Les troupeaux européens ont subi depuis plus longtemps la même évolution quant à la qualité. Mais au lieu de s'accroître, ils ont diminué, sans toutefois que cette diminution contrebalance l'effet de l'augmentation considérable des troupeaux exotiques.

En dehors de ces causes générales qui tendent à la raréfaction de la laine fine, le parti de la hausse escomptait surtout la situation spéciale de l'Australie, où une suite de sécheresses avait, disait-on couramment, décimé les troupeaux. « On ajoutait même (disait M. Motte à la Chambre des députés) (1), que les plaines du côté de Brisbane étaient blanches de carcasses de moutons, que les croisements étaient tels que les mérinos n'existaient plus. Les éleveurs, racontait-on, avaient avantage à faire des croisements avec les béliers Lincoln, parce qu'ils obtenaient ainsi des moutons rustiques, endurants, pouvant s'exporter sur pieds ou abattus, et faire concurrence aux moutons anglais sur le marché de Londres. Ces croisements se faisaient dans de telles proportions que le mérinos ne se verrait plus. Telle était la thèse de tous les jours. »

1900. Ce sont les chiffres des rapports de la Commission des valeurs de douane.

(1) Interpellation Mirman, séance du 22 juin 1900 de la Chambre des députés. *Journal officiel*, compte rendu *in extenso*, p. 1597-1602.

Cette thèse conduisit le marché à des emballements effrénés. Dans la crainte de manquer complètement de laine fine en 1900, le négoce achète avec frénésie. Dans le dernier trimestre de 1899, les achats sont faits aux pays de production sur des bases bien supérieures à celles qu'autorisent les cours du terme. A Londres, où les achats se payent comptant, la laine fine d'Australie (Adelaïde moyenne) se traite en décembre à 35 pence la livre anglaise, soit 7 francs le kilo. C'est-à-dire qu'il faut aux négociants à peu près le double de numéraire pour acheter la même quantité de laine qu'ils payaient deux ans auparavant 3 fr. 85 le kilo.

Cependant ils prévoient des cours de huit francs. Ils escomptent des bénéfices importants à réaliser par la vente de leurs achats au comptant, et il leur paraît dur de se couvrir par des ventes au terme à un prix moins élevé que le prix d'achat, car le terme est « fourbu ». Dès le mois de novembre il ne suit plus et fait entendre le sifflet d'alarme que personne n'écoute (1).

Tous les capitaux disponibles sont ainsi, dans le dernier trimestre 1899, consacrés à des achats de laines, à des prix exagérés, dont la couverture, au rebours de

(1) Si nous comparons d'autre part le chiffre des affaires à terme enregistrées et celui du conditionnement des laines peignées en 1899, nous constatons que si le premier a augmenté sensiblement par rapport à la moyenne des années précédentes, le second a augmenté dans des proportions égales, et il nous paraît impossible de voir dans l'augmentation du chiffre des affaires en 1899 rien d'anormal et qui puisse être attribué à la spéculation.

toute prudence n'a pas été assurée en temps voulu à terme.

Cependant des avertissements avaient été donnés en temps utile par quelques maisons plus prudentes dans leurs circulaires.

« De ce qu'une réduction dans la production coïncidant avec un mode nécessitant l'emploi de la laine fine, doit nécessairement amener une certaine rareté, et, conséquemment, une nouvelle hausse de prix, il ne s'ensuivait pas que les cours dussent évoluer, en dehors de toute relation avec les conditions faites à l'article.

Et pourtant cela s'est produit : le rapport normal a été complètement perdu de vue, et l'on s'est engagé dans une voie qui paraît avoir faussé la situation de la laine.

On s'est aveuglé volontiers : on se disait que la laine fine allait manquer et que le peu qui en restait atteindrait des prix fabuleux. Or, si la laine fine présentait un déficit, la production générale en laines de toutes les autres sortes était en progression constante : elles se composaient de qualités moyennes et communes qui avaient eu antérieurement leur période de vogue. On ne tenait pas compte de la souplesse acquise par l'industrie et des mille ressources dont elle dispose pour parer aisément aux inconvénients, d'ailleurs considérablement grossis, que la réduction tant agitée pouvait

(1) Circulaire hebdomadaire de la maison Savarin et Cie du Havre, 30 juin 1899.

avoir pour elle. C'est ainsi qu'on ferma les yeux pour ne pas voir les énormes disponibilités résultant de l'inévitable abstention américaine (au printemps de 1897, par suite de l'adoption du tarif Dingley, l'Amérique acheta suffisamment de laines pour trois années de consommation) et compensant bien au delà du nécessaire la réduction signalée dans la production d'Australie.

« S'il fallait, en septembre-octobre, aborder les pays de production sur des bases encore plus élevées, le négoce lainier se préparerait une campagne mauvaise, qui deviendrait désastreuse dans le cas d'un retour trop brusque aux laines moyennes et communes. »

Une circulaire postérieure du 31 mars 1900, de la maison Asselin du Havre, s'exprime ainsi : « S'il n'a été au pouvoir de personne sur le continent de supprimer les motifs nécessitant des ventes aussi lourdes à Londres, et, par suite les 25 0/0 de baisse que ces offres intempestives y ont provoqué en trois mois, ni d'enrayer la tendance marquée de la fabrique à un plus large emploi des finesses intermédiaires, tout au moins les détenteurs de laines ont-ils pu à tout moment et depuis les plus hauts prix, arbitrer à terme leurs achats soit des pays de production, soit de Londres, tout en restant maîtres de leurs stocks.

« Le principal spéculateur est donc celui qui, après une hausse de 80 0/0, a cru devoir acheter aux pays de production, souvent en seconde ou troisième main, et

généralement dans des marchés excités, escomptant un prix encore et toujours plus haut, et a omis de s'abriter sur les marchés à terme, de faire une assurance, courant ainsi un gros risque à l'achat sur un prix très cher, risque de baisse justifié depuis lors par des offres forcées en brut sur les marchés d'entrepôt (Londres, Anvers, Liverpool) ».

La hausse en résumé était justifiée, mais son exagération ne peut être imputée au terme ainsi que le prétend le syndicat rémois. Elle est causée par les achats au comptant à des prix qui ne sont pas en rapport avec ceux du terme.

§ 2. — La baisse.

Quelle fut l'attitude de la consommation en présence de l'augmentation du prix des tissus qui suivit naturellement celle de la matière première ?

Au mois de mai 1899, l'augmentation pour les tissus est de 15 à 20 0/0, suivant qu'il s'agit de cheviottes ou d'étoffes de laine fine. Cette différence est très naturelle si l'on considère que les tissus genre cheviotte sont précisément ceux que la mode délaisse au profit des genres tailleur.

La confection n'achète pas ou achète peu pour sa saison d'hiver 1899-1900. Elle ne croit pas que la hausse soit durable, et c'est cette abstention qui cause l'arrêt momentané de la hausse de mai à août 1899.

A la fin de cette année et au début de 1900, au mo-

ment de faire ses achats d'étoffes, la clientèle du tissage se retrouve devant une nouvelle hausse. Ses réserves ne sont plus suffisantes. D'autre part, l'Exposition doit s'ouvrir bientôt. La nécessité s'impose de faire des commandes importantes en vue de l'afflux des étrangers en France et à Paris. Les tailleurs viennent donc enfin aux prix rendus nécessaires par la cherté de la laine fine.

Mais il faut bien voir que l'on n'a pu vendre ainsi qu'une partie des tissus de luxe, servant à la confection de robes dans le prix desquelles le coût de la matière première entre pour une proportion dérisoire. Mais les tissus de consommation courante, de grande consommation, ont beaucoup souffert, et la loi de substitution s'est manifestée dans cette occasion à leur égard d'une façon saisissante. Son action ne fit qu'accentuer les premiers symptômes de baisse.

Pour les tissus chers, on augmenta la proportion de laines croisées entrant dans les chaînes ; dans les tissus communs, on fit entrer une proportion plus ou moins considérable de coton.

Les haussiers quand même disaient volontiers que dans un vêtement il n'entre qu'un poids minime de laine fine, et que le client ne s'apercevrait même pas de cette hausse limitée à 5 ou 6 francs sur un produit

(1) Articles de M. Georges Villain dans le *Temps*, 6 septembre 1900 ; Maurice Cobrat, *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1901. *Le terme sur la laine peignée et la crise de Roubaix*,

qui lui coûte de 60 à 140 francs. Cela peut être exact pour la clientèle riche, mais pour les étoffes de large consommation, l'expérience leur infligea un cruel démenti.

Une autre cause de dépréciation de la laine fine, c'est qu'elle dut être abandonnée par les fabricants pour la constitution de leurs stocks de tissus. En général le tisseur ne travaille que sur des « commissions ». Mais il ne peut s'en tenir à ce seul mode de travail. Il a intérêt, dans la morte saison, ou pendant les périodes peu actives, à conserver un personnel dont il est sûr, ancré dans sa maison. Pour cela il faut qu'il lui donne du travail. On fabrique donc un peu d'avance des genres d'emploi courant. Il était naturel que cette fabrication employât des laines sur lesquelles ne s'exerçait pas l'énorme majoration des cours. On fit donc des cheviottes et des tissus classiques de laines croisées, à l'exclusion des laines fines.

Il devait se produire, en raison de ces diverses circonstances, une réaction en baisse, parce que, en même temps qu'on augmentait les stocks de laine brute fine à des prix exagérés, la consommation abandonnait les étoffes, à la confection desquelles elle servait. Cette baisse était fatale, et les imprudences commises par les importateurs en négligeant de se couvrir en rendaient l'arrêt impossible.

A la fin de 1899, il restait en stock soit dans les magasins généraux, soit chez les peigneurs, une quantité importante de laines.

La nécessité de réaliser les premiers achats, s'imposa d'autant plus aux importateurs imprudents que ces achats avaient eu lieu au comptant à des prix exorbitants. Certains acheteurs éprouvèrent dès la fin de décembre des besoins impérieux d'argent. Il leur fallut vendre, et les cours s'alourdirent sur le marché de Roubaix-Tourcoing dès le début du mois de janvier 1900. Le premier on cote 6 fr. 50 ; le 31 on est à 5, 75. Les causes que nous avons vues plus haut, agissent partout de même : Londres souffre du même mal que Roubaix. Ses enchères du mois de janvier se clôturent le 26 avec une baisse de 5, 6 et 7 0/0 suivant les genres. Les plus raisonnables essaient de réaliser, les imprudents de se couvrir sans attendre plus longtemps. Tout cela précipite la baisse.

Un syndicat se forme pour arrêter la dépréciation des cours en achetant les rapprochés. Il achète beaucoup en effet. Les opérations qui avaient porté sur 3 millions de kilos pendant la première quinzaine de février, sur 4.265.000 kilos pendant la seconde et sur 3.975.000 kilos pendant la première quinzaine de mars, se montent à 9.190.000 kilos du 15 au 31 mars. Ses efforts sont vains.

En mai, on traite 8.585.000 kilos, au lieu de 7.450.000 en avril, et le terme remonte à 5 fr. 20 le 1^{er} juin.

Les barrières que peut opposer le syndicat sont impuissantes à enrayer le mouvement, elles ne peuvent qu'agir en sens inverse du but qu'elles poursuivent

en concentrant les pertes dans quelques mains au lieu de les répartir. Dès qu'elles sont submergées, les cours s'effondrent plus brusquement encore qu'auparavant.

C'est ainsi que d'étape en étape on arrive au cours de 3 fr. 80 après avoir coté 4 fr. 12 le 25 juillet. Le 28 août, la publication de la cote est suspendue par les chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing.

En huit jours, du 23 août au 1^{er} septembre, treize maisons de Tourcoing et une de Roubaix suspendirent leurs payments.

On a, dans l'affolement de la crise, exagéré considérablement les chiffres. On parlait de pertes s'élevant à 100-200 millions. En réalité la liquidation, pour désastreuse qu'elle fut, se trouva facilitée par la solidarité étroite existant sur les deux places. Aucun industriel ne fut atteint, du moins directement... la crise ne frappa que les maisons de négoce. Il faut bien voir que l'on ne se trouve pas en présence de défaillances ordinaires dans lesquelles, en face d'un passif considérable, il n'existe qu'un actif nul.

Les défaillants n'ont plus d'argent, mais ils ont des laines dont la valeur, bien que dépréciée, reste réelle.

Les créanciers n'ont pas avantage à jeter brutalement sur le marché toute cette marchandise. Ils attendent. Ils y ont intérêt, car l'importation n'a rien eu d'exagéré que ses prix d'achat. Comme quantité, elle est moyenne, et les cours seront appelés à se relever.

Les dividendes, en fin de compte, furent beaucoup plus élevés qu'on ne pensait.

Si la leçon fut rude pour Roubaix-Tourcoing, elle ne fut pas mortelle. Les deux places, grâce à leur vigoureuse constitution, sortirent victorieuses de l'épreuve. La publication de la cote fut reprise au bout de quelques jours, et le terme ne tarda pas à remonter.

§ 3. — Mesures prises par la Caisse de liquidation.

Il nous faut maintenant examiner quelle fut, au cours de cette crise, l'attitude de la Caisse de liquidation ? Comment a-t-elle compris son rôle ?

Beaucoup pensent qu'elle n'avait pas à intervenir, qu'elle devait considérer les pertes des uns avec la même indifférence que les bénéfices des autres, garantie qu'elle était par les dépôts et le mécanisme automatique des marges. Il était cependant difficile qu'elle n'intervînt pas, étant donné qu'elle seule était capable de le faire d'une manière efficace. Son action fut appréciée diversement. On reconnaît généralement qu'elle fut inspirée par le souci supérieur des intérêts de Roubaix-Tourcoing (1). Certains regrettent qu'elle ne soit intervenue que tardivement.

La caisse considéra qu'il fallait écarter les vendeurs à découvert qui venaient augmenter l'offre déjà beaucoup trop abondante et précipitaient la chute des cours.

(1) V. Delcambre, thèse, p. 159 ; Depitre, *op. cit.*, p. 193, 194, 195.

On ne pouvait cependant songer à fermer le marché en raison du nombre des affaires en couverture qu'il fallait liquider.

Elle éleva d'abord le dépôt original de 1.000 à 2.000 francs, puis le 21 août elle prit la délibération suivante :

« A partir de mardi, 28 août, le dépôt pour chaque opération d'achat ou de vente est fixé à 3.000 francs.

« En outre toute opération de vente ou d'achat qui ne se résoudra pas par une livraison ou une prise de livraison, sera frappée d'une taxe de 5 centimes au kilogramme, soit 250 francs par bordereau de compensation. Tout achat ou toute vente enregistrée avant le 23 courant sera liquidée sous l'empire de l'ancien régime.

« Enfin la caisse refusera d'enregistrer toute inscription aux maisons de commission qui ne lui feraient pas enregistrer toutes leurs opérations sans aucune exception. »

L'élévation du dépôt n'avait pas seulement pour but de mettre la caisse à l'abri de fluctuations brutales toujours à craindre dans les périodes d'affolement. Sa principale raison d'être était d'entraver toute nouvelle opération des spéculateurs tant à la hausse qu'à la baisse.

Les premiers rachetaient les mois rapprochés dans l'espoir chimérique de maintenir les cours à un niveau ne correspondant pas à la situation exacte du marché. Loin d'apporter une solution à la crise, il semble que

ces achats forcés ne devaient que l'aggraver. Non seulement les syndicats absorbent ainsi tout ce que peuvent produire les peignages français, mais aussi une grande quantité de laines étrangères. On vient en effet offrir à Roubaix des laines d'Italie et d'Allemagne, attirées par les achats des syndicats haussiers. Leur afflux ne faisait que surcharger le marché et constituait un danger certain. Les seconds, des spéculateurs ayant perdu à la hausse désireux, de réparer leurs pertes en jouant à la baisse, vendaient des éloignés dans l'espoir de se racheter à des cours encore plus bas. On pouvait en effet considérer qu'en présence du disponible jeté sur le marché, et des stocks de tissus en magasin chez les négociants, les demandes ne reprendraient pas de longtemps. Au point de vue individuel, c'étaient des spéculations légitimes et qui pouvaient réussir. Pratiquées en masse, elles étaient extrêmement préjudiciables à l'intérêt bien compris des deux places. La Caisse de liquidation eût-elle en vue d'atteindre les uns au détriment des autres ? C'est une question qui fut passionnément discutée parmi les intéressés à cette époque. Nous inclinons à penser que la mesure qu'elle prit n'était inspirée que par l'intérêt général. En tout cas et en fait, elle frappait également les uns et les autres.

Le 28 août la débâcle est définitive, quinze maisons de Tourcoing et deux de Roubaix ayant cessé leurs paiements. La caisse prend une mesure radicale (1). « Par

(1) Décision prise par la Caisse de liquidation le 28 août à 10 heures du matin.

délibération du conseil en date de ce jour, à partir de la bourse de onze heures, toute vente nouvelle à découvert ne sera enregistrée que contre le versement d'un dépôt de 10.000 francs. Au cas où le versement du dépôt ne serait pas fait le lendemain avant midi, une amende de 2.000 francs par filière sera appliquée au vendeur. » Les achats et les ventes en couverture demeurent soumis au régime normal du règlement. Il faut entendre par vente à découvert toute opération nouvelle non destinée à liquider un achat précédemment fait.

Malheureusement cette mesure ne pouvait empêcher un opérateur à la baisse de passer un marché en bourse, d'influencer ainsi la cote et le lendemain de se soustraire au paiement du dépôt en refusant de le faire inscrire.

A l'égard de ses clients qui avaient cessé de payer les marges et tombaient par là sous le coup de l'article 13 du règlement, la caisse sut agir avec prudence. Au lieu de les liquider d'office, comme c'était son droit, pour se couvrir, en jetant brusquement sur le marché les filières en souffrance, la caisse les vendit à l'amiable. Elles furent reprises par des maisons qui, ayant antérieurement vendu à terme, consentaient à se couvrir ainsi de leurs engagements.

Au cours du krach la caisse de liquidation fonctionna sans donner aucun mécompte. Pas un opérateur ne perdit par le fait de l'insolvabilité de sa contrepartie, et la caisse elle-même ne fut jamais en perte

dans les quelques exécutions auxquelles elle dut procéder. Ce qui prouve que, en tant qu'organisme de liquidation et de garantie, elle remplit parfaitement son rôle.

Quant à la crise elle-même, les faits démontrent qu'elle ne lui est en rien imputable, qu'elle n'est même pas autant qu'on le dit imputable au terme, mais à la spéculation au comptant consistant dans des accumulations de stocks à des prix excessifs. Les véritables désastres financiers ont été causés par la réalisation forcée de ces stocks à des prix effondrés. Mais au moins chacun n'encourut que les risques auxquels il s'était exposé sciemment, sans que ces risques fussent aggravés par l'insolvabilité des contre-parties.

SECTION II. — **Campagnes contre le terme sur peignés en 1900-1901.**

I. — *Les chambres de commerce et les pétitions anti-termistes.*

La crise de 1900 déchaîna de nouveau, plus violentes à raison des pertes considérables subies par le monde lainier, les mêmes récriminations qui s'étaient fait jour dans les moments de baisse de la période précédente.

La campagne fut vivement menée par un Comité formé à Reims qui organisa un vaste pétitionnement dans toute la France et aussi à l'étranger. Ce Comité comptait parmi ses membres quelques-unes des person-

nalités qui avaient, en vain, quelques années auparavant entrepris de créer un marché à terme sur la place de Reims.

En face de lui se constitua un Comité de défense du centre lainier de Roubaix-Tourcoing. Ce dernier syndicat représentait 1.154 unités peigneuses employant 11.540 ouvriers ; de nombreux négociants en tissus faisant pour 90 à 100 millions d'affaires par an ; des fabricants de tissus de Roubaix surtout, représentant 18.058 métiers et employant 17.316 ouvriers ; des filateurs de laines représentant 547.000 broches et 9.990 ouvriers ; six teinturiers apprêteurs des deux villes avec 4.650 ouvriers ; trente-quatre négociants en laines faisant annuellement de 180 à 200 millions d'affaires.

Le but de ce Comité n'était pas de défendre le marché à terme à tout prix, sa thèse était celle de la chambre de commerce de Roubaix, à savoir : Le marché à terme devait être maintenu tant que subsisterait le marché d'Anvers, et tant que continuerait à fonctionner officieusement celui de Leipzig.

Le Comité rémois faisant supporter au marché de Roubaix toute la responsabilité de la crise, demandait la suppression *hic et nunc*, de ce marché sans attendre que l'on prît des mesures analogues à l'étranger. Il insistait auprès de ses représentants au Parlement (M. Mirman) pour que ceux-ci exigeassent au besoin la

disjonction de la question du terme sur peignés de celle du marché à terme en général (1).

« Il (le terme) s'est mis hors la loi par ses abus, une seule chose s'impose et est demandée par tous, sa suppression. » Il invoquait également les intérêts de l'agriculture.

Il semble bien que par le mot « abus » le syndicat voulut dire purement et simplement la baisse. Car nous ne trouvons dans les pétitions aucun nouvel argument permettant de conclure à la culpabilité exclusive ou même principale des organes directeurs du marché.

Quoi qu'il en soit le Comité rémois organisa un referendum dont il se servit non sans exagération pour appuyer sa pétition aux pouvoirs publics.

Il reçut les adhésions de chambres de commerce, d'associations ouvrières, de départements, de comices agricoles, de syndicats étrangers.

La plupart de ces adhésions que le Comité invoque pour parler au nom de l'unanimité du monde lainier, ne paraissent pas sérieuses. Il y a des noms de simples villages tout à fait inconnus, comme « Saint-Hilaire du Harcouet » qui représente la Manche, et « Bort » le Cantal, pour ne citer que quelques exemples.

Les villes de Lyon et Paris figurent sur sa liste, alors que les chambres de commerce des deux villes, et no-

(1) La question du terme sur marchandises était toujours pendante devant la Chambre depuis la reprise des conclusions du rapport Dron par M. Claude Rajon.

tamment celle de Lyon (1), ont toujours défendu très énergiquement les marchés à terme.

Les procédés employés pour former cette liste d'adhésions de 53 départements, 218 villes, diverses associations ouvrières représentant 200.000 ouvriers, ne sont pas assez connus pour qu'on puisse en prendre les chiffres au pied de la lettre.

Seuls les avis des chambres de commerce, au nombre de 13, présentent quelque intérêt. Celles de Reims, Avesnes, Fourmies, Elbeuf, Sedan, Mazamet, Orléans, celle de Troyes (revenue sur sa première opinion « que les marchés à terme des marchandises sont l'un des éléments vitaux de l'industrie et du commerce, et que sans eux il n'existerait aucune sécurité pour acheteurs et vendeurs »), sont favorables à la suppression soit pure et simple, soit avec institution d'un marché à terme en suints.

En ce qui concerne la chambre de commerce de Tourcoing, elle renouvelle ses vœux antérieurs et prend

(1) Pour le département du Rhône qui figure au nombre des pétitionnaires avec la seule ville de Lyon, le conseil général n'a pas été saisi. La chambre de commerce de cette ville s'était, en 1894 (18 octobre), prononcée énergiquement en faveur des marchés à terme, après la lecture d'un rapport très intéressant de M. Auguste Isaac sur le projet d'impôt frappant les opérations à terme sur marchandises.

Pour le département de la Seine, même procédé. Paris a signé la protestation, mais la chambre de commerce a manifesté officiellement en faveur des marchés à terme.

Pour la Seine-Inférieure, une seule ville a signé, c'est Elbeuf, mais Rouen n'y figure pas.

plus vivement que jamais parti contre le terme : « Le fait, dit-elle, de rechercher dans des opérations aléatoires un profit facile ne nécessitant aucun effort, diminue l'esprit d'initiative et de persévérance, détruit le goût du travail et finit par oblitérer tout sens moral. »

Elle estime que le marché à terme, même limité à la laine brute à l'exclusion de la laine peignée, ne saurait être trop sévèrement réglementé, et que l'une des réformes les plus urgentes à accomplir, serait le rattachement des caisses de liquidation aux bourses de commerce.

Cependant le ministre lui ayant proposé de provoquer la fermeture de la Bourse par décret en attendant la loi organique des marchés à terme, cette Compagnie ne voulut pas entendre parler de cette solution, à moins qu'elle ne s'appliquât également à Roubaix. En fin de compte, les décrets autorisant l'ouverture des Bourses de Roubaix-Tourcoing ne furent pas rapportés, un accord ayant eu lieu entre le ministre et les chambres et tribunaux de commerce des deux villes. L'eussent-ils été, le marché à terme n'aurait pas été de ce fait supprimé.

L'intervention gouvernementale dans la crise de 1900, se borna à cette proposition et à la réglementation de la cote par l'arrêté préfectoral de 1901.

II. — *Interpellation Mirman* (1).

Sur le terrain parlementaire, la question du terme sur peignés fut l'objet d'un vif débat devant la Chambre des députés, le 21 juin et le 9 juillet 1900. MM. Mirman, Pasqual, Dron, Amédée Reille, Motte, Balsan, etc., y prirent part.

M. Mirman, porte-parole du syndicat rémois, demanda au gouvernement quelles mesures il comptait prendre pour mettre un terme aux abus qui se commettaient dans les ventes publiques de laines peignées à Roubaix.

On n'apporta guère d'arguments précis contre l'institution du terme sur peignés au cours de cette interpellation. Mais l'on abusa un peu des effets oratoires. On se servit exagérément aussi du chiffre (dont la valeur ne laisse pas que d'être fort contestable) de 250.000 ouvriers qui auraient signé la pétition du syndicat rémois. On incrimina la « maison de jeu », la « roulette », le « tapis vert » de Roubaix. On fit un sombre tableau de la situation faite aux industries et aux ouvriers réduits à la misère, par le fait du seul marché à terme produisant une baisse inattendue et injustifiée.

M. Motte (1), député, maire de Roubaix, n'eut pas de peine à démontrer que le terme n'était pas si coupable qu'on le faisait, et à faire ressortir les véritables causes

(1) *J. off.* des 23 juin 1900, compte rendu *in extenso*, p. 1591 à 1602, — et 10 juillet 1900, p. 1883 à 1897.

(1) *J. off.*, séance de la Chambre du 22 juin 1900, Compte rendu *in extenso*, p. 1597-1602.

de la crise que nous avons analysées plus haut. Quant aux chômages dont on abuse pour faire appel, contre l'institution du terme, aux sentiments humanitaires de la Chambre, il a, déclarait-il, des causes permanentes : « la fermeture des débouchés étrangers et la politique protectionniste suivie depuis 1892 et funeste pour l'industrie de la laine, industrie d'avant-garde ayant dès lors des exportations à l'étranger s'élevant à 55 0/0 de la production ». De fait le chômage est un mal chronique pour les industries lainières, et les ouvriers n'ont pas été seuls à pâtir de la diminution des exportations. Les filatures de la région de Fourmies, entre 1892 et 1900, ont perdu 35 à 40 0/0 de leur valeur et n'ont cessé de passer de mains en mains.

« On a perdu, disait M. Motte, de 1892 à 1900, 7 millions de kilos de tissus à l'exportation ». C'est l'exportation des tissus fins qui est atteinte principalement, parce qu'ils exigent une main-d'œuvre de longue durée, une main-d'œuvre ancrée et fidèle. Or la grève éclate à tout propos et l'ouvrier change de maison trop souvent » ; d'autre part le coût de la main-d'œuvre est plus élevé en France qu'à l'étranger, et la population de la France n'augmente pas. On a donc fabriqué plus de tissus cheviotte communs qui sont plus vite filés et plus vite tissés que les étoffes fines. Toutes ces causes sont de nature à aggraver les chômages.

M. Motte par ailleurs ne se montrait pas partisan irréductible du terme. Sa thèse était celle de la chambre

de commerce de Roubaix, à savoir que le marché de Roubaix-Tourcoing n'avait sa raison d'être que tant que subsisterait celui d'Anvers. Si ce dernier disparaissait, il s'engageait à poursuivre la fermeture de celui de Roubaix.

M. Dron reprit entre autres arguments celui de l'illégalité du marché à terme sur laines peignées et suggéra deux moyens détournés de supprimer ledit marché :

1^o Interdiction par le gouvernement aux magasins généraux de magasiner les peignés destinés au terme ;

2^o Rapporter les décrets ouvrant les Bourses de Roubaix-Tourcoing.

M. Millerand, ministre du commerce, mit très nettement les choses au point. Il se refusait à fermer les Bourses de Roubaix-Tourcoing parce que les opérations qui s'y faisaient étaient reconnues légales par la loi de 1885. Il mettait la Chambre en garde contre une suppression trop hâtive réalisée par une loi votée en fin de séance sans discussion et sans étude sérieuse, sous l'empire des passions du moment.

Ce que voulaient le Comté rémois et ses porte-parole, c'était la suppression immédiate du terme sur peignés sans attendre la loi générale en préparation au sein de la commission des marchés à terme. M. Mirman déposa donc, devant l'attitude du ministre, la proposition suivante à laquelle se rallia M. Dron : « Un mois après

la promulgation de la présente loi, le marché à terme sur la laine peignée sera interdit, à moins qu'il ne s'agisse d'affaires négociées avant cette date. Toutes les affaires négociées antérieurement ne pourront être liquidées audit marché que dans les 12 mois qui suivront la date de la promulgation de la présente loi. »

Cette proposition fut, malgré une vive opposition de la part de son auteur, renvoyée à l'examen de la commission des marchés à terme, chargée d'examiner la proposition Dron-Rajon. C'était l'échec de la campagne. Le syndicat rémois espérait, quand viendrait en discussion le projet élaboré par la commission, réussir à faire disjoindre la question du terme sur peignés de celle des marchés à terme sur marchandises en général.

Deux membres de ladite commission, MM. Meyer et Honoré Leygues, firent une enquête à Roubaix et à Tourcoing en novembre 1900.

Ce rapport et le projet de loi furent déposés le 10 décembre 1901 sur le bureau de la Chambre, mais ils ne vinrent jamais en discussion.

*Projet présenté au nom de la commission par
M. Honoré Leygues (10 décembre 1901).*

Nous rappellerons simplement ici que ce projet, un des plus complets qui aient été proposés sur la question de la réglementation du terme en général, soumettait la création des marchés à terme à l'autorisation gouver-

nementale, avec certaines formalités et sous peine de nullité des opérations (art. 1, 2, 3, 4 du projet). De même que le projet présenté par la première commission en 1897, celui de 1900 confiait la réglementation du marché : 1° à un règlement d'administration publique en ce qui concerne l'inscription et la liquidation des opérations, l'établissement des types, la publication des cours officiels, l'organisation du contrôle de l'Etat et le fonctionnement de la chambre arbitrale dont il prévoyait la création pour assurer le service des expertises et des conciliations ; 2° à un règlement particulier émanant d'une chambre exécutive qui devait avoir la police du marché.

Le projet n'est pas explicite sur les moyens qui devront être employés pour assurer la garantie et la liquidation des opérations et il peut apparaître regrettable qu'il confie aux mêmes personnes les expertises et les arbitrages.

La partie la plus intéressante de ses dispositions est celle qu'il consacre à l'exercice du courtage. Elles semblent caractérisées par le souci de faciliter le contrôle des agents de l'enregistrement.

Les affaires doivent être inscrites sur un registre tenu au siège de la commission exécutive. Ce registre doit être à la disposition des présidents de la commission exécutive et de la chambre arbitrale, des agents de l'enregistrement et des autorités judiciaires, et par opération seulement à la disposition de chaque contractant se

présentant avec un avis d'exécution (art. 10). On a pu dire que cette disposition organise presque la publicité des opérations des intéressés, de leurs calculs, de leurs prévisions, de leur position sur le marché.

L'impôt qui est dans le projet Honoré Leygues de 0 fr. 05 par 1.000 francs, n'est pas tant redoutable par son taux que par l'inquisition qu'il est de nature à justifier, et par les formalités dont il est l'occasion (art. 11, 12, 13).

Enfin le projet punit des peines de l'article 405 du Code pénal tout courtier libre ou inscrit qui aurait :

1° Compromis ou tenté de compromettre la fortune du commettant en donnant contre sa conscience un conseil mauvais ou des renseignements inexacts au sujet d'une affaire à conclure.

2° Ou bien sciemment agi au préjudice du commettant en exécutant un ordre ou en concluant une affaire.

Il complète son système de sanctions par celle-ci qui n'est rien moins que rassurante dans son imprécision :
« Sera puni des peines de l'article 419 du Code pénal toute personne qui, dans une intention frauduleuse, fait usage de moyens, même licites, en vue d'influencer les cours. . . . la peine sera double s'il y a usage de moyens frauduleux. »

Les mêmes peines devront frapper la propagation de faux renseignements soit par la voie de la presse, soit par prospectus, soit par annonces, et l'excitation au jeu de personnes inexpérimentées ou étrangères au négoce.

On a dit que pour ceux des marchés à terme qui seraient autorisés, l'application de ce projet en rendrait le fonctionnement impossible. Il n'était pas, semble-t-il, dans l'intention de ses auteurs d'en permettre l'expérience à l'égard des marchés sur peignés.

Du rapport qui précède le projet nous extrayons en effet les quelques considérations suivantes (1) :

« Nous devons dire que les intéressés ont surtout insisté auprès de la commission sur la nécessité d'un grand marché de spéculation quand ils appartenaient à une ville ayant sur le ou les marchandises objet de marchés à terme, une situation nettement prépondérante, dominante, hégémonienne. Ils ont surtout envisagé dans ce cas l'intérêt national, rejetant avec soin l'intérêt de place en concurrence avec d'autres places françaises. Sur ce dernier terrain, en effet, si l'intérêt de la place possédant le marché à terme paraît admis, on ne devait pas cependant négliger celui des autres places subordonnées, d'où pouvait naître un conflit d'intérêt national. »

Le rapporteur déclare ensuite que les marchés à terme sur marchandises plus ou moins industrialisées, sont franchement mauvais parce que, dit-il, le produit fabriqué ou demi-manufacturé ne peut jamais avoir une application aussi large que la matière première. Il pose ce dilemme : 1° ou bien le type est déterminé

(1) Rapport Honoré Leygues, *J. off.*, annexe à la séance du 29 mars 1901, p. 1284.

assez étroitement, et alors il cause des perturbations dans le marché tout entier suivant que la spéculation amène une production de ce type dépassant les besoins effectifs, ou au contraire suivant qu'il ne s'en produira pas assez ; 2° ou bien le type sera aussi large que possible, d'une application à peu près égale à celle de la matière brute, et alors on enlève toute précision au type.

Pour supprimer le premier inconvénient, on serait conduit à enlever au marché toute son ampleur. Dans la seconde hypothèse, « la modification du type terme vers certaines qualités plus générales n'aura rendu la situation que plus difficile, la généralité même des qualités du type restreignant au lieu d'étendre son application effective. C'est bien là le cas de la laine peignée ».

M. Honoré Leygues conclut que le marché à terme en peigné de Roubaix-Tourcoing doit être supprimé. La seule raison qui pouvait militer en sa faveur, l'intérêt national, est suivant lui annihilée par les dispositions prises à l'étranger (1) « pour se garer des effets

(1) Les mesures dont parle M. Honoré Leygues ne semblent pas avoir produit les résultats qu'il paraît escompter. Anvers n'a jamais manifesté sérieusement la volonté de disparaître, et précisément à cette époque il semble se dessiner en Allemagne un mouvement de réaction contre les effets de la loi de bourse de 1896. Le rapport de notre agent diplomatique à Leipzig constata que « la loi de 1896, en ce qui concerne les bourses de marchandises, a plus nui, contrairement aux espérances de ses auteurs, à ceux dont elle devait protéger les intérêts, qu'à ceux qu'elle avait mission de combattre.

néfastes de l'agiotage sur les peignés de laine et des manipulations qui s'y pratiquent sur les cours ». Cela fait, à son avis, que l'intérêt de Roubaix-Tourcoing ne peut plus être mis en parallèle avec celui des centres signataires de la pétition présentée par le Comité rémois.

SECTION III. — **Réforme de la cote (14 mars 1901).**

Le ministre du commerce, ainsi qu'il le déclarait à la Chambre des députés le 9 juillet 1900, s'était, dès le début de la crise lainière, préoccupé d'employer les moyens qui étaient en son pouvoir, pour remédier à certains abus signalés dans la constatation des cours.

Il s'était refusé à intervenir par un décret contre des opérations reconnues légales par la loi de 1885, mais il pouvait agir sur la cote en vertu des articles 6 et 11 du décret portant règlement d'administration publique du 22 décembre 1866, rendu en exécution de la loi du 18 juillet 1866.

ART. 6. — « La chambre de commerce détermine les

Elle n'a pas supprimé la spéculation, mais elle a déplacé les centres et contraint les négociants soit à transmettre leurs ordres à des places étrangères, soit à remplacer la spéculation au grand jour par une spéculation occulte » (Lecture faite à la Chambre des députés par M. Millerand, ministre du commerce, à propos de l'interpellation Millerand). Le 10 mai 1900, le même agent fait observer que la fermeture du marché sur laines peignées (20 avril 1899) est plus nominale que réelle.

marchandises dont le cours doit être constaté, ainsi que les jours et heures où la constatation doit avoir lieu. » L'article 11 dispose que les Chambres de commerce sont investies, après avis des tribunaux de commerce et de la chambre syndicale des courtiers assermentés, du droit de proposer au préfet qui statue, les mesures nécessaires pour assurer, dans des conditions régulières la constatation des cours.

Le ministre du commerce entreprit donc de rappeler aux chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing, qu'elles avaient le droit de proposer et de faire approuver par le préfet les mesures propres à faire cesser les abus, dans la mesure où leur intervention était légale (1).

De fait ces deux Compagnies avaient abandonné à la caisse de liquidation une partie des pouvoirs que la loi de 1866 leur accordait sur les Bourses (2). C'est ainsi

(1) Lettres du ministre du commerce à la chambre de commerce de Roubaix, des 28 juin et 6 juillet 1900, à celle de Tourcoing du 7 septembre 1900.

(2) Art. 5 du règlement de la Caisse de liquidation de 1897. « Il est créé deux cotes par jour : la première à 11 h. 1/2 à la Bourse de Roubaix ; la deuxième à quatre heures à la Bourse de Tourcoing. Cette dernière cote résume celle du matin de Roubaix et celle de Tourcoing de l'après-midi et sert de base pour l'appel des marges.

« Ces cotes sont arrêtées par des courtiers assermentés de chaque ville de Roubaix et de Tourcoing, admis par le conseil d'administration de la Caisse de liquidation et de garantie pour l'inscription des affaires à terme (art. 30).

« Elles sont établies d'après la moyenne des opérations faites et déclarées à la Bourse de Tourcoing à 4 heures.

« Les cours fixés doivent être affichés à midi et à 4 heures aux

que la caisse pouvait ordonner l'affichage de la cote dans des établissements dont l'administration ne lui appartenait pas. C'est ainsi également que seuls les courtiers agréés par elle concouraient à l'établissement de la cote.

Le ministre ne laissa pas que de s'en montrer surpris.

Mais ce ne fut pas là son seul sujet d'étonnement. Il en trouva d'autres dans certaines des propositions qui lui furent communiquées relativement à la réglementation de la vente en Bourse.

La proposition faite au préfet par la chambre de commerce de Roubaix portait que la cote serait établie chaque jour à Roubaix à 11 1/2 d'après les affaires traitées dans la demi-heure précédente, par tous les courtiers jurés présents, le président de la chambre de commerce et les membres désignés de cette assemblée ayant le droit d'assister à la fixation de la cote pour en contrôler la régularité.

Celles du tribunal de commerce de Tourcoing consulté par le préfet étaient plus complètes. Elles comportaient :

1° La vente à la corbeille.

2° Le droit pour tout commerçant de répondre ou proposer lui-même, sauf à faire consacrer ensuite l'opération par courtier.

Bourses de Roubaix et de Tourcoing, ainsi qu'au siège social de la Caisse de liquidation à Roubaix et à son bureau annexe à Tourcoing. Ils sont communiqués sur leur demande aux journaux de Roubaix et de Tourcoing. »

3° Un registre de Bourse devait être tenu par la chambre syndicale des courtiers, analogue à celui des agents de change (décret du 7 octobre 1890 et 29 janvier 1898, art. 43). Les prix demandés et offerts y devaient être inscrits, puis, et dans tous les cas, proposés à haute voix pendant la bourse à la corbeille.

Dans le cas d'exécution d'une affaire par voie d'application le courtier avant de la réaliser devrait faire constater par un des membres de la chambre syndicale l'absence de demandes ou d'offres plus favorables : le résultat de l'offre devant être constaté sur le registre.

4° Que tout contrevenant fût rayé.

5° Que la cote fût faite en public sous le contrôle et la surveillance de tous les intéressés.

Le ministre du commerce fit observer en réponse à ces propositions : 1° que le droit de tout négociant de proposer lui-même en bourse lui paraissait indiscutable en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté du 22 prairial an X qui ouvre les bourses à tous citoyens et étrangers et de la loi du 18 juillet 1866 qui supprime le privilège des courtiers de commerce ; 2° quant à l'établissement de la cote en public elle ne lui paraissait pas possible. Cette publicité comportant de gros inconvénients et n'étant pas conforme aux textes (règlement d'administration publique du 2 décembre 1866, en application de l'article 73 du Code de commerce et art. 9 de la loi du 18 juillet 1866).

Sous ces réserves, il approuvait les propositions qui

lui étaient soumises et qui passèrent [sauf la 2^e et la 5^e] intégralement dans l'arrêté préfectoral (V. annexe n° 5).

Par la correspondance échangée entre le ministre et le préfet d'une part, et les chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing de l'autre, il semblerait que les pouvoirs publics, établissant une assimilation entre les affaires de valeurs et les affaires de marchandises n'aient jamais pu se faire à l'idée que la majorité des opérations se concluaient en dehors de la corbeille (1). C'est pour-

(1) « La cote officielle a lieu tous les jours à 4 heures à Tourcoing. Tous les courtiers présents y assistent obligatoirement.

« Tous les courtiers agréés ou non par la caisse de liquidation y contribuent. Deux d'entre eux sont de semaine pour assurer le service. Leur rôle est de récapituler les affaires traitées en vue d'établir le cours moyen de chaque mois et fixer la tendance du marché.

« Après la récapitulation des affaires enregistrées, nous procédons mois par mois à l'appel de l'offre et de la demande comme les agents de change le font à la corbeille, et si le résultat de cet appel entraîne des affaires immédiates à un taux supérieur ou inférieur au cours moyen établi, nous fixons la cote sur cette base, si nous jugeons que la quantité offerte ou demandée est suffisante pour justifier cette dérogation au cours moyen.

« Le courtier qui se porte acheteur ou vendeur doit avoir ainsi des ordres effectifs, et prendre ou accorder s'il trouve contre-partie. »

En cas de divergence on vote par mains levées, la voix du président étant prépondérante ; *idem* pour la tendance.

Voici comme on l'entend :

Soutenu. Acheteurs dominant sur plusieurs mois à la cote sans vendeurs.

Ferme. Quand les acheteurs sont nombreux et que les ordres de 0,02 1/2 au-dessus de la cote ne trouvent pas de vendeur.

Faible. Vendeurs nombreux et parfois à 0,02 1/2 en dessous de la cote sans acheteurs.

Calme. Acheteurs et vendeurs peu nombreux, vendeurs dominant.

Lettre du 13 juillet 1900 du président de la Chambre syndicale des courtiers jurés de Roubaix au délégué de la Chambre de commerce de cette ville en réponse à une demande de renseignements sur l'établissement de la cote.

quoi le ministre demande à la chambre de commerce de Roubaix, dans sa réponse à ses propositions, pour quelles raisons elle limite la tenue de la corbeille à une demi-heure seulement ?

Les courtiers de Roubaix-Tourcoing ont toujours protesté contre toute assimilation avec les agents de change, en raison des habitudes commerciales de leurs clients. « Les négociants et industriels de Roubaix, écrit le président de la chambre de commerce de cette ville à M. Millerand le 30 janvier 1901, ne traitent guère d'affaires en laines que par l'intermédiaire de courtiers qui viennent les solliciter chez eux. Il faut donc laisser à ces derniers le temps de préparer les affaires, et à cet effet la première heure de la Bourse n'est pas trop longue. »

Les négociants et industriels n'ont pas en effet le temps d'aller eux-mêmes à la Bourse. Ils ont des courtiers, honorés de leur confiance, à qui ils s'en remettent du soin d'exécuter leurs ordres. Ceux-ci « font la place » pendant les heures qui précèdent la Bourse et font immédiatement inscrire les affaires qu'ils peuvent boucler. Ils n'avaient l'habitude d'apporter à la corbeille que celles qu'ils n'avaient pu conclure. Ils ont toujours tenu à cette pratique parce qu'elle leur permettait de soutenir la concurrence des courtiers libres qui n'allant pas en Bourse auraient eu toute liberté de visiter la clientèle et auraient attiré à eux toutes les affaires.

Contre ces habitudes enracinées, l'arrêté préfectoral fut impuissant, et, en fin de compte, il ne réalisa d'autre réforme que de permettre à tous les courtiers de concourir à l'établissement de la cote sans pour cela briser le lien de dépendance effective qui les attachait et les attache encore à la caisse de liquidation.

Quant au contrôle des chambres de commerce institué par l'article 4 de l'arrêté, celles-ci ne semblent pas avoir mis grand empressement à l'exercer. Par ailleurs et pour la plupart de ses dispositions, l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901 resta lettre morte.

Il donna lieu dans l'application à de nombreuses contestations entre la chambre syndicale des courtiers jurés de Tourcoing et la chambre de commerce de cette ville.

Le but que l'on se proposait d'atteindre par l'arrêté préfectoral, c'était que la cote fût établie de façon à refléter d'une manière aussi fidèle que possible, l'état des offres et des demandes. On instituait la vente à la corbeille dans la pensée que la totalité ou tout au moins la grande majorité des affaires y passerait. En créant un registre de Bourse (art. 1), on pensait imposer aux courtiers jurés, l'obligation d'y inscrire tous les prix offerts et demandés, y compris ceux des affaires bouclées hors bourse par voie d'application. On espérait réaliser ainsi la conception théorique de la cote officielle, expression parfaite, du rapport existant entre les besoins et les quantités de marchandises, à l'aide d'un

prix moyen déterminé pour ainsi dire automatiquement, ayant une réelle valeur objective.

Le résultat fut négatif (1). Les courtiers continuèrent de boucler des affaires hors corbeille qu'ils firent, comme par le passé, enregistrer à la caisse. Mais ces affaires cessèrent d'entrer en ligne de compte pour l'établissement de la cote. Elles représentaient la majorité des affaires traitées.

Devant ce résultat la chambre de commerce de Tourcoing protesta auprès de la chambre syndicale des courtiers. Sa protestation fut, semble-t-il, mal avisée. Elle prétendit, en effet, leur imposer l'obligation de n'enregistrer à la caisse aucune affaire bouclée par eux avant de l'avoir soumise à l'enchère de la corbeille. C'était à coup sûr excessif (2).

(1) Extraits d'une lettre de la chambre syndicale des courtiers assermentés de Tourcoing à la chambre de commerce en réponse à une lettre de celle-ci du 2 avril 1901 qui leur recommandait de se conformer à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901. 4° A propos de la cote établie d'après les prix pratiqués réellement à la corbeille : « Nous devons conclure que les opérations faites dans la journée sont nulles pour la cote et que défense est faite de les publier. En tant que courtier nous pouvons admettre cette interprétation, mais les négociants et intermédiaires seront-ils satisfaits de cette manière de faire qui leur supprime tout contrôle sur l'exécution de leurs ordres. »

(2) « Il ne peut donc être question d'enregistrer en se contentant de les énoncer à la corbeille des affaires faites au préalable. Il est indispensable que les opérations soient traitées publiquement — achats et ventes proclamées à haute voix — devant le public, il vous est donc interdit de faire inscrire à la caisse de liquidation toutes affaires qui n'auraient pas été conclues dans ces conditions » (lettre de la chambre de commerce à la chambre syndicale des courtiers asser-

La caisse de liquidation, en effet, restait libre de n'enregistrer que les opérations conclues suivant ses règlements sans tenir compte de la réglementation de la cote. En ce qui concerne l'enregistrement des affaires, les courtiers n'étaient justiciables que de la seule caisse de liquidation.

Il y eut encore des difficultés à propos des cotes de tendance. Les courtiers y tenaient beaucoup. Ils les justifiaient par la nécessité de renseigner leur clientèle en mettant en parallèle les affaires bouclées hors bourse et celles conclues à la corbeille (V. note, p. 146). La chambre de commerce de Tourcoing voulut en interdire la publication. Elle leur interdit également de coter les mois sur lesquels aucune affaire n'était conclue. Les courtiers répondirent que rien dans l'arrêté préfectoral ne leur interdisait de coter ces mois. Au contraire, puisqu'on leur imposait l'obligation de tenir un registre de bourse où tous les prix offerts et demandés devaient être exactement inscrits, il fallait admettre que ce contrôle impliquait pour eux le devoir de publier une cote, fût-elle même qualifiée « de tendance ». Il importait par ailleurs que les cours de tous les mois fussent constatés ; pour servir d'éléments de statistique, et pour la fixation des dommages-intérêts en justice.

mentés de Tourcoing, 2 mars 1901).

Ibid. « Vous voudrez bien également faire disparaître de vos cotes affichées ou distribuées les cours dits de tendance pour n'y laisser subsister que les cours établis sur la moyenne des prix pratiqués. »

La chambre de commerce de Roubaix ne souleva aucune difficulté (1).

Le résultat obtenu par l'arrêté de 1901 fut donc très précaire. Le seul effet certain fut la disparition de l'article 5 du règlement de la caisse de liquidation (V. p. 143, note 2). C'était là une pure satisfaction d'amour-propre. Car en fait le lien de dépendance qui unissait les courtiers à la caisse de liquidation n'était pas rompu. Si l'on tenait à ce que l'esprit de la réforme fût respecté, on aboutissait à la publication d'une cote sans base sérieuse résultant de quelques offres ou demandes faites à la corbeille. La seule cote intéressante, demeurerait celle établie pour les besoins de la caisse de liquidation, en dehors du contrôle des chambres de commerce, sur la totalité des affaires inscrites.

(1) Lettre du président de la chambre de commerce de Roubaix au préfet du Nord à propos de l'application de son arrêté, *Annales de la chambre de commerce de Roubaix*, année 1901, p. 329.

Cette lettre indique comment s'établit la cote :

1° Pour les mois sur lesquels il y a eu des affaires, la cote s'établit par la moyenne des cours pratiqués à la corbeille ;

2° Sur ceux où il n'y a eu que des propositions. C'est également la moyenne des prix proposés ;

3° Sur ceux où il n'y a eu que des offres sans demandes ou vice-versa. C'est par l'appréciation des courtiers réunis ;

4° Sur ceux où il n'y a eu ni affaire ni propositions, les courtiers s'inspirent des cours pratiqués à la corbeille sur les autres mois en tenant compte des relations existant entre les prix de chacun des mois de l'année.

Au Havre, à Anvers, on cote de même tous les mois. Cependant le président de la chambre de commerce propose une modification à apporter au bulletin de la cote. Ce serait d'y ajouter à côté de la colonne servant aux prix pratiqués deux colonnes, une pour les prix d'achat, une pour les prix de vente proposés.

CHAPITRE III

LES FLUCTUATIONS DU PEIGNÉ DE 1901 A 1908.

LA CRISE DE 1908.

A partir de 1901 et de l'échec des dernières tentatives anti-termistes, le marché de Roubaix-Tourcoing cesse de faire parler de lui pendant sept ans.

Les cours montent à 4 fr. 15, en décembre 1900, retombent à 3 fr. 90, en février 1901, remontent ensuite péniblement, avec des fluctuations assez notables en 1903, mais d'une façon presque continue jusqu'au cours de 5 fr. 30, en décembre 1904.

C'est que Roubaix-Tourcoing se remettent lentement de leurs pertes. Pendant les premières années qui ont suivi le krach, la liquidation a été pénible.

Le marché à terme s'est ralenti. De 79.005.000 kilos qu'il enregistrait en 1900, il tombe en 1901 à 17.745.000 kilos, et en 1902 à 9.670.000 kilos seulement. Pendant les années 1903-1904, il enregistre 17.155.000 kilos et 19.870.000, alors que les chiffres du conditionnement n'indiquent pas de diminution correspondante. On se sert peu du terme parce qu'il n'y a pas de courant bien déterminé.

Jusqu'en 1905, les années sont mauvaises,

Ce n'est pas que la matière première soit surabondante. « La quantité de laine lavée à fond mise annuellement à la disposition de nos manufactures tend à se fixer vers 100 millions de kilos, chiffre qui correspond assez exactement aux besoins actuels de l'industrie française. Elle a été de 95 millions en 1902 et 96 millions en 1903 (1). » Mais la mode persiste dans la recherche des tissus faits de laine croisée, vers lesquels elle s'était tournée en présence de la hausse excessive de 1899.

Or Roubaix-Tourcoing sont spécialement outillés pour le travail de laines fines, et leurs périodes de prospérité ont coïncidé avec celles où les demandes de tissus fins étaient abondantes.

En 1903, les pertes de la filature furent très élevées et les prix de façon baissèrent considérablement, les tissus de leur côté ne furent pas moins atteints.

La même tendance en faveur des laines croisées communes persiste en 1904. C'est une année mauvaise pour la filature de laine peignée. Les filatures de Roubaix-Tourcoing et celles de Fourmies incomplètement alimentées, ont dû subir de nombreux chômages partiels, sauf pendant les trois derniers mois pour lesquels le tableau des fluctuations des cours du peigné accuse une hausse de 15 centimes.

(1) Commission permanente des valeurs de douane. Rapport de M. A. Picard, session 1904.

Au contraire la filature de laine cardée fit une assez bonne année.

Pour le tissage, l'année 1904 fut médiocre, bien que un peu meilleure que la précédente. Les tissus classiques furent peu demandés et il s'en suivit des chômages assez nombreux. La demande se porte toujours sur les articles de laine croisée commune ou de laine cardée. Aussi le prix de la laine peignée reste-t-il à peu près stationnaire.

A partir de 1905, l'industrie de la laine peignée semble reprendre vigueur. Le peigné est presque constamment à la hausse. S'il tombe de 5 fr. 65 en octobre à 5 fr. 45 en novembre, il s'élève aussitôt après et d'une façon ininterrompue au cours de 6 fr. 25 en quatre mois. L'atonie commerciale de l'année précédente a disparu. Les prix de vente se sont élevés à la fin de l'année d'une façon très sensible pour les peignés, les fils et les tissus.

A la fin de 1905 la filature de laine peignée était en possession d'ordres pour plusieurs mois.

Les centres de Roubaix-Tourcoing furent largement occupés pendant toute la campagne par la fabrication spécialement des tissus de fantaisie classique pour costume genre tailleur.

« Dans le nord, dit le rapport de la commission des valeurs de douane, le flot des commandes s'est porté sur les voiles, sur les mousselines de laine et notamment sur les mousselines à destination du Japon. »

Il y a donc une reprise des affaires en laines peignées

fines et le terme s'en ressent. Il enregistre cette année là 24.815.000 kilos.

Cette reprise s'accroît de 1906 à 1907 et le cours du peigné qui était de 6 fr. 25 en avril 1906 après une panique qui avait pendant le deuxième semestre de 1906 amené les cours à 5 fr. 65, avait regagné d'une façon constante en octobre 1907 le cours de 6 fr. 25.

C'est à partir de ce moment que se produit une baisse inattendue qui constitue la crise de 1908. Il ne semble pas possible d'assimiler la crise de 1908 à celle qui l'a précédée.

En 1899, il y a eu un emballement à la hausse qui s'est traduit par des achats à un pays de production à des prix trop élevés. Le chiffre des laines conditionnées dépasse de 10 à 12 millions de kilos la moyenne des années précédentes, et cependant l'année 1899 avait été une année de production moyenne. On avait craint une disette presque complète de laines fines.

Au cours des années 1905, 1906, 1907, il n'y eut rien de pareil. La moyenne des transactions à terme n'a rien d'excessif si on la compare aux chiffres qui ont été atteints entre 1888 et 1900. Si en 1906, on enregistre 11 millions environ de kilos de plus que l'année précédente, cela tient à la panique qui s'est produite de mai à juillet. Parce que au rebours de ce qui se passe en temps de hausse, les transactions à terme sont beaucoup plus abondantes en temps de baisse. Mais l'année 1907, qui voit reprendre les prix d'avril 1906, n'enregistre

plus que 26 millions 805.000 kilos traités à terme. D'autre part les chiffres du conditionnement sont fixés depuis trois ans aux environs de 50 millions de kilos de peignés, accusant une certaine diminution sur les années précédentes.

L'industrie était dans une période de prospérité, mais de prospérité calme. Voici comment l'apprécie M. Grandgeorge dans son rapport de 1907 à la commission des valeurs de douane. « Cette grande industrie paraît être entrée dans une vie nouvelle, une ère d'activité sage, sans ces exagérations qui amènent les crises, et de bénéfices modérés suffisants à rémunérer largement le travail, mais n'excitant pas l'esprit d'entreprises et de spéculations téméraires. Il semblerait qu'après de longs jours douloureux, notre industrie lainière a traversé en 1905 une période de convalescence pour retrouver en 1906 la santé et la force naturelle à sa bonne constitution ».

La hausse pendant cette période n'a été nullement causée par la spéculation. Elle répond à des besoins normaux, l'offre et la demande s'équilibrent avec une légère tendance de la demande à dépasser l'offre. Les stocks de peignés ne sont pas excessifs, si nous nous en rapportons aux chiffres des entrées et sorties des magasins généraux de Roubaix, par rapport à ceux des années de prix bas.

La situation de la filature à façon de laine peignée pendant l'année 1906 et surtout 1907, fut excellente,

grâce à d'importantes commandes pour le compte de l'Allemagne.

La filature à forfait fut moins favorisée, parce que la hausse des peignés avait précédé celle des filés.

Quant au tissage, il fut pendant la même période tout aussi occupé que la filature. Seulement, on constate l'abandon complet des tissus classiques, dont la consommation permanente permettait à la prévoyance commerciale de s'exercer.

En somme, au moment où commence la baisse, on se trouve en présence d'un fort mouvement d'affaires qui maintient depuis plus d'un an la laine peignée à des prix élevés, mais qui ne semblent pas être surfaits.

La cote qui était entre 6 fr. 25 et 6 fr. 30, en octobre 1907, tombe directement à 5 fr. 25, le 10 janvier 1908, remonte à 5 fr. 40, à la fin de ce mois, se maintient péniblement au cours du mois de février, puis des premiers jours de mars au 15 juin baisse de 1 franc, remonte en 5 jours de 15 centimes pour retomber et s'arrêter au cours de 4 fr. 10, le 30 mars. A partir de ce moment la cote remonte pendant tout le mois de mai, elle reste stationnaire pendant tout l'été et reprend au mois d'octobre, au moment où l'on commence à vendre les laines de nouvelle teinte, un mouvement ascensionnel qu'elle n'a pas abandonné depuis.

Quelle est la cause de la crise ? Pour les uns c'est le terme avec les ventes à découvert. Pour d'autres, c'est la crise américaine qui a eu sa répercussion sur le mar-

ché de Roubaix comme sur beaucoup d'autres. Il semble qu'il y ait du vrai dans les deux opinions.

Les succursales des exportateurs de tissus en Amérique avaient, au moment de la crise, leur plein d'étoffes non vendues ou retirées, à cause de la disette monétaire. Les suspensions de paiement qui se produisirent dans les banques américaines eurent leur répercussion fâcheuse en Europe même. L'année 1908 fut mauvaise pour bien des branches du commerce parisien, par suite de la disparition de la clientèle. La couture notamment en souffrit.

Il y avait donc une gêne dans les transactions en raison de la solidarité qui lie les marchés monétaires et de la répercussion de ceux-ci sur les bourses de marchandises.

Cette gêne avait pour effet de suspendre la remise des ordres en tissus et en fils, bien que selon toute apparence la consommation ne fût pas sursaturée. En tous cas on ne constate pas en 1908, comme en 1900, un changement de la mode radical, et il n'y a pas application de la loi économique de substitution à raison des prix trop élevés de la matière première.

Si l'on ne peut prétendre, comme en 1899-1900, que les prix d'achats aux pays de producteurs ont été exagérés, il est certain que la même crainte qui avait en 1899 poussé aux emballlements à la hausse, la crainte de manquer de mérinos, avait commencé à se manifester de nouveau.

Il n'était peut-être pas exact d'affirmer en 1908, ainsi que le faisaient certaines maisons adversaires du terme, que la production de la laine allait sans cesse diminuant dans le monde depuis 1899, année d'apogée d'une période pendant laquelle la production n'avait cessé de croître (1), car si les années 1903 et 1904 avaient été déficitaires, la production en 1906 avait donné le chiffre le plus élevé qui ait été atteint pendant la période décennale 1897-1906 (2). D'autre part, le total des laines peignées conditionnées en 1908 accuse une augmentation de 5 millions environ de kilos sur la moyenne des trois années précédentes. Sans doute cette augmentation n'était-elle pas si considérable qu'elle ne pût être facilement absorbée par les commandes dont le courant paraissait très fermement établi en 1907. Mais il faut reconnaître que lorsque ce courant vint à cesser, elle ne constitua qu'une gêne de plus pour le marché.

Quant à la spéculation en baisse, elle s'est sans doute servi de l'occasion que lui offrait la crise américaine, pour accentuer le mouvement, mais ce n'est probablement pas tant sous l'effet de ventes à découvert que la baisse s'est produite que par la nécessité où se trouvaient certaines maisons de réaliser leur stock. Un syndicat d'acheteurs essaya bien d'enrayer la baisse. Il

(1) Il est curieux de remarquer qu'en 1900, on disait au contraire que la production de laine était en décroissance.

(2) V. rapport de M. Grandgeorge à la commission des valeurs de douane, session 1907.

avait réussi en 1907 parce qu'il n'avait en face de lui que des joueurs. Mais en 1908, il dut plier sous le poids des livraisons réelles.

Le tableau des fluctuations du peigné en 1908 nous permet de suivre presque au jour le jour la marche des événements.

Du 1^{er} mars au 30 avril la baisse a été de 1 fr 10 environ. Pendant ce même temps on a conditionné pour le terme 1.029.620 kilos, 543.448 en mars et 486.172 en avril. Pendant les mois de janvier et février, le graphique présente l'aspect d'un pallier produit par le maintien momentané des prix, les chiffres des conditionnements en vue de livraisons ont été bien moindres. De même quand les cours remontent, en mai il y a encore de nombreuses livraisons qui s'expliquent en partie par le nombre des ventes faites dans les premiers mois de l'année. Mais elles sont moins importantes que sur les deux mois de grande baisse, et au fur à mesure que ces opérations se liquident, elles deviennent de plus en plus faibles. C'est ainsi qu'en août on ne conditionne que 107.564 kilos pour le terme. En septembre, 189.000 kilos environ ; en octobre, 112.000 kilos. Mais alors la baisse est enrayée depuis longtemps.

Seulement, il convient de remarquer que le 1^{er} avril on a tenté, à Roubaix-Tourcoing l'application d'un nouveau règlement très restrictif du jeu, et que cela a eu pour effet de restreindre le nombre des transactions

à terme dans des proportions considérables (1), à partir de mai et surtout de juin.

Il n'est cependant pas probable que ce soit là la véritable cause de l'arrêt de la crise s'expliquant par l'élimination des joueurs. Nous verrons, en effet, que le règlement élaboré en 1908 fut d'une application plutôt précaire. L'arrêt de la baisse s'explique tout naturellement par ce fait qu'elle n'était pas justifiée par aucune cause profonde comme en 1900.

La crise de 1908 n'a pas, comme celle de 1900, causé de ruines retentissantes. Il y a eu des pertes pour l'industrie par suite de la raréfaction des commandes. Certains industriels durent liquider des stocks trop abondants et dépréciés, qu'ils avaient fait en vue d'une persistance des ordres de la clientèle, et de ce fait furent très éprouvés.

Mais la crise n'atteignit pas aussi profondément qu'on le disait alors l'industrie lainière, et dès que le malaise monétaire fut dissipé, on vit au mois d'octobre, au moment où les affaires de laine reprennent au terme, et où commencent les ventes en Australie, la cote se mettre à la hausse. Depuis la hausse a persisté avec un déport assez accentué qui s'explique parce que les stocks sont absorbés très facilement au jour le jour par la fabrication pour les besoins immédiats, ce qui fait que les éloignés sont moins demandés que les rapprochés.

(1) V. Annexe 6, tableau.

La crise de 1908, comme les précédentes, suscita le réveil des anciens griefs contre le terme. Cependant la campagne qui se dessinait au commencement de 1908, n'eut pas le temps de revêtir le même caractère d'acuité que les précédentes. Les chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing prirent dès le début l'initiative d'une réforme, la plus importante qui ait été tentée, et la plus intéressante par les tendances de ses auteurs.

TROISIÈME PARTIE

LA RÉFORME DU MARCHÉ EN 1908

GÉNÉRALITÉS.

La période 1908 marque une évolution notable dans la question du marché à terme des laines peignées et surtout dans l'esprit des partis en présence.

Jusque-là les chambres de commerce des deux villes ne sont presque pas intervenues auprès de la caisse de liquidation. En tous cas, leur intervention ne s'est jamais transformée en une collaboration plus ou moins étroite.

Roubaix s'est constamment cantonné dans une neutralité bienveillante à l'égard de la caisse. Tourcoing après avoir été enthousiaste du terme s'est joint à celles des chambres de commerce étrangères qui demandaient à l'intervention législative un remède radical aux abus du jeu.

C'est dans cette voie que l'on chercha longtemps des remèdes. Les luttes furent d'autant plus vives, qu'il se

produisait une réaction des agrariens contre la loi de 1885. On réclamait les solutions extrêmes, sans rechercher les réformes pratiques inspirées par l'expérience des conditions particulières de la place, et réalisées par le concours des bonnes volontés. L'acuité des luttes empêchait d'ailleurs tout compromis, et parce qu'on demandait la mort du marché à terme, on empêcha peut-être qu'il ne se réformât lui-même.

En 1908, au contraire, dès que les premières plaintes se manifestent, les partis en présence semblent s'être rendu compte de l'intérêt qu'ils auraient à s'entendre. La chambre de commerce de Tourcoing, d'une part, est revenue de son opinion de 1900. Celle de Roubaix se décide à intervenir. La caisse de liquidation accepte de collaborer avec ces deux Compagnies. C'est là un changement notoire qui n'est pas dû, semble-t-il, qu'à une éclosion subite et spontanée de bonne volonté, mais aussi à la crainte de voir se produire une intervention des pouvoirs publics.

Les intéressés paraissent avoir entendu les avertissements éclairés qui leur étaient adressés depuis la dernière crise. Ils envisageaient avec défiance l'immixtion dans leurs affaires d'autorités peu compétentes et redoutaient par dessus tout l'adoption sous la poussée de l'opinion publique de mesures aussi exclusives que les abus qu'elles auraient pu viser. C'est ainsi que l'on décida de tenter un essai de réglementation destiné à moraliser le marché.

Les adversaires irréductibles du terme sur peignés, tels que Reims, devant l'initiative prise par Roubaix-Tourcoing, semblent en même temps perdre de leur intransigeance d'autrefois. Ils acceptèrent d'éprouver la réforme avant de poursuivre la suppression définitive du marché à terme.

L'on s'est rendu compte que le marché à terme est passé dans les mœurs, et qu'il offre des avantages certains, qu'il a contribué à la prospérité de Roubaix-Tourcoing. On se propose un but idéalement beau : conserver tous ses avantages en supprimant le jeu.

Il ne faut pas s'illusionner sur la portée de la réforme, elle n'en est pas moins remarquable parce que c'est la première manifestation d'une collaboration qui ne peut être que très avantageuse pour les intéressés dans l'avenir.

Avant d'étudier le règlement élaboré en 1908 par les chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing et afin d'en mieux saisir le sens et la portée, il nous faut présenter dans une sorte d'ensemble les critiques qui furent adressées au marché à terme de Roubaix-Tourcoing au cours de son histoire.

Les réquisitoires que l'on a à différentes reprises dressés contre le terme sur peignés, comprennent des arguments de différentes natures.

Les plus impressionnants ont été tirés du fait même des crises traversées par la laine, pour créer un vif mouvement d'opinion contre les transactions à terme.

L'étude des faits nous a édifiés à ce sujet. Il est seulement équitable de rappeler qu'il y a eu des crises bien avant le marché à terme et que si elles n'ont pas toutes causé des pertes comparables à celles subies par le négoce en 1900, c'est que avant l'établissement du terme, Roubaix-Tourcoing étaient tributaires du marché de Londres où les ventes se font tous les deux mois, tandis qu'en 1900 les achats se font une fois par an aux pays de production.

Dans le premier cas la crise ne portait que sur une partie du chiffre d'affaires, $1/6$ par exemple. Dans le second elle en atteint la totalité et porte à plein. A côté de ces arguments de fait, et en connexion intime avec eux, on en a dressé qui offrent des caractères plus théoriques et une portée plus générale. C'est ainsi que le thème commun de toutes les pétitions dirigées contre le terme sur peignés, c'est la spéculation, le jeu, l'agiotage, sans que d'ailleurs on assigne à chacun de ces termes un sens bien défini. L'on ajoute que le marché à terme sur laines peignées est fatalement entraîné vers ces abus par l'organisation favorable au jeu de la caisse de liquidation, et par des écarts qui sont tolérés sur le type pour les livraisons.

Lorsque nous entrerons dans le détail des arguments, nous leur opposerons les réponses qui y furent faites de façon à donner une idée des différents courants qui se partageaient le monde lainier au moment de la réforme tentée en 1908.

Mais auparavant nous examinerons deux arguments qui ont présenté surtout un intérêt de tactique, au cours des campagnes antitermistes, l'intérêt de l'agriculture et de l'industrie nationales. Nous étudierons enfin l'argument tiré de l'illégalité des marchés à terme sur laines peignées au point de vue administratif.

CHAPITRE PREMIER

SECTION I. — **Le marché à terme et les ventes publiques.**

On a invoqué à différentes reprises, pour demander la suppression du terme sur peignés, l'irrégularité de ce marché. M. Dron fut l'inventeur de cet argument (V. 2^e partie, p. 400). Il l'exposa au ministre pour la première fois le 30 octobre 1895. Il le développa de nouveau devant la Chambre des députés au cours de la discussion de l'interpellation Mirman. Cet argument fut encore une fois repris en 1908 et exposé devant la commission extra-parlementaire.

Le marché à terme sur laines peignées, prétendent les adversaires du terme, doit être supprimé, parce que il est illégal, la laine peignée n'étant pas comprise dans la liste des matières premières indiquées par les tableaux annexés à la loi de 1858, comme pouvant être l'objet de ventes publiques aux enchères.

Il y a là une confusion entre la législation de 1858 applicable aux ventes publiques aux enchères, et celle de 1885 qui vise les opérations à terme. M. Millerand, ministre du commerce, la fit lumineusement ressortir

dans sa réponse à M. Dron au cours de la séance de la Chambre du 9 juillet 1900.

Les lois de 1858 et 1885 ont pour objet de régler des opérations très différentes.

La première vise les ventes en gros. Ces ventes ont toujours suscité de vives plaintes de la part du commerce de détail, surtout lorsqu'elles portent sur des objets fabriqués. Une dépréciation subite et trop brutale de ces articles peut compromettre l'existence des manufactures et priver de travail une grande masse d'ouvriers. C'est pourquoi on s'est attaché en principe à n'autoriser ces ventes que pour les matières premières.

Seulement ces ventes publiques en gros, la loi les entoure de nombreuses formalités destinées à assurer la publicité et la loyauté des opérations.

Le lieu, jour, heure, conditions de la vente, ainsi que les quantités de la marchandise doivent être publiés, dans un des journaux désignés pour les annonces judiciaires trois jours à l'avance, et par affiches apposées à la Bourse, au local où a lieu la vente et au magasin où se trouve déposée la marchandise.

Le public doit être admis à les examiner et à les vérifier deux jours avant la vente.

Un catalogue signé par le courtier chargé de la vente, imprimé et délivré à tout requérant doit donner tous les renseignements désirables, notamment sur les époques de livraison, les conditions de paiement, les taxes,

les avaries, etc. Ce catalogue contient en un mot toutes les indications et conditions qui seront la base et la règle du contrat entre le vendeur et l'acheteur, par exemple l'adjudication sur une seule enchère.

Il y aura lieu à revente à la folle enchère aux risques et périls de l'acheteur qui ne paye pas dans les délais fixés après sommation et sans jugement.

Enfin les ventes publiques aux enchères ne se font que par courtiers assermentés (loi du 18 juillet 1866). La loi de 1858 n'a pas prévu les opérations à terme telles qu'elles se pratiquent dans nos bourses modernes, puisqu'elle exige que les marchandises vendues soient réellement consignées et exposées. Elle n'envisage même pas la vente sur échantillons, « les ventes publiques sont des ventes de lots certains, catalogués, affichés, exposés, qu'on peut toucher, qui sont là sous la main ».

Les ventes à terme sont complètement différentes, ce sont des ventes de choses fongibles, représentées par des filières, titres négociables, transmissibles par endossement. D'autre part la loi de 1885 ne limite pas ses effets aux marchandises figurant sur les tableaux portant énumération des marchandises susceptibles de passer en vente publique aux enchères. Enfin les ventes à terme ne sont pas des ventes aux enchères.

M. Edmond Thaller, interrogé sur la question, s'exprime ainsi (1):

(1) *Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants*, juin 1908.

« La législation respective des ventes publiques en gros ne vise que les ventes aux enchères par opposition à la législation restrictive des ventes au détail de marchandises neuves, celles-ci étant interdites en public, soit au rabais, soit à prix fixes proclamés.

« Or la vente en Bourse, même à la corbeille et à cri public, n'est pas une vente aux enchères : il y manque sur le prix offert une concurrence en hausse ou en baisse, qui fait que le marché échapperait à celui qui l'accepte, par d'autres propositions préférables à la sienne.

« J'ai, je prends ; le marché est bouclé, quitte à d'autres marchés à se former à côté du mien et par inspiration du mien. Ce mode d'opérer a-t-il les mêmes dangers qu'un marché aux enchères ? Je n'ai pas à l'examiner. Mais je doute fort que les lois de 1858 et de 1861 que les décrets de 1859 et de 1863 l'aient compris dans leur prohibition.

« Autrement, à quels résultats étranges n'aboutirait-on pas ?... Il faudrait donc en conclure que le marché à terme sur les marchandises est monopolisé aux mains des courtiers. »

« Les ventes publiques sont soumises à la loi de 1858 et au décret de 1863, même lorsqu'elles sont au comptant. La chambre de commerce de Reims prétend-elle défendre les ventes à la bourse de laines peignées, même en disponible ? »

Il paraît donc bien certain que l'argument invoqué

contre le marché à terme de Roubaix-Tourcoing porte à faux. Tout au plus peut-on essayer de soutenir que les ventes publiques aux enchères de laines peignées sont illégales. Mais à cela on a objecté que les laines peignées sont réellement des matières premières, et par conséquent englobées dans la désignation de « laines lavées » qui figure sur le tableau du décret du 18 juin 1863. Ne fût-elle même pas matière première, que ce ne serait pas une raison de l'exclure des ventes publiques.

Le caractère de matière première a été généralement reconnu à la laine peignée tant par le Comité consultatif des arts et manufactures que par les chambres de commerce de Roubaix-Tourcoing.

Lorsque ces deux Compagnies demandèrent en 1877 à M. Ozenne, ministre du commerce, l'autorisation pour les courtiers assermentés de procéder à des ventes publiques aux enchères, de laines peignées, elles étaient d'accord pour reconnaître à ces laines le caractère de matières premières. La réponse du ministre (voir note, p. 100) consacrait leur opinion en s'appuyant sur un avis du Comité consultatif des arts et manufactures. C'est dans cette lettre qu'on vit à tort le fondement légal du marché à terme roubaisien.

La question s'est représentée en 1891 à propos d'une réclamation du syndicat des négociants en blousses et déchets, de Tourcoing-Roubaix, protestant contre l'assimilation faite par voie d'interprétation, des laines pei-

gnées et des blousses aux laines en suint. D'après ce syndicat, si avant l'invention du peignage mécanique, il pouvait en être ainsi, il ne devait plus en être de même depuis que les peignés, à raison du travail mécanique qu'ils subissent, doivent être rangés dans la catégorie des produits manufacturés.

Les chambres de commerce maintinrent leur premier point de vue ; celle de Tourcoing par une délibération très motivée (1) (V. p. 104, note 1).

Cependant en 1896, dans la pensée de faire échec au marché à terme la chambre de commerce de Tourcoing affirmait un avis contraire (p. 103).

En 1908, étant redevenue partisan du terme avec réglementation, elle ne songea plus à invoquer la loi de 1858 et les tableaux annexés.

Quant à la chambre de commerce de Roubaix, elle estima toujours que la laine peignée était matière première, parce qu'elle n'est pas propre à entrer dans la consommation, et ne peut servir telle quelle à aucun usage. Certes l'industrie du peignage représente une somme énorme de capitaux et distribue des salaires considérables. D'autre part la façon de peignage est un des frais les plus élevés qu'ait à supporter la laine au cours de ses transformations ; mais l'industrie du peignage ne donne pas un produit manufacturé. Elle prépare la matière première aux différents emplois qui

(1) Chambre de commerce de Roubaix, *Archives*, 1891, p. 81-82. —
Chambre de commerce de Tourcoing, *Annales*, 30 novembre 1891.

l'attendent. Elle ne la rend pas directement apte à les remplir.

En fût-il autrement, ajoute-t-on, ce ne serait pas encore une raison d'exclusion de la laine peignée des ventes publiques aux enchères (1).

En effet, ni le premier tableau annexé à la loi du 11 juin 1858, ni le deuxième, annexé au décret du 30 mai 1863, ne peuvent passer comme arrêtant définitivement la liste des marchandises susceptibles de passer en ventes publiques. Le texte ni l'esprit de la loi organique ne permettent de le soutenir.

Le gouvernement s'est réservé le droit de modifier les tableaux (par décret rendu en Conseil d'Etat) au fur et à mesure des besoins, en ayant égard aux demandes des chambres de commerce, les nécessités et les intérêts pouvant d'ailleurs varier d'une localité à l'autre.

Un des commissaires du gouvernement, M. Maillefray déclara même que le tableau annexé au projet ne contenait que des matières premières, parce que c'était surtout à l'égard de ces matières énumérées que le projet paraissait utile. Mais, et ce sont les paroles du dit commissaire que nous rapportons, « s'il se présente des circonstances qui puissent faire croire que certaines matières qui auraient reçu une fabrication plus ou moins complète pourraient être utilement introduites

(1) Explications fournies à la chambre de commerce de Roubaix par M. Louis Cordonnier, président de la caisse de liquidation. Séance du 28 janvier 1896.

dans le tableau, cela pourra toujours se faire d'après les termes du second paragraphe de l'article 1^{er} ».

On ajoutait que pour ces modifications les chambres de commerce seraient consultées.

En fait il a été fait usage de cette latitude en faveur de produits manufacturés aux termes de l'article 1^{er} du décret du 7 mars 1863 : « Article 1^{er}. Sont compris au tableau des marchandises qui peuvent être vendues en gros aux enchères publiques, conformément à la loi du 28 mai 1858, dans les villes de Paris, Rouen, Mulhouse et Colmar, les fils et tissus de coton. » Il n'était donc pas impossible, à supposer que l'on ne s'en tint pas à l'avis exprimé par le Comité consultatif des arts et manufactures, que les laines peignées fussent inscrites sur les tableaux annexés à la loi de 1858. De fait c'est dans cette voie, avons-nous vu, que les courtiers ont cherché un moyen de sauvegarder l'existence du terme et la confusion entre les deux législations a été commise également par les partisans du terme surpeignés.

Quoi qu'il en soit, l'argument de l'illégalité invoqué à différentes reprises pour demander la suppression du terme, ne pouvait plus, semble-t-il, être sérieusement repris et soutenu en 1908. Il le fut cependant.

SECTION II. — **Le terme sur peignés et l'agriculture nationale.**

On a demandé la suppression du terme sur peignés au nom des intérêts de l'agriculture (V. interpellation Mirman). Il semble qu'il ne faille voir là qu'un moyen de se concilier les syndicats agricoles et leurs représentants au Parlement. La laine de France doit à ses qualités particulières de « nerf », de « solidité » et à sa production très restreinte d'échapper aux conditions ordinaires de la concurrence. A Roubaix même elle n'entre que pour 2 0/0 dans la consommation. Elle s'achète chez le producteur et sur des marchés locaux où elle est souvent vendue par petites quantités. Elle est très peu sensible à l'influence du terme.

D'un autre côté, il est impossible de prétendre sérieusement que le terme favorise l'importation exotique au détriment de la laine de France.

Il suffit de remarquer que la laine de France coûte en moyenne un tiers moins cher que la laine exotique.

En second lieu, elle est impuissante à alimenter la fabrique, comme qualité et comme quantité.

Comme qualité, ce qui détermine la mesure de son emploi c'est la mode. Les tissus à la mode, ceux qui s'achètent et offrent à l'industrie son débouché, sont composés de fils de différentes natures dans des proportions mathématiquement déterminées pour produire l'effet

voulu. Si la laine de France entre dans cette proportion pour $1/3$, bien qu'elle coûte moins cher que les autres, ce n'est pas la suppression du terme, ni un tarif douanier sévère qui changera cette proportion. C'est uniquement le goût de la clientèle, laquelle se compose pour une bonne part d'étrangers.

Comme quantité, enfin, la laine de France est tout à fait incapable d'approvisionner l'industrie (1). La production de la laine indigène a été en 1889 de 59.704.000 kilos et la consommation de la laine par l'industrie dans le même temps de 236.429.000 kilos. Aucune protection ne peut combler cet écart, et l'intérêt du pays et celui de l'agriculture même s'oppose à toute tentative de ce genre.

Si en effet le mouton est encore rémunérateur dans certaines régions incultes ou peu fécondes, son produit tend à devenir de plus en plus accessoire dès que le sol s'améliore et permet la culture des céréales. Une évolution s'est faite dans les troupeaux. On a cessé d'élever le mouton à laine pour améliorer les races de boucherie et constituer dans des endroits favorisés des bergeries modèles où les éleveurs fran-

(1) V. Discours de M. Motte à la Chambre. *J. off.*, 23 juin 1900, p. 1597 et suiv.

En 1898, il fut employé en France 283.313.000 kilos laines brutes, soit 120 à 130.000.000 kilos de lavées. Dans ces derniers chiffres la France intervenait pour 16.000.000 kilos, encore ces 16.000.000 kilos vont-ils directement la plus part du temps à la draperie militaire, matelasserie aux besoins rustiques.

çais et étrangers viennent chercher à grand prix des étalons de choix pour leurs croisements.

Dans la plupart des pays d'Europe, la plus grande productivité du sol, l'augmentation des surfaces ensemencables a amené la réduction des troupeaux et leur amélioration au point de vue de la boucherie.

SECTION III. — **Le terme sur peignés et l'intérêt national.**

Un second moyen, purement tactique, employé contre le marché à terme de Roubaix-Tourcoing, a consisté à nier l'intérêt national qu'il présente. Ainsi que le reconnaît cependant M. Honoré Leygues dans son rapport à propos de la proposition Dron Rajon, c'est sur le terrain de l'intérêt national que les arguments les plus sérieux ont été apportés par les partisans du marché à terme sur laines peignées. Il serait peut-être plus exact de dire arguments troublants.

On a beau dire, en effet, que le grand marché belge n'est pas une place de consommation et qu'il n'est pas à craindre que le trafic, le terme une fois supprimé à Roubaix-Tourcoing, délaisse ces places et les ports du Havre et Dunkerque pour se porter à Anvers ; il n'est pas sûr que les affaires de couverture cesseront d'être pratiquées, et les livraisons qu'elles entraînent profiteront aux peignages allemands qui sont les clients

d'Anvers... Ce marché n'a jamais sérieusement manifesté l'intention de se fermer, et dans ces conditions serait-il prudent de laisser à la merci des Anversois, c'est-à-dire des peignages allemands, la valeur des matières en route et en magasin, des marchandises françaises en manutention, ou en dépôt dans les comptoirs lointains.

A ce point de vue l'on peut ajouter, sans faire du terme la raison suffisante de la prospérité de Roubaix-Tourcoing, ce qui serait une injustice à l'égard des autres facteurs tenant à la constitution des industries du pays et au labeur éclairé de ses habitants, que ce mode de marché n'a pas encore, en dépit des affirmations périodiques de ses contempteurs, amené la ruine des industries lainières, et qu'il n'a même pas entravé leur développement.

L'expérience seule de la suppression pourrait être concluante, mais comme Roubaix-Tourcoing devraient la tenter seuls, cette solution n'a jamais été sans effrayer les intéressés qui sont parvenus à faire partager leurs craintes aux pouvoirs publics.

Si l'on en juge par l'exemple tiré des premiers mois de 1908, pendant lesquels on a simplement tenté l'application de mesures restrictives sur le marché de Roubaix, on constate que cet exode des affaires vers la Belgique n'est pas un simple mythe. (V annexes). La quote-part de Roubaix-Tourcoing dans le total des

affaires enregistrées sur ce marché et sur celui d'Anvers tombe de 51. 50 0/0 à 21 0/0 de janvier à juin.

Seules quelques places un peu jalouses pourraient voir avec sang-froid la décadence du marché de Roubaix-Tourcoing. Mais cette décadence ne saurait s'effectuer à leur profit. Car ainsi que nous l'avons vu par les chiffres, ce n'est pas à leur détriment que ces places se sont développées. Et si par suite de la suppression du terme le marché des deux villes venait à perdre de son importance, et cessait de pouvoir assurer l'indépendance des industries nationales, il y aurait pour celles-ci des pertes sans compensation.

SECTION IV. — Le terme sur peignés et la spéculation.

Que faut-il entendre par spéculation ? Les syndicats qui ont poursuivi l'abolition du terme sur peigné prodiguent les expressions de « jeu », « agiotage », « spéculation ».

La spéculation, a-t-on dit, c'est la recherche attentive faite pour en tirer parti, des causes qui pourront modifier le rapport de l'offre et de la demande. Ainsi définie la spéculation apparaît comme un acte de haute prévoyance indépendant de la forme et des modalités des contrats auxquels il donne lieu.

Le terme de jeu servirait à qualifier des opérations dépassant les facultés du spéculateur étranger à l'article

sur lequel il opère, et par là même peu qualifié pour les recherches de haute prévoyance dont nous avons parlé.

L'agiotage implique l'idée de manœuvres plus ou moins licites en vue de provoquer des fluctuations et d'en profiter. Il n'est défendu par personne.

La spéculation et le jeu même, au contraire, ont de chauds partisans. En contester l'utilité, c'est s'exposer à être qualifié d'esprit rétrograde. Nous n'avons pas à discuter ou à justifier l'utilité de la spéculation ni du jeu. Nous nous bornerons à constater que l'idée de jeu, comme celle de spéculation, ne sont pas inséparables de l'idée de marché à terme. Le marché à livrer, dont on fait volontiers l'opposé du marché à terme, se prête tout aussi bien que ce dernier à des opérations de jeu. Quand on parle enfin d'opérations fictives, on englobe généralement dans une même réprobation toutes les opérations qui se résolvent par des différences en y comprenant les reports, les arbitrages, qu'il est d'ailleurs impossible de distinguer des opérations plus ou moins frauduleuses destinées à peser sur les cours.

Quant à la question de savoir si le marché à terme a développé la spéculation et le jeu à l'égard des laines peignées, s'il a enlevé toute base sérieuse aux transactions en développant démesurément les opérations fictives, s'il a par là aggravé les fluctuations des cours, entravé la marche normale des affaires et précipité les crises, c'est surtout une question de fait, une question de réglementation. Nous avons vu que la caisse de

liquidation a pris des mesures sérieuses à cet égard. Ont-elles été toujours rigoureusement appliquées? On leur a reproché d'être insuffisantes et inefficaces. Il faudrait pour s'en rendre compte connaître la liste des clients de la caisse et contrôler leurs opérations.

Quoi qu'il en soit de cette question de fait, les adversaires du terme sur peignés affirment l'existence de la spéculation en invoquant des chiffres et certains arguments d'ordre théorique, qui feraient du terme sur peignés, par son organisation même et par les choix d'un type unique comportant des écarts considérables pour les livraisons, un instrument de pur jeu incapable de donner satisfaction aux besoins réels de la fabrique.

§ 1. — Le terme sur peignés et les opérations fictives.

Un spéculateur quelconque peut, disent volontiers les chambres de commerce de Reims, Elbeuf, Sedan, Avesnes, Mazamet, etc..., acheter ou vendre avec 1.000 francs une marchandise qui en vaut 25.000, et sur laquelle il peut tenter, en profitant des fluctuations de cours, ou en les provoquant, de réaliser des bénéfices parfois considérables sans travail, et sans peine. Qui ne voit là pour l'industrie et le négoce un danger des plus graves? Les industriels, les négociants seront tentés d'abandonner le trafic sérieux, réel, qui nécessite des immobilisations de capitaux considérables, qui fait courir des risques et abonde en responsabilités, pour

chercher dans la spéculation des profits plus faciles, d'autant plus faciles qu'ils resteront tout au moins en façade négociants ou industriels. A côté d'eux le marché est envahi par une foule d'étrangers, de non professionnels très dangereux pour la sécurité des affaires, n'ayant d'autre souci que de toucher des différences.

Tous ces spéculateurs, quand arrive un ralentissement dans le mouvement des affaires, à certains moments de gêne, quand par exemple tous les capitaux des importateurs sont engagés dans des achats de laine, soit encore à la faveur d'une crise survenue à l'étranger, pèsent sur les cours par des offres de ventes à découvert. Ils font par exemple en un seul jour des offres considérables à un cours plus bas que la cote, ou font enregistrer avec la complicité d'un courtier ou d'un tiers des opérations à bas prix pour de fortes quantités ; par exemple 100.000 kilos de peignés sur un seul mois à 10 centimes en dessous du cours. Ces opérations répétées pendant un certain temps déclenchent un mouvement de baisse. Des détenteurs de stocks prennent peur et jettent leurs marchandises sur le marché. Une panique peut se produire amenant l'effondrement des cours. Les spéculateurs à la baisse se rachètent et empochent la différence obtenue par la compensation de leurs deux opérations. Les plus adroits les combinent de façon à pouvoir gagner également à la hausse qui suit le mouvement qu'ils ont provoqué.

Ce qui démontre, dit-on, que le terme de Roubaix

n'est qu'un marché de spéculation, c'est que le nombre des livraisons y est infime, comparé à celui des affaires inscrites, ainsi que le montre le tableau suivant publié par la chambre de commerce de Reims (1).

ANNÉES	OPÉRATIONS	PRÉSENTÉ	ADMIS
		A L'EXPERTISE	
3 mois de 1888.....	3,680,000	573,000	437,000
1889.....	37,100,000	4,153,000	2,275,000
1890.....	47,515,000	5,740,000	2,823,000
1891.....	17,390,000	4,390,000	1,770,000
1892.....	28,130,000	3,950,000	1,851,000
1893.....	30,380,000	7,480,000	3,764,000
1894.....	53,460,000	14,390,000	6,734,000
Ensemble....	217,655,000	40,658,000	19,654,000

Son président s'exprimait ainsi : « La production de La Plata pour la saison 1894-1895 a été de 450.000 balles environ, mais il faut en déduire 150.000 balles de laines croisées qui en aucun cas ne peuvent servir au terme et en outre toutes les laines fines à carder les agneaux 2^a et 3^a ainsi que les genres « entre rio et Saltos » qui tous sont employés par la fabrique sans passer par le marché à terme.

« D'après les renseignements les plus précis, les laines de La Plata propres au type unique du terme ne produiraient pas plus de sept à huit millions de kilos de peigné et toutes n'y sont pas vendues.

(1) Chambre de commerce de Reims, séance du 9 décembre 1895, rapport de M. J. Poullot, président.

« Or, d'après les statistiques, on peut voir que du 1^{er} novembre 1894 au 31 octobre 1895, la caisse de liquidation de Roubaix a enregistré 36.155.000 kilos et celle d'Anvers 59.235.000 kilos, soit ensemble 95.390.000 kilos.

« Il serait vraiment intéressant de savoir comment on peut faire pour plus de 95 millions de kilos d'opérations avec 7 ou 8 millions de peigné effectif sans que le jeu n'y entre pour la plus large part. »

Le chiffre des laines admises aux livraisons représente 9 à 10 0/0 du chiffre des opérations. Les livraisons réelles doivent encore être inférieures, car il est certain que les mêmes filières peuvent repasser plusieurs fois sur le marché au cours d'une même campagne. Quoi qu'il en soit de ces chiffres, on a tiré de cette différence entre les chiffres des ventes et celui des livraisons un argument peut-être un peu trop facile mais d'un effet certain.

Le rapport relativement faible des livraisons sur le marché du peigné n'est pas une preuve que la majorité des opérations qui y sont faites consiste en opérations fictives.

Ces opérations sont en grande partie des opérations de couverture, et si elles ne sont pas terminées par la prise de possession de filières type du terme, elles sont, dans la réalité des choses, liquidées par des livraisons de marchandises. Il n'y a pour s'en rendre compte qu'à consulter un tableau montrant, d'une part, le chiffre

des laines peignées conditionnées ; d'autre part, celui des opérations à terme enregistrées pour une même année. On constate que, sauf les années 1894 et 1900, années de crise, le premier dépassa toujours et parfois de beaucoup le second.

N'est-ce pas là une confirmation nouvelle de cette opinion, que ceux-là mêmes qui se plaignent le plus du terme s'en sont mal servi, en s'abstenant de vendre au terme la contre-partie de leurs achats en temps de hausse.

En prenant même des opérations de pur jeu, soit des ventes à découvert, opérations dont on se plaint beaucoup, il n'est pas sérieux de prétendre que l'industrie et le négoce effectifs soient désarmés devant leur influence. Les vendeurs doivent forcément, pour empêcher les différences en leur faveur, se racheter au terme, et ce faisant ils créent une réaction contre la baisse. S'ils exagèrent, ils peuvent craindre d'être « cornés »

§ 2.— Le terme sur peignés et les fluctuations des cours.

Quant à l'instabilité des cours, aux fluctuations de la cote elles n'ont pas attendu pour se manifester l'établissement du marché à terme à Roubaix. Au contraire, on remarque depuis cette époque une diminution des écarts entre les prix maxima et minima de la laine (1). Ce phénomène est mis en lumière par le

(1)-Chambre de commerce de Tourcoing, 1894, *Annales*, séance du

tableau des fluctuations des prix du peigné pour les deux périodes de huit ans qui ont précédé et suivi l'établissement du marché à terme. Ce tableau montre en outre une orientation du marché à la baisse, qui était constante bien avant que fût introduit ce nouveau mode de transactions.

Le rapprochement n'est fait qu'à partir de 1880 parce que les chiffres sont plus certains à partir de cette époque, au moins pour les peignés. A l'égard de ceux-ci nous constaterons que l'écart entre les prix maxima et minima a été de 1 fr. 90 en 1880 et de 2 fr. 50 en 1886.

Si nous remontons plus haut, nos constatations s'appliqueront non plus à la laine peignée, mais à la laine brute. Pour se rendre un compte tout à fait exact des écarts, il faudrait considérer le taux approximatif de rendement des laines en suint par année. Mais on peut, d'une façon générale, établir la comparaison avec les prix du peigné en prenant pour base des calculs le rendement de 34 0/0... correspondant à une matière inférieure comme qualité à celle du type livrable. Nous comprendrons ainsi pourquoi, alors que l'écart est de 1 fr. 90 en 1880 sur la laine peignée, il se trouve de 0 fr. 40 au kilo sur la laine brute la même année.

De 1866 à 1887, le plus grand écart a été de 0 fr. 80

5 janvier. « Il est à remarquer que depuis cinq ans que notre marché à terme existe, les fluctuations dans les cours du peigné ont été moins violentes que pendant la période décennale qui a précédé. »

en 1871, l'écart minimum fut de 0 fr. 08 en 1879 (V. annexe n° 1).

Pendant les sept années qui ont précédé la création du terme de 1880 à 1887, le plus grand écart a été sur la laine brute de 0 fr. 64 en 1886 ; l'écart minimum de 0.091/2 en 1882.

Pendant la période correspondante qui s'est écoulée après la création du terme, le plus grand écart a été de 0 fr. 27 1/2 en 1889, l'écart minimum de 0 fr. 10 en 1895.

Ces chiffres ne font, disent les partisans du terme, qu'illustrer une proposition dont la vérité a été démontrée à l'égard des autres marchés. « La spéculation ne fait pas comme se l'imaginent les personnes étrangères aux affaires, les oscillations des prix, sauf dans les cas, fort exceptionnels en somme, d'accaparement ou d'écrasement du marché, elle les atténue au contraire en répartissant aux époques successives de livraison, les stocks surabondants à certains moments ou en prémunissant les consommateurs contre la panique résultant du vide momentané des entrepôts (1). »

Si l'on a insisté sur cet argument tiré de l'aspect des graphiques avant la crise de 1900, on l'a un peu négligé depuis lors. Pour cette année-là, en effet, l'écart est de 2 fr. 95 (cours moyens). Cet écart sans précédents était de nature à faire abandonner par les partisans du terme sur peignés, la méthode géométrique pour leurs démonstrations.

(1) Claudio Jannet, *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle*, Paris, Plon et Nourrit, 1892.

§ 3. — Le terme sur peignés et les reports.

Ils avaient d'ailleurs d'autres arguments sérieux à faire valoir et notamment l'utilité des reports. Ces opérations ont été vivement incriminées parce qu'elles se résolvent toujours par des différences, et l'on avait cherché à les atteindre dans les différents projets de réglementation des marchés à terme en les frappant d'impôts souvent très lourds (V. projet Dron et proposition Dron-Rajon).

Cependant on invoque en leur faveur des considérations d'une portée générale. On a tort, dit-on, de voir dans l'intervention des capitalistes ou des banques, sur les marchés de marchandises, une ingérence malfaisante. Par des reports, qui sont pour eux de simples placements d'argent, ils remplissent à l'égard de l'intérêt général du marché une fonction éminemment utile en égalisant les cours.

Dès que le stock de peigné correspond aux besoins courants, le report disparaît, et par le fait l'opération de report qui détient la marchandise n'est plus employée. Le peigné ayant la même valeur sur le mois courant que sur les mois suivants est offert immédiatement. Personne n'a plus intérêt à vendre au même cours sur les éloignés ; cette opération ne donnerait qu'une perte d'intérêt sur les mois compris entre le courant et l'époque de la livraison ou de la liquidation.

Si, à la fin de la saison, les stocks sont réduits, la

hausse se fera d'une façon normale par l'accaparement de la marchandise par certains consommateurs pour leurs besoins de la saison suivante. Mais alors la cote s'établira en déport (le terme plus bas que le courant), par suite d'une demande active sur le courant. Les détenteurs de laine auront alors avantage à jeter leur marchandise sur le marché au cours du jour, car ils peuvent couvrir leurs besoins sur les mois suivants par des achats au terme en raison du déport. L'avantage de cette opération variera dans la mesure du déport suivant la tendance du marché, ou l'éloignement de l'époque de livraison.

Ce serait donc un tort grave que de chercher à entraver ces opérations de report soit par un impôt, soit par des mesures prises contre des opérations qualifiées de fictives sous prétexte qu'elles se résolvent par de simples différences.

Si l'on ne peut contester la bienfaisante influence des opérations de report présentées sous cet aspect de report financier, il convient cependant de tenir compte d'un argument souvent exagéré que les antitermistes lui opposent. C'est que le report est de nature, disent-ils, à cacher des opérations fictives dangereuses, à prolonger des manœuvres destinées à influencer les cours en dépit des besoins réels du marché.

Des opérateurs à la baisse peuvent ainsi continuer à peser indéfiniment sur les cours en maintenant des stocks fictifs et amener en fin de compte une panique.

Cela ne paraît pas tout à fait exact. Le report, en tant qu'il prolonge l'action d'un opérateur à la baisse, ne semble pas de nature à la déchaîner en dépit de besoins réels persistants du marché. Si les circonstances n'ont pas changé, il n'y a pas de raison pour qu'une vente à découvert, une vente fictive même qui à son échéance n'a pas produit la baisse, atteigne ce résultat par un report à plus ou moins longue échéance. Il faut considérer d'autre part que ces reports de situations se font dans la pratique par l'enregistrement d'une opération liée : achat et vente, et qu'indépendamment de la différence qui ressort au détriment de celui qui se fait reporter, ils sont soumis aux conditions ordinaires de l'inscription des opérations par la caisse de liquidation (déposits et marges) : Les reports sont donc toujours onéreux.

§ 4. — Rôle du terme en temps de crise.

Dans les moments de crise, ajoute-t-on, le rôle du terme est éminemment bienfaisant.

La crise commence dès le moment où l'on ne trouve plus d'acheteurs aux prix pratiqués. Ces acheteurs ne savent plus alors que faire de leurs marchandises. Pour faire face aux échéances ils se précipitent vers les banques pour obtenir des crédits et des renouvellements de crédits. Pour sauvegarder leur encaisse, celles-ci augmentent le taux de l'escompte. Privée de crédit la spéculation doit liquider et livrer.

Mais dès ce moment, les consommateurs de laine, mis en défiance par l'arrêt de la hausse, s'abstiennent. Personne ne veut plus prendre de laines en charge. Le marché du disponible se ferme. Cependant que les échéances des achats approchant, les nécessités de réalisations se font de plus en plus impérieuses, il faut vendre une partie des achats à tous prix. Cette nécessité est d'autant plus impérieuse que la hausse a été plutôt le résultat d'achats inconsiderés au comptant que d'achats à terme. Tandis en effet que l'achat de un kilo de peigné en temps de hausse au comptant pourra coûter 6 ou même 7 francs, il coûtera 0 fr. 20 à terme (montant du dépôt).

Dans ces circonstances, le terme agit de la manière suivante : 1° Pour les opérateurs sérieux, c'est le seul débouché ouvert à une situation trop chargée. A vrai dire, en vendant à terme ce qui dans leurs approvisionnements est conforme au type, ils ne se procureront pas des ressources immédiates. Mais ils éviteront de jeter sur le marché des quantités de marchandises réelles et dépréciées. Ayant commis l'imprudence de ne pas se couvrir au moment de leurs achats, ils feront au moins la part du feu dans les conditions les plus favorables, et si la baisse cesse assez tôt, ils pourront se racheter et réparer leurs pertes par la vente des stocks dont ils n'auront pas été obligés de se débarrasser. Avec le terme on ne voit donc plus de négociant assister à la dépréciation de leur stock, à leur ruine sans pouvoir réaliser un kilo de marchandise.

2° L'action des joueurs au terme tend à amortir les effets trop brutaux des crises.

Un joueur a par exemple vendu à découvert 100.000 kilos de peigné à 6 francs ; lorsque le prix en baisse atteint 5 fr. 50, il trouve le bénéfice suffisant et se rachète pour empocher le bénéfice. S'il n'est pas seul à agir ainsi, si plusieurs joueurs agissent de même dans la crainte d'être « cornés », il se produit une réaction en hausse.

Cette crainte d'être cornés n'est pas purement hypothétique. Il ne faut pas oublier que la laine peignée est une matière de production relativement restreinte, que les intéressés, négociants, industriels sont habituellement bien renseignés sur l'état des stocks et qu'ils peuvent faire payer cher leur audace aux imprudents joueurs. Le cas s'est vu en 1907. Une panique s'étant produite subitement, amena une baisse de un franc en quelques jours. Il se forma un syndicat d'acheteurs décidés à se faire livrer, qui ramena les cours aux taux antérieurs, les dépassa même et les maintint pendant 6 mois. Devant la baisse de 1908, le même syndicat échoua parce qu'il était en présence non plus de joueurs, mais de marchandises, la même chose s'était produite pour les syndicats qui en 1900 tentèrent d'enrayer la débâcle.

Ce rôle de palliatif, le marché à livrer ne peut le remplir puisqu'il doit se liquider par une livraison.

§ 5. — La question du type et des écarts de qualité.

Les adversaires du terme sur peignés ne se sont pas contentés d'affirmer que le jeu avait fait dévier le marché de son but. Ils ajoutent que cette évolution était rendue fatale par le choix de types comportant des écarts de 4, puis de 10 0/0 tolérés pour les livraisons. Le type unique, dit-on, ne donne aucune garantie à la fabrique. La caisse de liquidation l'a continuellement étendu, favorisant ainsi les opérations des joueurs. Sous prétexte d'éviter les étranglements, on a abandonné l'ancien type de fabrique pour admettre des laines de qualité de plus en plus basse. On arrive à des écarts de 10 0/0. Si le joueur à découvert est ainsi sûr de pouvoir toujours livrer, le fabricant ne peut avoir satisfaction de marchandises qui présentent d'avec celles dont il a besoin des écarts aussi considérables. Il est impossible, dans ces conditions, de se couvrir utilement, puisque l'établissement du prix de revient est exposé à des aléas de 6 0/0 au-dessus du type et de 4 0/0 au-dessous.

Cette circonstance tend à écarter du marché la fabrique, qui ne peut s'y approvisionner, et à perfectionner le jeu. Mais par cela même qu'ils s'en retirent, les industriels laissent le champ libre à leurs adversaires et se résignent à subir les fluctuations sans pouvoir s'y opposer.

Pour remédier à cette situation, il n'y aurait pour les

uns quela suppression radicale du terme ; pour d'autres, il faudrait créer des types plus nombreux et irréductibles.

Ceci nous amène à la question plus générale des marchés à terme en tout semi-ouvré et au dilemme que posait M. Honoré Leygues dans son rapport.

1° Ou bien le type est déterminé, et alors il est restreint et un accaparement est facile.

2° Ou bien il est aussi large que possible, et alors il n'offre plus aucune sécurité pour la fabrique.

Nous rappellerons que le rapporteur de la proposition Dron-Rajon le tranchait par la suppression de ces marchés.

Cependant on fait observer que le marché à terme sur peignés n'a jamais eu pour but de devenir un marché de livraisons. On ne peut espérer en tirer ce qu'il n'est pas en son pouvoir de donner.

Le marché à terme sur peignés, dit-on, ne peut être qu'un marché d'équivalences. On lui demande non des livraisons de telle ou telle qualité, mais l'assurance de toucher au moins un prix déterminé. Soutenir le contraire, c'est ignorer le mécanisme et la fonction de la couverture. A cet égard les écarts de qualité n'ont pas l'importance qu'on leur donne. Celui qui fait en effet un achat en couverture ne prend pas livraison au terme ; il achète sa matière première au marché du disponible sur échantillons et il revend au fur et à mesure ses achats à terme.

D'autre part, au cas où l'acheteur veut se faire livrer au marché à terme, il a la faculté moyennant une prime minime de choisir entre plusieurs filières celles qui lui conviennent, suivant qu'il recherche des filières avec bonification ou réduction.

Mais précisément parce que le terme n'est pas un marché de livraisons et qu'il permet d'arbitrer au terme toute une tonte dont la plus grande partie n'est cependant pas livrable, on a soutenu qu'il y avait là une cause permanente bouleversant le rapport de valeur normale existant entre le type du terme et les autres genres de laine. Il y aurait fatalement, par le seul fait de l'existence du marché à terme, une production des genres propres à être livrés au terme, qui ne serait pas en relation avec les besoins.

Examinons cette objection à l'aide d'une hypothèse. Le marché est fréquenté par les négociants qui y assurent leurs importations, et par la fabrique qui y pratique des opérations de couverture, les uns et les autres ne faisant pas de spéculation, limitant leurs opérations à leurs affaires effectives. D'autre part, aucune cause extérieure ne perturbe le marché. Chaque genre de laine est normalement absorbé par la consommation aux besoins de laquelle il répond.

La production de peignés à assurer est par exemple de 50 millions de kilos. Ces peignés comprennent une grande quantité de croisés, d'agneaux et de mélanges non admissibles au terme. Cependant, par prudence, les

négociants assurent tous les stocks qu'ils détiennent par des ventes en arbitrage. Ils vendront donc au terme une valeur correspondante à leurs 50 millions de kilos de laines diverses, soit par exemple, en tenant compte de la différence de prix, 45 millions de kilos du type livrable.

Les fabricants, de leur côté, en vue de s'assurer un prix de revient pour les ordres qu'ils attendent et que nous supposerons par hypothèse devoir absorber la production de l'année, achèteront 45 millions de kilos du type. Au fur et à mesure de la fabrication ils liquident leurs opérations à terme pour se fournir au disponible des sortes qui leur conviennent, et inversement les négociants se rachètent pour vendre au disponible les genres qu'on leur demande. D'après notre hypothèse, ces ventes et ces achats doivent se balancer et correspondre comme quantité à tout ce qui n'est pas livrable au terme. On peut supposer que négociants et industriels à ce moment laissent leurs opérations ouvertes à terme et que dans les compensations qui ont lieu, les uns se portent acheteurs de quantités exactes dont les autres sont vendeurs. Ce serait là, semble-t-il, l'idéal de ceux qui veulent faire du terme un marché d'affaires sérieuses uniquement fréquenté par ceux qui transforment la laine et ceux qui la produisent.

Mais ce sont là des conditions de fonctionnement toutes théoriques. En fait il est impossible qu'un fabricant trouve en tout temps la contre-partie dont il a

besoin, chez un négociant producteur, ayant précisé-
ment au même moment que lui, besoin de se racheter
pour des quantités identiques. Le besoin s'impose d'une
classe particulière d'opérateurs, qui assurent en tout
temps la vie du marché. Les maisons de commission (1)
jouent ce rôle à Roubaix-Tourcoing. Elles prennent les
ordres qu'on leur apporte sur n'importe quel mois de
l'année.

Si nous nous en rapportons à notre hypothèse, qui
place le fonctionnement du terme dans des conditions
idéales, nous ne constatons donc aucune cause perma-
nente tenant à l'essence même du terme capable d'a-
mener une surproduction du type livrable, et par là
de troubler le marché à la manière d'une maladie chro-
nique.

Seulement il y a un danger dans l'introduction néces-
saire d'un troisième élément propre au marché à terme,

(1) Les maisons de commission traitent avec qui bon leur semble
et aux conditions qui leur plaisent.

Comme elles encourent de gros risques en acceptant des ordres
sur des mois différents et en se portant contre-partie, elles ont in-
térêt à se couvrir dans les meilleures conditions possibles. En temps
de hausse, leur clientèle de haussiers augmentait et inversement en
temps de baisse. C'étaient les vendeurs qui dominaient sur leurs
livres. Les commissionnaires étaient aussi amenés à réagir contre
les tendances du marché pour n'être pas en perte.

Ils le devaient d'autant plus que leur courtage étant peu élevé, le
déposit qu'ils exigeaient failli et souvent nul, et que le jeu était le
plus clair de leur bénéfice.

Cependant ils rendaient des services comme contrepartistes aux
industriels désireux de se couvrir d'une opération effective dans le
plus bref délai.

destiné à assurer le fonctionnement du marché, la continuité des opérations, servant d'intermédiaire entre les producteurs et les consommateurs. C'est par là principalement que se glissent les spéculations et le jeu qu'on incrimine. Il est humain en effet que ces opérateurs qui se sont engagés dans des achats ou des ventes considérables cherchent à en tirer un profit, et dès lors les opérations à terme pourront subir une influence étrangère à celle des producteurs et consommateurs. Cette influence sera ce que lui permettra d'être la réglementation plus ou moins sévère du marché (en l'espèce les règlements de la caisse de liquidation).

§ 6. — La fonction de couverture et le déport, la rupture du parallélisme des cours.

En dehors de l'argument qui tend à faire voir dans le mécanisme même du terme et de la fonction de couverture une cause de trouble permanente et chronique, on a prétendu que dans la plupart des cas la fonction de couverture était rendue impossible soit par un déport sur le marché, soit par la rupture du parallélisme des cours.

On dit que le marché est en déport quand les éloignés sont cotés moins cher que les rapprochés. Cela ne prouve pas que le marché soit en baisse. Depuis la baisse de 1908, le marché de la laine peignée demeure en déport et cependant il n'a cessé d'être à la hausse.

C'est que les besoins absorbent facilement le stock au jour le jour. Dans ce cas pour le négociant en laine la couverture n'est pas une nécessité impérieuse. Quant au fabricant, il peut se couvrir soit par un achat à terme s'il croit à la persistance de la hausse, soit par un achat au disponible et une vente correspondante à terme.

Les fonctions de couverture et d'arbitrage, pour être effectives, supposent que les différences de prix entre les différents genres de laines demeurent à la liquidation ce qu'ils étaient lors de la conclusion d'une affaire. Le négociant qui arbitre des croisés à terme tient compte de la différence de prix entre croisés et mérinos. Mais il arrive que sous l'influence de la mode, ou de prix exagérés, ou bien encore par suite d'accaparement ou de toute autre raison, ces rapports soient changés plus ou moins brusquement. Il est certain que ces ruptures du parallélisme des cours restreignent les bien-faisants effets des opérations en couverture.

Mais si l'on excepte les moments de crise, ces ruptures ne sont jamais considérables ni imprévues ; et dans les moments de crise, le terme est plus que tout autre moyen capable d'en pallier les effets.

Prenons un exemple qui n'a rien d'hypothétique.

Un industriel s'est couvert en 1899 par des marchés à livrer en laine fine 1^a et 2^a avec livraisons à des dates échelonnées. Survient la crise et l'abandon des laines fines, au profit des croisés, d'où en même temps qu'une

baisse générale, une rupture du parallélisme des cours au profit des croisés.

Cet industriel endosse toute la baisse sur ses laines fines et doit acheter des croisés dont le prix a augmenté par rapport à celui des mérinos. Il ne revend pas un kilo de laines fines parce que la crise ferme le marché du disponible. S'il s'était servi du terme comme couverture, au lieu d'employer le marché à livrer, il aurait limité ses pertes en revendant chaque mois les quantités dont il n'avait pas l'emploi. Il n'aurait pas été tenu de prendre livraison de marchandises dépréciées. Il n'aurait payé que des différences.

D'une façon générale, les défenseurs du terme sur peignés font observer que la laine peignée n'est pas par sa nature une matière de spéculation (c'était l'opinion de la chambre de commerce de Tourcoing en 1894), elle se détériore en effet très vite en vieillissant. C'est pourquoi la caisse de liquidation a limité la durée d'existence des filières à deux ans, après ce délai la laine est nécessairement consommée. Elle ne peut donc se prêter à une accumulation trop prolongée de stocks. Or le grand jeu de spéculation c'est d'accaparer pour faire monter les cours. Mais la caisse de liquidation dans l'article 13 de son règlement a de tout temps pris des mesures destinées à empêcher ces manœuvres.

Aussi bien est-il exagéré de prétendre que le négociant et le consommateur effectifs soient désarmés en face des étrangers joueurs. Ils détiennent les uns la matière,

les autres ses débouchés. Ils sont généralement mieux informés que les purs spéculateurs des besoins réels de la consommation, et chaque fois que ceux-ci ont tenté d'aller à l'encontre de ces besoins, ils en ont été sévèrement punis.

SECTION V. — **Griefs contre la Caisse de liquidation et les courtiers.**

En dehors des griefs que nous venons de passer en revue, on n'a pas manqué d'attaquer la caisse de liquidation à raison du pouvoir très étendu qu'elle exerce sur les courtiers et sur le marché tout entier. Cette situation créerait au profit des administrateurs de la caisse une situation privilégiée. Ils seraient, a-t-on insinué, par leur situation à peu près seuls à connaître la position exacte de chaque opérateur et pouvaient être tentés d'en profiter pour leurs propres opérations au détriment des intérêts généraux.

Il faudrait, pour apprécier ce reproche, se trouver en présence de faits précis et être investi du pouvoir de pénétrer le secret des affaires. M. Dron, dans son rapport à la commission des marchés à terme en 1898, faisait état de ce reproche. Peut-être quelques faits anciens et exceptionnels le justifiaient-ils. Cependant il se plaisait à reconnaître la parfaite honorabilité et la compétence éclairée des membres du conseil d'administration de la caisse, et sur ce point, ainsi que nous avons pu le

constater nous-mêmes, les adversaires les plus irrédutibles du terme sur peignés ne peuvent que rendre hommage à la parfaite gestion de la caisse.

Nous ajouterons que, en principe c'est le directeur de la caisse seul qui connaît les demandes d'inscriptions. Son rôle est des plus importants. Ici encore si le choix éclairé dont il doit être l'objet constitue une question très délicate pour les administrateurs, il n'a jamais prêté à aucune critique.

Les adversaires de la caisse de liquidation ont surtout insisté sur l'antagonisme existant entre les intérêts de la caisse et ceux de l'industrie et du négoce effectif. Les mesures que prend la caisse pour enrayer le jeu sont un trompe-l'œil, dit-on, car son intérêt, en tant que société anonyme par actions, la pousse à encourager le jeu (1) qui seul lui fournira un gros chiffre d'affaires à enregistrer. Elle encouragera donc le jeu et se montrera, quoi qu'elle dise, accueillante aux spéculateurs étrangers à l'article. Il ne faut donc pas s'attendre à ce qu'elle surveille étroitement les courtiers dans l'exercice de leurs fonctions, qu'elle leur interdise la contre-partie, les ristournes, ni les excitations au jeu. Elle-même, dit-on, a intérêt à se montrer très large pour la fixation des crédits de ses clients (2).

(1) Il suffit de jeter un coup d'œil sur une statistique des affaires enregistrées par la caisse pour se convaincre que la moyenne annuelle est plutôt en diminution et par là on peut juger que les efforts faits pour restreindre le jeu n'ont pas été aussi vains qu'on le dit.

(2) V. dans la première partie les conditions restrictives posées

C'est surtout entre 1893 et 1898, que l'on a crié aux abus. On disait et l'on écrivait partout qu'ils étaient innombrables et scandaleux ; que le premier venu pouvait spéculer avec l'aide des courtiers et la complicité de la caisse de liquidation.

Les choses en étaient, disait-on, au point que les courtiers couverts par la caisse allaient solliciter de très petites gens, épiciers, boutiquiers, gens de maison (1). Les polémiques de cette époque sont pleines de ces récriminations.

On montrait les administrateurs de la caisse de liquidation tirant des bénéfices scandaleux de l'exploitation du jeu. Les actionnaires avaient, disait-on, touché en quatre ans deux fois le capital de leurs actions. L'on questions de pur fait qui sont aussi et surtout des questions personnelles.

réclamait l'intervention des pouvoirs publics contre cette institution privée qui réglementait sans contrôle un marché d'intérêt national.

Si l'on cherche des preuves des abus allégués, on n'en trouve nulle part. Il ne faut pas s'en étonner outre mesure. Il est seulement difficile d'admettre que pour un gain de 2.000 ou 3.000 francs sur leurs actions, les actionnaires de la caisse se soient évertués à compromettre

par la caisse de liquidation à l'admission des clients. Nous rappellerons que le chiffre des crédits de filière était fixé dès lors à 25 0/0 du chiffre d'affaires pour chaque maison, ce qui n'a rien d'excessif.

(1) V. rapport Dron.

tre, en développant le jeu, les gros intérêts réels qu'ils ont dans l'industrie ou le négoce. La suspicion dont on cherche à les frapper semble puérile. En ce qui concerne les courtiers, ils ont à différentes reprises invité leurs détracteurs à prouver leurs dires. Il est inutile d'ajouter que cette preuve n'a jamais été faite (1).

Il nous est impossible d'insister davantage sur des

Au point de vue théorique on a dit que la caisse de liquidation était, par la sécurité qu'elle donne aux transactions, une excitation donnée au jeu. C'est là un reproche qui paraît spécieux. La véritable question est de savoir si le règlement favorise les purs spéculateurs. On n'y a d'ailleurs pas insisté.

SECTION VI. — **Griefs contre la cote officielle.**

Nous avons vu comment la cote s'établissait à Roubaix

(1) Le président de la chambre de commerce de Tourcoing avait écrit à la caisse de liquidation :

« On nous assure que des opérations purement fictives auraient été faites afin de précipiter la chute des cours. Ce sont là des manœuvres qu'on ne saurait trop réprouver et contre lesquelles il importe de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires. »

Dans leur lettre les courtiers déclaraient :

« Dans une question aussi grave, il ne suffit pas de dire on nous assure, il faut des faits et des preuves. S'il y a eu manœuvres illicites, elles n'ont pu se faire sans l'intermédiaire des courtiers. Nous vous prions donc, monsieur le président, de vouloir bien nous indiquer le genre de manœuvres que vous dénoncez et les noms des courtiers qui s'y sont prêtés.

« La chambre syndicale se fera un devoir d'appliquer immédiatement aux délinquants les pénalités prévues par les lois et règlements qui régissent la Compagnie des courtiers assermentés de Tourcoing » (2 novembre 1895).

Tourcoing, d'après des usages assez imprécis, et comment la réforme qui en avait été tentée en 1901 fut impuissante à rompre les anciennes pratiques.

Il semble que sur ce point les griefs des adversaires du terme ne fussent pas dénués de tout fondement. Encore faut-il distinguer entre ceux qui réclamaient des remèdes connus pour arriver à l'établissement d'une cote théoriquement sincère : et ceux qui voient dans la publication des cours du terme un danger permanent pour la sécurité des affaires.

Les premiers, les réformistes, sont presque exclusivement des Roubaisiens ou des Tourquennois.

Les seconds, représentant des chambres de commerce des divers centres lainiers adversaires irréductibles du terme, exposent dans leurs pétitions des raisons qui semblent contestables.

Leur principal grief, c'est que la cote, le petit bulletin publié chaque jour à Roubaix-Tourcoing (abstraction faite de la question de savoir si elle est sincère) se répand dans la clientèle en France et à l'étranger, la renseigne au détriment du fabricant. De fait, dès que la cote du terme baisse, la clientèle suspend la remise de ses ordres. Elle a une tendance à envisager une baisse toujours plus forte qui lui permette d'acheter à des prix plus avantageux. C'est un phénomène qui s'est reproduit dans toutes les crises traversées par la laine. Pour en tirer des conséquences quelconques contre l'institution du marché à terme, il faut supposer démontré que

jamais la baisse n'a été causée par des raisons inhérentes à la production ou à la consommation de la matière première, mais toujours par des manœuvres destinées à produire des cours factices.

Au surplus, que par l'effet des marchés à terme les prix tendent à s'égaliser et à déjouer les calculs de la spéculation au comptant, qui repose sur l'ignorance où se trouve le client des conditions et des besoins réels, dans des marchés rétrécis et communiquant peu ensemble, il n'y a rien là au fond que de très profitable aux intérêts généraux du pays. Que par suite de la diffusion de la cote par la voie de la presse, la clientèle soit avertie du coût de la matière première, et par là documentée pour résister aux exigences des marchands de tissus, ce n'est pas là un fait dont l'industrie ou le négoce puissent décevement se plaindre.

La seule question qui s'imposât à l'égard de la cote officielle était celle de savoir comment elle devait être établie. En interdire la publication n'aurait pas été supprimer le terme et ses défauts. L'exemple du marché de Leipzig l'a montré.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DU MARCHÉ PAR LE RÈGLEMENT DU 26 MARS 1908.

De tous les remèdes proposés aux abus tant de fois dénoncés du marché à terme sur laines peignées, aucun n'avait pu être essayé à la veille de la réforme de 1908.

Les différents projets de loi organique des marchés à terme sont demeurés dans les cartons de la Chambre des députés. Le gouvernement s'est toujours refusé à prendre la responsabilité de la fermeture des bourses par décret et de la suppression de la cote, dans la crainte tantôt de se mettre en contradiction avec la loi de 1885, tantôt de créer un précédent dont on pourrait se servir pour demander la suppression du terme sur les sucres, sur les farines, les huiles, etc.

L'impôt sur les opérations se résolvant par des différences, est très impopulaire parce qu'il risque de frapper à tort et à travers. Et on ne voit pas sans défiance l'ingérence des agents du fisc dans le marché.

On a souvent pensé à remplacer le marché sur peignées par un marché sur laines en suint. Les avantages de ce dernier n'apparaissent pas nettement. Les laines brutes sont bien moins fongibles que les laines pei-

gnées. Et il faut ajouter les risques du rendement à ceux de la spéculation, qui se fait sur les laines brutes comme sur les peignées, plus peut-être même, si l'on s'en rapporte, comme la chambre de commerce de Reims, au pourcentage des livraisons par rapport au chiffre des affaires conclues (1). Précisément c'est à des spéculations sur les laines brutes qu'est due la fameuse crise de 1900 par laquelle les antitermistes prétendent faire juger les abominables méfaits du terme sur peignés (2).

Par ailleurs, il semble bien qu'un marché à terme en suint serait mieux placé dans un port de mer, à Dunkerque par exemple. La question a été étudiée. A Roubaix-Tourcoing même on a tenté de l'instituer. Des règlements ont été élaborés par la caisse de liquidation, Il n'a manqué jusqu'à présent, pour qu'il pût fonctionner, qu'un acheteur et un vendeur.

A part l'arrêté préfectoral de 1901 aucune mesure de réglementation n'était intervenue.

Les intéressés pouvaient, semble-t-il, être rassurés par l'exemple des campagnes précédentes qui s'étaient terminées à leur avantage et laisser passer l'orage sans

(1) En 1889, au Havre, sur 413.000 balles traitées au terme, à peine 10.000 ont été l'objet de livraisons effectives, soit 2 1/2 0/0.

En 1899, à Roubaix, 41.790.000 kil. traités au terme ; effectivement livrés 5.325.000 kil., soit 13 0/0. — V. Colrat, *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1901, p. 116, note 1.

(2) Colrat, *loc. cit.*

modifier les anciens usages relatifs au terme sur peignés.

Ils écoutèrent cependant les avertissements qui leur avaient été donnés de différents côtés et notamment par la Fédération des industriels et commerçants, Ils décidèrent de tenter un essai de réforme, n'ayant qu'une confiance limitée dans la vertu des raisons économiques qu'ils pourraient invoquer, en présence du soulèvement d'opinion que l'on menaçait de déchaîner une fois encore contre l'institution du terme de Roubaix-Tourcoing.

SECTION I. — **Elaboration de la réforme.**

L'initiative de la réforme est due, semble-t-il, à la chambre de commerce de Tourcoing.

Le 17 janvier, en présence de nombreuses plaintes motivées par la chute des cours, elle chargea une commission spéciale d'étudier les remèdes que comportaient les abus signalés.

Cette commission demanda le concours du tribunal de commerce qui nomma quatre délégués. La commission mixte ainsi constituée sollicita à son tour la collaboration de Roubaix. Roubaix constitua une commission mixte analogue à celle de Tourcoing.

Une première réunion des représentants des deux villes eut lieu à Tourcoing (à la chambre de commerce)

le 18 février 1908. Ils y déterminèrent les bases de la réglementation.

1° Réduction de la cote à 6 mois ; ou à 9 mois si la caisse de liquidation en démontre la nécessité.

2° Dépôt élevé à 2.000 francs.

3° Augmentation de la durée de la vente à la corbeille portée à 1 heure, réglementation de la cote d'après les principes de l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901.

4° Réduction des écarts de qualité à 3 0/0 au-dessus et 2 0/0 au-dessous du type.

5° Révision des crédits de filière ouverts aux maisons de la place dans un esprit de restriction ; certains de ces crédits atteignant, disait-on, le chiffre de 300 filières.

Ces propositions furent discutées le 21 février dans une seconde réunion qui eut lieu à Roubaix en présence des président et membres du conseil d'administration de la caisse de liquidation.

Cette réunion met en lumière certaines divergences fondamentales qui existent entre les tendances des chambres de commerce, particulièrement celle de Tourcoing et la caisse de liquidation. Ces divergences expliquent la réserve avec laquelle celle-ci accueille plus tard le nouveau règlement.

La caisse de liquidation se montre disposée à évincer les contrepartistes. Elle accepte de même de s'associer aux mesures relatives aux courtiers et à la vente à la corbeille, et elle donne avec quelques réserves son agrément à l'institution d'un contrôleur. Mais son pré-

sident s'élève vivement contre le projet de réduction de la cote à 6 mois ou même à 9, et contre la proposition relative au type.

C'est que si les négociants et les industriels des chambres de commerce ont une tendance à faire du marché à terme un marché de livraisons, la caisse de liquidation ne conçoit pas son fonctionnement sans le secours de la spéculation. Il lui faut un marché suffisamment large, un marché d'équivalences. Au demeurant elle est disposée à seconder les efforts qui auraient pour but d'empêcher les excès du jeu.

Il se produisit au cours de cette séance du 21 février un incident qui éclaire d'une façon assez curieuse la physionomie de la réforme.

Les chambres de commerce, après en avoir pris l'initiative, semblaient désireuses de s'éviter la responsabilité de l'élaboration du règlement. Elles émirent la prétention d'en charger la caisse de liquidation. Celle-ci eut bien garde d'y consentir, arguant avec raison qu'elle n'avait que voie consultative et que d'ailleurs les propositions relatives à la cote et à la corbeille n'étaient pas de sa compétence.

Le projet de règlement fut donc rédigé par la commission mixte de Roubaix-Tourcoing ou plutôt par son rapporteur, et adopté au cours de la séance du 26 mars tenue en présence des représentants de Reims et du président de la caisse de liquidation.

Ce dernier, à la fin de la séance, lut une déclaration

par laquelle la caisse s'engageait à n'enregistrer que les opérations faites en Bourse suivant le règlement. Elle acceptait la nomination du contrôleur et promettait de refuser l'enregistrement de toute opération faite en dehors des courtiers agréés par la chambre de commerce.

SECTION II. — **Analyse du règlement de 1908.**

La lecture des articles du règlement montre quel fut le but poursuivi, par les différences qu'elle fait ressortir entre l'état de choses ancien et celui que l'on veut instituer (V. annexe n° 4).

Les chambres de commerce ont voulu donner toutes les garanties possibles à l'industrie et au négoce. Si elles ont consenti, sur les instances du président de la caisse de liquidation, à ne pas rétrécir le type, elles se sont efforcées de réduire le jeu à sa plus simple expression en bannissant du marché les personnes étrangères à la laine qui y opéraient par l'entremise des maisons de commission ou des clients agréés.

Elles ont réglementé de façon plus stricte l'exercice du courtage et la vente à la corbeille, réduit la cote de trois mois et renforcé le système de dépôt.

Mais la mesure la plus importante, celle qui devait sanctionner les autres, était l'institution d'un contrôle permanent sur toutes les opérations, exercé par les chambres de commerce.

Il nous faut maintenant pénétrer dans le détail du règlement.

A. — *Courtiers.*

Il n'y a guère d'obligation nouvelle imposée aux courtiers de Roubaix-Tourcoing, sauf en ce qui concerne la vente à la corbeille. Seulement les sanctions sont considérablement renforcées et en second lieu on leur impose, outre l'agrément de la caisse de liquidation, celui des chambres de commerce et leur contrôle.

Les règlements de la caisse interdisaient bien aux courtiers de traiter des affaires pour leur propre compte mais ils ne prévoyaient pas de sanction. En tous cas rien ne les empêchait de les faire inscrire au nom d'une maison admise. Ils pouvaient agir de même en ce qui concerne les opérations effectuées par des personnes étrangères à la laine, ou par un membre d'une firme, et tourner ainsi les prohibitions de l'article 2 du règlement de 1906.

Le nouveau règlement punit ces opérations détournées des peines prévues par l'article 31 du règlement de la caisse (réprimande, suspension, radiation).

Si le courtier a fait de cette façon une affaire pour son compte, la peine est celle de radiation d'office et une plainte contre lui sera adressée au tribunal de commerce.

(1) Art. 2 du nouveau règlement.

La même peine de la radiation punit le moindre abandon, la moindre ristourne de courtage.

Enfin on a voulu forcer les courtiers à renoncer à l'usage auquel ils tenaient de renseigner leur clientèle par des cotes particulières, non officielles établies d'après leurs appréciations. On a puni ces publications des peines prévues à l'article 31 des règlements de la caisse de liquidation.

B. — *Corbeilles* (1).

Les dispositions relatives à la corbeille ne sont que le développement du principe posé dans l'arrêté préfectoral du 14 mars 1901. Il y a cette différence qu'elles sont très détaillées et ne peuvent prêter aux mêmes difficultés d'interprétation qui ont rendu vaine la réforme de la cote en 1901. Par le fait que la caisse de liquidation s'engage à n'enregistrer que des ventes ou achats faits conformément au nouveau règlement, la réforme devient véritablement efficace.

Toutes les affaires quelles qu'elles soient, sont inscrites au tableau de la bourse avec indication du prix de la quantité et du mois.

Toutes doivent être conclues à la corbeille. Celles mêmes que le courtier a pu boucler dans la matinée ne sont définitivement conclues qu'à la corbeille. Elles doivent y subir une sorte de ratification par le fait de la proclamation des prix par le courtier à la fois comme ache-

(1) Art. 4.

teur et vendeur. Ce prix est donc soumis à une sorte d'enchère. Il ne devient définitif que si après deux proclamations il ne s'est pas produit d'offre ou de demande préférable.

C'est là une réforme capitale et qui bouleverse les usages des places de Roubaix-Tourcoing.

Sous l'empire même de l'arrêté préfectoral de 1901, la plupart des opérations se concluaient en dehors de la corbeille sans concurrence publique sur les prix demandés et offerts. Désormais, grâce aux minutieuses dispositions de l'article 4, la concurrence se produira publiquement.

Ce résultat, il faut bien le dire, suppose un fonctionnement rigoureux du système institué. Il n'a pas été obtenu sans provoquer de vives réclamations.

C. — Cote (1).

La cote ne se fait plus, aux termes du nouveau règlement, que sur 9 mois. Les premières propositions discutées devant la commission mixte de Roubaix-Tourcoing demandaient que ce délai fût réduit à 6 mois. Certains le trouvaient suffisant pour permettre aux industriels de se couvrir. Mais cette opinion était fortement contestée. Le président de la caisse de liquidation réclamait la cote sur 12 mois comme indispensable. Si les fabricants de tissus, en effet, terminent leur fabrication pour une saison en moins de six mois, il n'en est pas de

(1) Art. 5.

même pour les fabricants de bonneterie dont la fabrication peut s'échelonner sur un espace de temps beaucoup plus considérable. On adopta en fin de compte un délai transactionnel.

D. — *Les écarts de qualité* (1).

Le type n'est pas changé. On avait demandé d'en créer un second. La caisse de liquidation ne s'y était pas opposée. Mais étant donné que l'ancien type *suprà* n'avait jamais été l'objet que de transactions minimes, on ne renouvela pas l'expérience. Le type reste unique, l'article 6 vise seulement à renseigner plus exactement les clients sur l'équivalence établie entre la laine d'Australie et celle de Buenos-Ayres.

E. — *Déposit.*

L'article 7 du règlement du 28 mars 1908 se juxtapose à l'article 13 du règlement de la caisse visant les manœuvres illicites.

Lorsqu'une fluctuation en hausse ou en baisse de 40 centimes et plus se produira dans un espace de quinze jours sur l'un quelconque des mois, le dépôt est porté automatiquement à 5.000 francs pour les vendeurs ou pour les acheteurs, suivant que le marché est en hausse ou en baisse.

On avait proposé au cours des délibérations, dans

(1) Art. 6.

le but d'écarter le jeu, de porter le dépôt original à 2.000 francs ou même à 3.000 francs. Mais la commission s'est rangée à l'avis du président de la caisse de liquidation qui fit remarquer qu'Anvers exigeait un dépôt bien moindre (1.250 fr.) et qu'il valait mieux étudier un moyen d'augmenter le dépôt automatiquement suivant les différences des cours.

F. — *Clients* (1).

C'est dans l'article 3 que l'on trouve une des mesures les plus efficaces à l'encontre des joueurs. La commission voulait les éliminer complètement. Il est entendu que les joueurs que l'on veut exclure du marché, ce sont ici les personnes étrangères à la laine, dont l'influence est *a priori* mauvaise et constitue une cause de troubles, en raison des chances particulières que ces spéculateurs ont de se tromper.

A vrai dire, les opérations à terme sur laine peignée leur étaient interdites par les règlements de la caisse. Elles pouvaient se pratiquer cependant avec la complicité d'un courtier et par l'intermédiaire de clients agréés. L'article 2 de la nouvelle réglementation punit sévèrement, ainsi que nous l'avons vu, le courtier qui aurait fait inscrire au profit d'une personne étrangère une affaire conclue de cette manière détournée.

Mais ce qu'il importait d'atteindre surtout, aux yeux des chambres de commerce, c'étaient les commission-

(1) Art. 3.

naires contrepartistes. On n'hésita pas, malgré leurs protestations, à les frapper très durement (1). Ceux-ci, avons-nous dit, traitaient avec qui bon leur semblait, aux conditions qui leur plaisaient, prenaient tous les ordres qu'on leur donnait, quittes à se couvrir par des ventes ou des achats enregistrés à la caisse de liquidation.

Celle-ci paraissait assez disposée à prendre contre eux des mesures de rigueur. Le moyen trouvé par la commission pour les atteindre et empêcher en même temps le jeu est ingénieux et efficace. Ce n'est d'ailleurs que la résurrection d'une disposition prise par la caisse de liquidation au cours de la crise de 1900. Il consiste

(1) « Cette proposition entraînerait la suppression pure et simple des maisons de commission telles qu'elles existent ; car le seul intérêt que celles-ci offrent à leurs clients est précisément de pouvoir leur donner ou leur prendre les mois et les quantités dont ils ont besoin, en se couvrant elles-mêmes par la caisse de liquidation sur les mois et pour les quantités qui leur sont offerts.

« Dans l'état présent la maison de commission est un auxiliaire précieux de la caisse de liquidation. Elle renseigne de très près le producteur et le consommateur. Tout en prenant de gros risques par les offres fermes d'achat ou de vente qu'elle fait chaque jour, elle évite parfois de brusques écarts de cours causés par les difficultés d'opérer sur un marché étroit.

« Toutes les affaires traitées avec les clients sont des achats ou des ventes faits par l'entremise de la caisse de liquidation, bien que la couverture n'en soit pas toujours faite sur le même mois.

« Exiger la couverture à la caisse de liquidation sur le même mois, c'est réduire les opérations dans des proportions prohibitives que les maisons de commission ne peuvent accepter.

« Il se formerait des caisses de liquidation libres et sans aucun contrôle. Il y aurait un marché libre à côté du marché officiel comme cela existe à Paris avec la bourse et la banque. »

Lettre adressée par une maison de commission au président de la chambre de commerce de Tourcoing, 7 mars 1908.

à obliger les maisons à inscrire toutes leurs opérations à la caisse ou à n'en inscrire aucune. De cette façon, pas une seule vente à terme de laine peignée ne doit échapper au contrôle de la caisse de liquidation et à l'application du nouveau règlement et les mêmes prohibitions sont imposées aux commissionnaires qu'aux courtiers (art. 2 des règlements de la caisse de liquidation).

En outre, l'article 3 comportait une mesure qui devait rendre impossible le rôle des maisons de commission telles qu'elles avaient fonctionné jusqu'alors. C'était l'obligation d'acheter ou vendre, en les faisant enregistrer à la caisse de liquidation mois par mois, les filières qu'elles appliquent ou prennent à des tiers. En les obligeant de se couvrir sur le même mois que celui sur lequel elles ont traité avec leur client, on leur enlève en même temps qu'une partie des risques qu'elles assument une de leurs sources de bénéfices résultant des différences qui peuvent exister ou qu'elles peuvent s'efforcer de créer entre les prix auxquels elles ont traité et ceux pratiqués à la corbeille.

Par exemple une maison X... reçoit de Y... un ordre de vente de 5.000 kil. sur décembre ; elle l'accepte sans se préoccuper si elle a une contre-partie correspondante. Elle est donc contre-partie pour un certain prix, soit 5 francs, qui est par exemple le cours du jour. Rien ne l'obligeait avant 1908 à faire enregistrer cette opération qui pouvait être faite pour le compte d'un joueur étranger à la laine. Désormais il ne devait plus en être

ainsi sous peine de radiation de la liste des maisons agréées par la caisse.

Mais il y a plus. Autrefois la maison de commission eût été libre de se couvrir comme bon lui eût semblé ou de ne pas se couvrir du tout. Dans notre hypothèse, elle eût fait inscrire une vente à la caisse de liquidation sur un autre mois, par exemple janvier ou février, comptant sur une accentuation de baisse lui donnant, outre le courtage modéré qu'elle perçoit, un bénéfice sur l'opération elle-même, ou bien elle ne se serait pas couverte, escomptant une hausse. Par là les maisons étaient amenées à peser sur les cours et à accentuer l'impulsion des joueurs dont elles acceptaient les ordres, ou à spéculer pour leur compte. Désormais la maison X..., pour en revenir à notre hypothèse, sera dans tous les cas obligée de faire enregistrer sa vente sur décembre. Elle doit à son client le contrat même de la caisse de liquidation.

On voit donc le double résultat visé : 1° écarter les personnes étrangères à la laine.

2° Réduire le rôle des commissionnaires contrepartistes en réglementant leur système de couverture de façon à leur enlever toute velléité de spéculation ; en même temps pour chaque mois assainir la cote.

G. — *Contrôleur* (1).

La réglementation que nous venons d'examiner ne

(1) Art. 1^{er}.

prend sa véritable importance que du fait de l'institution d'un contrôle sérieux, capable d'en assurer l'exécution. Le règlement de 1908, en effet, est avant tout un règlement de police. Il comporte une surveillance minutieuse des opérations.

Cette surveillance fut confiée à un contrôleur ayant les pouvoirs les plus étendus sur les courtiers et même sur les clients agréés, bien que, à l'égard de ces derniers, la rédaction de l'article 1^{er} fût assez vague (§ 5).

Le principe de la tutelle exercée par les chambres de commerce à l'égard du marché était consacré par le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} : le contrôleur devait être en effet nommé par les chambres de commerce avec l'agrément de la caisse de liquidation. Sa rémunération était assurée par la caisse de liquidation.

SECTION III. — **Critiques adressées au nouveau règlement.**

Tel quel le règlement de 1908 nous apparaît bien comme une œuvre de gens du métier. Ses dispositions ne sont pas révolutionnaires. On a voulu conserver un instrument qui avait fait ses preuves avec ses rouages primitifs. Mais on a tenté de se mettre d'accord (nous verrons que l'accord n'est pas parfait) pour supprimer des abus que tout le monde reconnaissait. Les remèdes choisis semblent bien adaptés aux maux que l'on veut guérir. Seulement ce règlement prête à un certain nom-

bre de critiques dont quelques-unes ne semblent pas dénuées de fondement.

a) En dehors de ceux qui estiment que le courtage doit être complètement libre de toute réglementation, et pouvoir servir d'intermédiaire à toute personne quelconque, qui a, en sa qualité de consommateur, le droit d'intervenir sur le marché à l'aide de ses capitaux, certains font remarquer que les nouvelles mesures sont inutiles parce qu'elles se superposent au double contrôle déjà existant à l'égard des courtiers, celui de leur chambre syndicale (1) et celui de la caisse de liquidation. Mais il faut bien convenir que les règlements de ces deux compagnies permettaient d'une façon détour-

(1) Règlements de la chambre syndicale des courtiers inscrits de Tourcoing.

ART. 8. — Est passible de radiation temporaire le courtier qui indépendamment des livres prescrits par les articles 8 et 9 du Code de commerce ne tient pas régulièrement un livre spécial revêtu des formes prescrites par l'article 11 du même Code et mentionnant jour par jour et par ordre de date, sans rature, interligne ni transcription et sans abréviations ni chiffres, toutes les conditions des opérations de courtage faites par son entremise (Radiation temporaire pas moins de 15 jours ni plus de 3 mois).

ART. 10. — Est-passible de la radiation définitive (prononcée par le tribunal de commerce, après avis de la chambre syndicale) :

1° Le courtier qui, sans en avoir prévenu les parties auxquelles il aura servi d'intermédiaire, se sera chargé d'une opération de courtage pour une affaire où il avait un intérêt personnel ou pour laquelle il avait donné sa garantie.

2° Le courtier qui aura touché une commission d'un négociant de la place à qui il aurait présenté des clients faisant chez le dit négociant élection de domicile en vue d'opérations à terme.

3° Le courtier qui sera en état de cessation de paiement à raison de spéculations sur marchandises, denrées, valeurs ou autres causes.

née, en raison de la quasi-impossibilité de la preuve les opérations qu'on voulait interdire aux courtiers. La chambre syndicale des courtiers inscrits n'avait d'ailleurs, en face de la caisse de liquidation, qu'un pouvoir nominal. Avec un contrôle sérieusement exercé par les chambres de commerce, les prohibitions imposées aux courtiers devenaient effectives.

A coup sûr ces mesures jointes à la réglementation sévère de la corbeille devaient diminuer encore leur situation vis-à-vis de leurs concurrents les maisons de commission.

b) En ce qui concerne la corbeille, on adresse à ce mode de vente les mêmes reproches que lorsqu'il fut institué par l'arrêté préfectoral de 1901. On fait ressortir les inconvénients d'un système trop rigoureusement mathématique, étant donné les besoins et les habitudes de la place. Sur 400 inscrits à la caisse de liquidation, il en vient 50 au plus à la bourse. Dans ces conditions, il est imprudent, dit-on, d'instituer le principe des enchères. Obliger le courtier, ajoute-t-on, à déclarer toujours en même temps le prix exact, et la quantité exacte dont il est vendeur sur un mois, c'est l'obliger à être maintes fois maladroit au détriment de son client.

D'autre part, le système institué présente au point de vue individuel des opérateurs, des inconvénients certains. Un négociant, un industriel, par exemple, reçoit un ordre important ou l'annulation d'un ordre, il pré-

voit des fluctuations et désire se couvrir sur le champ par un achat ou une vente. Son courtier lui trouve à 9 heures ou à 10 heures du matin avec les nouveaux usages une contre-partie avantageuse. Le négociant, l'industriel ne sera pas cependant en droit de se considérer comme couvert. L'effet de son opération est suspendu, différé jusqu'à ce qu'elle ait été ratifiée à la corbeille. Mais à ce moment, il pourra se faire que sa couverture disparaisse, s'il se produit une offre ou une demande préférable à la sienne.

Sans doute, dira-t-on, il aura la ressource de ne pas abandonner sa couverture en subissant un prix plus élevé, mais dans ce cas l'intéressé perd tout le bénéfice de son opération, et l'on peut se demander de quel droit l'on vient ainsi s'immiscer pour en suspendre le cours dans les actes commerciaux d'un négociant ou d'un industriel.

Tout ce qu'on pouvait répondre à cela, c'est qu'il importait d'employer des moyens radicaux, au risque de bousculer quelques intérêts particuliers, trop bien habitués à la licence antérieure, pour assainir le marché et éviter sa suppression. Car au point de vue du droit, l'application des mesures relatives à la corbeille (les seules appliquées réellement) est tout à fait précaire, ces mesures n'ayant pas été ratifiées par arrêté préfectoral. Leur efficacité dépend tout entière de la bonne volonté de la caisse de liquidation. Celle-ci s'était engagée jusqu'au 31 décembre 1908 à n'enregistrer que

les opérations conclues suivant le nouveau règlement. Mais rien ne l'obligeait à exercer un nouveau contrôle, qui lui permît de s'assurer que les règlements des chambres de commerce étaient respectés. C'était là la tâche du contrôleur. Or ce contrôleur ne put fonctionner.

Aussi bien, et d'une façon générale, la question de savoir de quelle autorité le règlement de 1908 était revêtu ne se posait elle-même pas. D'une part, en effet, il n'était pas au pouvoir des chambres de commerce de donner la force exécutoire à la réglementation qu'elles avaient élaborée (1).

D'autre part, le concours de la caisse de liquidation, le seul qui fût capable de la rendre applicable en fait, à défaut de toute autre autorité, n'était pas absolu. La

(1) Les pouvoirs des chambres de commerce sur les bourses sont déterminés par les textes suivants :

Loi du 9 avril 1898 : « Quand il existe dans une ville une ou plusieurs bourses de commerce, l'administration en appartient à la Chambre de commerce sans préjudice du droit du maire et de la police municipale. » Ce texte vise l'exécution du service matériel, l'entretien et la réparation des locaux.

D'autre part, certains pouvoirs ont été confiés aux chambres de commerce par la loi du 18 juillet 1866 sur les courtiers et par le décret du 22 décembre 1866 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi.

Art. 6 du décret : « La chambre de commerce détermine les marchandises dont les cours doivent être constatés, ainsi que les jours et heures où la constatation doit avoir lieu. »

L'article 11 du même décret dispose que les chambres de commerce sont investies, après avis des tribunaux de commerce et de la chambre syndicale des courtiers assermentés, du droit de proposer au préfet qui statue les mesures nécessaires pour assurer dans des conditions régulières la constatation des cours.

caisse de liquidation en effet n'avait eu que voix consultative dans la réforme. Elle était hostile à certaines dispositions qui lui paraissaient trop restrictives. Elle fut mise en présence d'un règlement tout fait dans lequel on n'avait pas assez tenu compte à son gré de ses conseils. Et ce n'est pas sans une certaine ironie qu'elle s'associait à des réformes dont elle prévoyait la faillite.

SECTION IV. — **Application du règlement de 1908.**

A partir du 1^{er} avril 1908, il était entendu que l'on appliquerait le nouveau règlement à Roubaix-Tourcoing. Voyons ce qu'il en fut.

La cote ne porte que sur 9 mois au lieu de 12, ainsi qu'en témoigne le bulletin journalier. Sur ce point, le règlement est donc observé.

Il en est de même pour les formalités prévues pour la vente à la corbeille. Toutes les affaires, même les affaires bouclées, y sont proposées ainsi qu'il est stipulé à l'article 4. Seules les affaires de report ou d'échange sont portées directement à la cote dans une colonne spéciale.

On a fait l'application, deux fois au cours de l'année 1908, de l'article 7, chaque fois en période de hausse et bien inutilement, nous dit-on.

Ce sont là à peu près les seules applications qu'ait

reçu le règlement élaboré par les chambres de commerce.

Pour le reste de ses dispositions, les plus importantes, la réglementation de 1908 est restée lettre morte parce qu'elle n'était revêtue d'aucune autorité capable de la rendre applicable. Toutes celles notamment qui avaient pour but la police plus stricte du marché, deviennent caduques par suite de l'absence de contrôle.

Le contrôleur voulu par les chambres de commerce a bien été désigné, et nous avons trouvé trace de pourparlers, entre la caisse de liquidation et les Chambres de commerce, relatifs au traitement qui devait lui être attribué. La somme de 6.000 francs afférente à ce traitement, fut même mise par la caisse de liquidation à la disposition des chambres de commerce le 7 mai 1908, mais le contrôleur n'eut pas à la toucher, car il ne put fonctionner. Les courtiers se refusèrent énergiquement à subir aucun contrôle du genre de celui qu'on instituait. Ils excipèrent du secret professionnel. Et l'on se demande comment on aurait pu les forcer à montrer leurs livres.

A supposer même que la caisse de liquidation eût prétendu (ce qu'elle n'avait aucune envie de faire) leur imposer l'acceptation du contrôleur, elle aurait vu sa clientèle l'abandonner, probablement, pour former une nouvelle caisse indépendante.

C'est bien cette même crainte, qui résume à elle seule toutes les raisons, qui empêchaient la caisse de liquidation de seconder énergiquement l'effort de chambres

de commerce, condamné à la stérilité faute de ce concours. Car à l'exception des dispositions relatives à la corbeille qui, pour être applicables, devaient être homologuées par un arrêté préfectoral, il est bien certain que la caisse avait le pouvoir de faire respecter les autres en les incorporant à ses règlements (1). Mais elle allait probablement ainsi au suicide.

C'est pourquoi elle dut atermoyer l'application de l'article 3, le plus important peut-être du projet, et qui visait les maisons de commission. Celles-ci atteintes directement dans leurs intérêts vitaux, par les innovations que nous avons vues, menaçaient la caisse de procès en dommages-intérêts. La caisse demanda aux chambres de commerce si elles étaient disposées à supporter éventuellement, solidairement avec elle, les responsabilités pécuniaires qui pourraient résulter de l'application de l'article 3 de leur règlement. Elles s'esquivèrent prudemment.

Dans ces conditions, la caisse préféra ne rien tenter et attendre l'expiration des périodes pour lesquelles elle agréa ses clients et fixe leur crédit, se réservant de prendre alors telles mesures qui lui paraîtraient utiles.

(1) ART. 12-2° du règlement 1906. — « Il en est de même (acquiescement aux règlement et conditions générales) en ce qui concerne les conditions de vente et d'achat du marché à terme adoptées par le conseil d'administration et de toutes modifications ou additions que le dit conseil jugerait à propos d'y introduire. »

ART. 7 du même règlement. — « Le classement des crédits est fait par le conseil d'administration de la caisse de liquidation et de garantie et peut être modifié par lui. »

C'était, à proprement parler, l'échec du règlement sur ce point, échec consacré, par une lettre du 25 mai 1908 adressée à la chambre de commerce de Tourcoing, dans laquelle la caisse de liquidation, après avoir protesté de sa bonne volonté, déclare que l'article 3 relatif à l'admission des clients ne sera mis en vigueur qu'après qu'une décision du gouvernement en aura imposé l'application.

Il semble bien cependant que l'on ait tenté sur ce point quelque chose, car il était admis qu'il devait y avoir une période de transition (V. correspondance échangée entre la caisse de liquidation et la chambre de commerce de Tourcoing) ; que pour la liquidation des affaires antérieures au nouveau règlement, les opérations en coulisse seraient exceptionnellement tolérées, afin d'éviter que cette liquidation n'exerçât une influence tendancieuse sur le marché. La chambre de commerce de Tourcoing avait même proposé un compromis qui devait avoir pour résultat d'amener les maisons de commission à accepter d'elles-mêmes le règlement (1).

A la vérité, même pour les maisons acceptant le mode de transition proposé : la liquidation aux conditions anciennes par une vente ou un achat en coulisse,

(1) Chambre de commerce de Roubaix, lettre du 8 avril à la caisse de liquidation :

1° « Des affaires de filières ont été faites avant l'adoption du nouveau règlement qui peuvent être irrégulières d'après le nouveau

il y avait, si l'on va au fond des choses, un certain désavantage résultant du rétrécissement du marché par le fait de conditions restrictives et de l'obligation de passer par la corbeille imposées aux opérations nouvelles.

En tous cas, on ne voit pas bien comment la responsabilité pécuniaire de la caisse pouvait être engagée, car elle ne saurait être tenue responsable que de l'exécution des obligations qu'elle contracte par le fait de l'enregistrement des opérations, lequel n'est parfait, avons-nous vu, qu'après le versement du dépôt. A l'égard de toute opération nouvelle, il semble bien que la caisse était en droit (réserves faites au point de vue de son intérêt particulier de société à but lucratif) d'imposer à ses clients les conditions nouvelles.

De fait, en 1900, elle n'avait pas hésité à prendre des

régime. Nous désirons ne pas les considérer comme infractions.

Mais les maisons qui se trouvent dans ce cas doivent forcément faire avec leurs clients une contre-opération, interdite par les nouvelles dispositions, pour liquider le contrat passé.

Afin d'éviter de sévir, les chambres de commerce prient la caisse de liquidation, de recevoir des dites maisons la déclaration exacte et détaillée de tous leurs contrats en cours en ce moment. Les dites maisons pourront terminer ces opérations comme si aucune nouvelle réglementation n'était intervenue à condition de faire rayer de cette liste les contrats anciens au fur et à mesure de leur liquidation ; étant entendu qu'elles s'engagent à se conformer strictement dans l'avenir au règlement nouveau.

On devrait, si elles n'acceptaient pas cette manière de faire, les obliger à inscrire immédiatement à la caisse, et exceptionnellement hors corbeille, toutes les affaires en cours, non encore inscrites. Mais ce système serait pour elles très onéreux, outre qu'il leur créerait d'autres inconvénients.

mesures qui, dans leur genre, sont aussi nuisibles à certains intérêts particuliers que celles proposées dans l'article 3. Elle n'a cependant pas eu à ce moment à soutenir de procès.

Elle n'a pas non plus été l'objet de poursuites en dommages-intérêts, du fait qu'elle avait accepté de n'enregistrer que les opérations conclues conformément au nouveau règlement de la corbeille, qui apporte cependant, ainsi que nous l'avons vu, des modifications capitales aux pratiques antérieures.

Quoi qu'il en soit de cette question, on voit à que résultat précaire aboutit la réforme de 1908.

Elle suscita de vifs mécontentements aussi bien chez les adversaires que chez les partisans du terme sur peignés.

Les premiers, et notamment la chambre de commerce de Reims qui avait tout d'abord admis un essai loyal de réglementation, furent déçus et regrettèrent d'avoir laissé échapper l'occasion d'obtenir la suppression radicale du terme, à la faveur d'une campagne énergique.

Les seconds, habitués à considérer les crises avec plus de sang-froid, comme des accidents indépendants de la forme du marché, regrettaient de s'être abandonnés, pour une fois, à la crainte d'une intervention, dont les difficultés avaient jusque-là rebuté les pouvoirs publics. La crise passée, les craintes dissipées, il leur restait un règlement boiteux, impuissant pour la plupart de ses dispositions, mais gênant. Les courtiers, qui

avaient été mis en demeure de l'accepter du jour au lendemain sans avoir été consultés, se plaignant que son résultat principal fut l'exode des affaires vers Anvers.

Une commission extra-parlementaire fut nommée par le ministre du commerce le 9 mai 1908, à l'effet d'examiner le dit règlement et en général les questions se rattachant au marché à terme sur laines peignées. Elle comprenait des membres du Parlement, des administrateurs, des jurisconsultes et aussi des représentants des chambres de commerce des différents centres lainiers, le président du tribunal de commerce de Roubaix et celui du conseil d'administration de la caisse de liquidation.

Elle tint plusieurs réunions dont la seconde eut lieu aux bourses de Roubaix-Tourcoing, le 25 mai 1908, en présence du ministre du commerce. Cette séance eut pour effet de faire monter les cours de 2 centimes $\frac{1}{2}$ ce jour-là.

Au cours de sa visite, le ministre écouta les doléances contradictoires des intéressés.

Les courtiers protestèrent de la régularité de leurs opérations et déclarèrent qu'ils ne pouvaient accepter le contrôleur.

Parmi les négociants importateurs de laine, l'un demanda la suppression, ou à défaut une réglementation stricte en vue d'empêcher le jeu. Un autre défendit énergiquement le marché à terme, régulateur des prix,

incomparable moyen de couverture qui avait en bien des circonstances évité des catastrophes.

Les peigneurs qualifiés « à façon » firent une déclaration favorable à la suppression. Cette déclaration était loin d'ailleurs, ainsi que le pensa la commission extra-parlementaire, de représenter l'unanime opinion des peigneurs. Beaucoup la désavouèrent (1).

Les adversaires du terme sur laines peignées s'efforcèrent de créer au sein de la commission une majorité favorable à leurs projets. Les Rémois firent appel à toutes les organisations qui les avaient autrefois soutenues

(1) En 1900, ils avaient observé la neutralité, parce que l'opinion de leurs clients était favorable au marché à terme.

On a fait observer que les peignages, ou plutôt certains peignages, désirent la suppression du terme dans un intérêt personnel.

Le peignage à façon a presque disparu, et le peignage ne se contente plus d'être forfaitaire, il fait du négoce. Il se constitue en entreprises disposant de capitaux énormes et verrait volontiers disparaître le terme pour se constituer en syndicat d'importation, écraser ses concurrents plus faibles, et tenir le marché lainier dans sa main.

Voici comment M. Grandgeorge s'exprime à ce sujet dans son rapport à la commission des valeurs de douane de 1907 : « Quant à la situation du peignage français, elle est assez difficile à déterminer. Si l'on envisage les résultats industriels, ils sont assez faibles ; car depuis plusieurs années déjà les prix de façon du peignage ont été réduits à un point qui ne laisse guère de profits. Ces prix ne peuvent pas être facilement relevés en face des grands établissements qui cherchent avant tout à éviter le chômage et qui, malgré leurs efforts, sont forcés pour la plupart de rester inactifs pendant plusieurs mois chaque année.

Aussi n'est-ce plus sur l'opération industrielle elle-même que les sociétés de peignage comptent pour réaliser leurs bénéfices, mais sur des opérations commerciales sur les laines qu'elles achètent à l'état brut et revendent peignées. En réalité les peigneurs de laine sont devenus par la force des choses des négociants en laines.

afin qu'elles se fissent représenter au sein de la commission. L'existence même du marché semblait, encore une fois, devoir être remise en cause, et ses ennemis ne cachaient pas qu'ils en poursuivraient la suppression en invoquant son illégalité, son inutilité et ses dangers. Ils n'y réussirent pas.

Les conclusions de la commission extra-parlementaire établissent une sorte de « cote mal taillée » entre partisans et adversaires du terme sur peignés. Les voici telles qu'elles ont été communiquées à la presse par le ministère du commerce (1).

« La commission,

« Sans prendre parti pour ou contre cette réglementation, à laquelle les courtiers reprochent d'amoindrir le marché à terme français au point de l'étioler et de le rendre négligeable, contre laquelle aussi s'élève une maison importante qui prétend qu'il est illégal de l'obliger d'opérer exclusivement à la corbeille par le ministère du courtier juré ;

Sans vouloir apprécier la modalité de cette réglementation, ni en escompter les résultats ; estime qu'il y a lieu de l'essayer sincèrement et loyalement pendant un délai suffisant mais non prolongé à l'excès, etc. »

La commission adoptait ces conclusions pour tenir

(1) *Bulletin de la Fédération des industriels et commerçants français*, n° 63, décembre 1908, p. 89. Rapport de M. A. Sayous sur les considérations et conclusions de la commission extra-parlementaire du marché à terme sur laines peignées.

compte des efforts tentés par les principaux intéressés pour moraliser le marché, réserve faite du droit du ministre de rapporter les décrets ouvrant les bourses de commerce à Roubaix et Tourcoing. Par ailleurs, en ce qui concerne la légalité du marché à terme sur peignés, elle adoptait les conclusions d'une note communiquée par le ministère du commerce établissant :

1° Que la police des bourses, en tant que lieu public appartient à l'autorité municipale ;

2° Que leur administration financière et matérielle est confiée aux chambres de commerce ;

3° Qu'en outre ces compagnies sont investies conjointement avec le préfet sur certaines opérations de pouvoirs de réglementation et de surveillance conformément au décret du 22 décembre 1866.

Mais elle se gardait d'entrer dans l'examen des difficultés d'ordre juridique que pouvait soulever l'application du règlement. Aussi bien avons-nous vu qu'il y avait là une question de fait (celle de savoir si les réformateurs pouvaient exercer une pression suffisante pour faire adopter le règlement), plutôt qu'une question de droit.

Dans les considérations proprement économiques qui précèdent ses conclusions, la commission se borne à des constatations plus ou moins contestables et qui n'offrent pas grand intérêt.

La majorité du monde lainier, dit-elle, serait hostile au marché à terme. Cela est certainement vrai si on en

juge par le nombre des centres lainiers représentés à la commission sans tenir compte de leur importance : et parmi ceux-là mêmes qui voient peut-être inconsidérément, dans le marché à terme, la seule cause de crises, il en est beaucoup qui demandent non la suppression, mais une réglementation plus ou moins sévère.

Il est de même inexact d'affirmer qu'à Roubaix-Tourcoing même, l'unanimité du peignage a passé du clan termiste dans le clan antitermiste. La déclaration sur laquelle la commission s'appuie pour affirmer cette opinion, n'a été faite qu'à titre individuel par quelques industriels.

Enfin, lorsque la commission reproche au marché de ne plus répondre aux besoins de la fabrique en raison des écarts tolérés en bonification ou réduction sur le type, elle perd de vue la nature et le but véritable du marché à terme.

CONCLUSION

A la fin de ses conclusions, la commission extra-parlementaire exprimait le désir d'être convoquée à nouveau, à l'expiration du délai d'épreuve qu'elle n'avait d'ailleurs pas fixé.

Il ne semble pas probable que ce désir soit exaucé, malgré la mauvaise humeur témoignée en présence de l'échec de la réforme, avant qu'une nouvelle baisse vienne renouer la chaîne des traditions antitermistes, en ce qui concerne la laine peignée.

Quelle forme revêtira la prochaine campagne, à quels résultats aboutira-t-elle ? Il est difficile de le prévoir. Il est aussi problématique d'escompter les effets des polémiques futures, sur le sang-froid et la sagesse de ceux qui auront alors la sauvegarde des intérêts de notre industrie nationale.

On a dit que le terme sur peignés devait être sévèrement réglementé ou ne pas être.

Nous souscrivions volontiers à des réformes telles que celle qui vient d'être tentée, si, à supposer qu'elles fussent applicables, elles devaient, à coup sûr, conserver au marché tous ses avantages antérieurs.

Peut-être n'est-il pas chimérique de compter sur le profit que sauront tirer de l'expérience des industriels

et négociants éclairés et sérieux, soucieux des intérêts de leur place ; sans pour cela qu'il soit nécessaire de faire appel à une réglementation trop étroite. La caisse de liquidation a déjà donné des exemples de ce qu'elle pouvait faire à cet égard. Elle peut agir à l'égard de ses clients avec plus d'efficacité et de souplesse que n'importe quel règlement, dont les dispositions, si minutieuses soient-elles, risquent toujours d'être tournées.

Telle est la seule conclusion que nous voulons tirer de l'étude historique du marché à terme sur laines peignées.

ANNEXES

ANNEXE N° 1.

1866	1867	1868	1869	1870	1871	1872	1873	1874	1875	
Prix extrêmes.										
Maxima.....	2.10	2.125	1.70	1.39	2.225	2.69	2.20	2.18	1.53	2.02
Minima.....	1.76	1.475	1.36	1.03	1.425	2.15	1.80	1.84	1.25	1.84
Ecart.....										
Ecart....	0.34	0.65	0.34	1.36	0.80	0.54	0.40	0.34	0.34	0.18

1876	1877	1878	1879	1880	1881	1882	1883	1884	1885	
Prix extrêmes.										
Maxima.....	1.92	1.775	1.775	1.64	2.17	1.98	1.825	1.77	1.675	1.56
Minima.....	1.43	1.53	1.57	1.56	1.77	1.625	1.73	1.675	1.56	1.18
Ecart.....										
Ecart....	0.49	0.245	0.205	0.08	0.40	0.355	0.095	0.095	0.115	0.38

1886	1887	1888	1889	1890	1891	1892	1893	1894	1895	
Prix extrêmes.										
Maxima.....	1.69	1.68	1.65	1.85	1.775	1.475	1.25	1.25	1.125	1.075
Minima.....	1.05	1.37	1.45	1.575	1.55	1.275	1.15	1.15	0.95	1.975
Ecart.....										
Ecart....	0.64	0.31	0.20	0.275	0.225	0.20	0.10	0.10	0.175	0.10

Tableau des fluctuations de l'article laine établi en prenant pour base la *Buenos Ayres*, prime courante d'*Anvers* propre au peignage avec un rendement de 34 0/0 cœur et blousse.

ANNEXE N° 2.

ANNÉES	ANVERS	ROUBAIX TOURCOING	TOTAL	PROPORTIONS	
				Anvers	Roubaix Tourcoing
1898	36.720.000 K ^{os}	23.790.000 K ^{os}	60.510.000 K ^{os}	60.69 0/0	39.31 0/0
1899	57.105.000 »	41.785.000 »	98.890.000 »	57.65 »	42.25 »
1900	97.115.000 »	79.005.000 »	176.120.000 »	55.14 »	44.86 »
1901	43.355.000 »	17.745.000 »	61.100.000 »	70.96 »	29.04 »
1902	27.665.000 »	9.670.000 »	37.335.000 »	74.10 »	25.90 »
1903	29.235.000 »	17.155.000 »	46.390.000 »	63 »	37 »
1904	29.905.000 »	19.870.000 »	49.775.000 »	60 »	40 »
1905	29.200.000 »	24.815.000 »	54.015.000 »	54.05 »	45.95 »
1906	48.490.000 »	35.190.000 »	83.680.000 »	57.95 »	42.05 »
1907	46.010.000 »	26.805.000 »	72.815.000 »	63.18 »	36.82 »
Moyenne				61.682 »	38.31 »
1908					
Janvier....	4.440.000 K ^{os}	4.715.000 K ^{os}	9.155.000 »	48.50 0/0	51.50 0/0
Février....	5.305.000 »	3.955.000 »	9.260.000 »	57.30 »	42.70 »
Mars.....	8.270.000 »	5.840.000 »	14.110.000 »	58.60 »	41.40 »
Avril.....	7.285.000 »	4.670.000 »	11.955.000 »	61 »	39 »
Mai.....	8.645.000 »	2.775.000 »	11.420.000 »	75.70 »	24.30 »
Juin.....	2.545.000 »	685.000 »	3.230.000 »	78.80 »	21.20 »
1 ^{er} au 15					

Relevé comparatif des affaires enregistrées à Roubaix-Tourcoing et Anvers. Montrant les effets de la nouvelle réglementation sur le volume des affaires de l'une et l'autre place, établi par la chambre syndicale des courtiers assermentés de Roubaix-Tourcoing et soumis à la commission extraparlamentaire des marchés à terme de 1908.

ANNEXE N° 3.

Relevé comparatif des affaires à terme enregistrées à Roubaix-Tourcoing et des laines peignées conditionnées (Chambre syndicale des courtiers assermentés).

ANNÉES	TOTAL	TOTAL
	des TRANSACTIONS A TERME à Roubaix-Tourcoing	des LAINES PEIGNÉES CONDITIONNÉES à Roubaix-Tourcoing
1889	39.415.000 K ^{os}	39.709.740 K ^{os}
1890	49.355.000 »	34.642.362 »
1891	23.745.000 »	34.766.170 »
1892	30.190.000 »	38.371.796 »
1893	30.380.000 »	42.341.704 »
1894	53.480.000 »	45.291.331 »
1895	37.575.000 »	53.167.482 »
1896	38.250.000 »	50.776.000 »
1897	21.900.000 »	45.918.747 »
1898	23.790.000 »	53.179.428 »
1899	41.785.000 »	63.682.742 »
1900	79.005.000 »	51.390.686 »
1901	17.745.000 »	52.060.427 »
1902	9.670.000 »	65.681.800 »
1903	17.155.000 »	55.300.877 »
1904	19.870.000 »	56.073.551 »
1905	24.815.000 »	50.833.824 »
1906	35.190.000 »	52.014.735 »
1907	26.805.000 »	50.646.699 »
	620.120.000 »	935.851.010 »
Moyenne par année	32.638.000 »	49.255.316 »

ANNEXE N° 4.

Règlement élaboré par la chambre de commerce de Roubaix de concert avec celle de Tourcoing, et avec l'avis de la caisse de liquidation (27 mars 1908).

La chambre de commerce de Roubaix,

Vu l'arrêté du préfet du Nord en date du 14 mars 1901 ;

Vu la nécessité de préciser certains points spéciaux qui en découlent ;

Après avoir pris connaissance du travail qui a été fait par sa commission sur la réglementation et en avoir délibéré, décide qu'à partir du 1^{er} avril prochain, le règlement suivant sera mis en application.

I. — *Contrôleur.*

Un contrôleur sera désigné chaque année par les chambres de commerce, après accord avec la caisse de liquidation.

La rémunération de cet emploi sera faite par la caisse de liquidation.

Ce contrôleur aura pour devoir de rechercher et de signaler toutes les irrégularités sur les affaires inscrites à la caisse de liquidation ainsi que les abus de toute nature, en particulier dans les offres et les demandes à la corbeille.

Les infractions seront consignées dans un rapport

qui sera remis aux chambres de commerce de Roubaix et de Tourcoing et à la caisse de liquidation. Pour toute infraction constatée à la charge d'un courtier, et selon la gravité de la faute, l'article 31 du règlement devra lui être appliqué après avis des chambres de commerce.

Les clients de la caisse de liquidation sont engagés, par le fait de leur admission, à faciliter toutes les mesures que les chambres de commerce et la caisse de liquidation croiront devoir prendre vis-à-vis des courtiers pour que ce contrôle puisse s'exercer utilement.

Les courtiers devront inscrire chez eux, dans la journée même, toutes les opérations qu'ils auront traitées, sur un registre qui sera constamment à la disposition du contrôleur.

Les courtiers devront donner au contrôleur toutes les explications que ce dernier pourrait leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

II. — *Courtiers.*

Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en vigueur des présentes modifications au règlement, chaque courtier individuellement devra adresser à la caisse de liquidation et aux chambres de commerce une demande d'admission à la caisse pour l'année suivante. Nul courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande qu'il formule, l'engage à signer en cas

d'admission une convention spéciale qu'il déclare connaître au moment où il fait sa demande.

La caisse de liquidation et les chambres de commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou sur le refus d'admission d'un courtier. Leur décision sera sans appel.

Tout courtier ayant fait le moindre abandon ou la moindre ristourne de courtage sera rayé du fait même.

Pour tout courtier qui aurait sollicité une personne étrangère à la laine ou à titre particulier un des membres d'une firme, en faisant ensuite en connaissance de cause, inscrire l'affaire au nom d'une maison admise à la caisse, l'article 31 devra être appliqué.

Tout courtier qui aurait fait une affaire pour son compte, en la faisant inscrire au nom d'une maison admise à la caisse, serait rayé et une plainte contre lui serait adressée au tribunal de commerce.

L'article 31 devra également être appliqué à l'égard d'un courtier qui aurait publié une cote autre que la cote officielle exacte.

III. — *Admission des clients.*

Une maison qui a avec un tiers conclu une opération de filière ou accepté un ordre de filière, a pour stricte obligation de faire inscrire ces opérations sans en omettre aucune partie, à la caisse de liquidation, en passant par la corbeille. Faute de remplir ces obligations elle sera rayée.

Les maisons agréées sont dans l'obligation d'inscrire les affaires faites pour le compte de tiers sur les mêmes mois que ceux auxquels elles ont traité avec les dits tiers.

En un mot, une maison opérant pour le compte d'un tiers doit à ce tiers le contrat même de la caisse de liquidation. Toute infraction devant, non seulement rendre fautive la maison qui opère, mais aussi amener sa radiation de la caisse.

La maison qui aurait accepté d'inscrire sous son nom une affaire pour le compte d'une personne étrangère à la laine ou pour le compte particulier d'un des membres d'une firme serait rayée de la caisse.

La maison qui aurait publié une cote autre que la cote officielle exacte serait rayée.

IV. — *Corbeille.*

Toutes les affaires quelles qu'elles soient, passant par la caisse de liquidation, seront inscrites sur le tableau de la Bourse, à la corbeille, de la façon suivante :

Toute affaire offerte devra l'être avec indication non seulement du prix, mais aussi de la quantité et du mois.

Le courtier qui se portera acheteur ou vendeur sur une série de mois sera tenu de donner la quantité offerte sur chacun des mois indiqués. S'il n'était acheteur ou vendeur de la quantité annoncée que sur l'un ou l'autre de ces mois, il devrait le spécifier dans son offre en disant par exemple : janvier ou février ou mars, etc.

Lorsqu'un courtier aura trouvé dans sa clientèle acheteur et vendeur pour une ou plusieurs filières, l'affaire ne pourra être définitivement conclue qu'à la corbeille.

Dans ce cas, le courtier devra à la corbeille se déclarer acheteur et vendeur pour telle quantité, au prix auquel il a l'affaire en mains sur tel mois. Il sera tenu de faire deux fois cette déclaration à haute voix.

Si en voulant faire inscrire cette affaire comme acheteur et vendeur, il trouve une personne offrant à un prix plus bas ou disposée à payer un prix plus élevé, il sera tenu d'accepter l'offre ainsi faite. Le prix sera de cette façon amélioré pour l'un ou l'autre de ses clients, laissant son autre client sans affaire faite.

Toutes les affaires devront être inscrites immédiatement au tableau.

Les affaires de report et d'échange seront inscrites dans une autre case du tableau, avec indication des quantités, des mois et de l'écart des prix.

En même temps qu'il les fera porter au tableau, le courtier fera mentionner dans le livre des courtiers les prix qui devront être inscrits à la caisse de liquidation.

Le dernier numéro de contrat sera indiqué chaque jour à chaque cote en tête du tableau, et sera répété sur les cotes officielles dressées par les courtiers.

L'ouverture de la corbeille se fera respectivement :

A Roubaix, à 11 heures 20 du matin.

A Tourcoing, à 3 heures 45 de l'après-midi.

La fermeture définitive aura lieu :

A Roubaix, à 11 heures 50.

A Tourcoing, à 4 heures 15.

La cote s'établira sur la moyenne des affaires faites et elle contiendra en seconde colonne indication des acheteurs et vendeurs en clôture.

V. — *La cote.*

Sera désormais faite sur neuf mois au lieu de douze.

VI. — *Types de laine.*

Les deux types de laine servant aux expertises à Buenos Ayres et en Australie seront mis à la disposition du public dans le local de la Bourse, et il en sera livré échantillon sur demande.

VII. — *Déposit.*

Quand une fluctuation en hausse ou en baisse de 40 centimes et plus se produira dans un espace de 15 jours, sur l'un quelconque des mois, le dépôt sera porté automatiquement à 5.000 francs pour les affaires nouvelles sur tous les mois, soit pour les achats quand le marché est en hausse, soit pour les ventes quand le marché est en baisse. Cette mesure sera appliquée pour la durée d'un mois. Au surplus la Caisse de liquidation reste toujours libre de ses agissements en ce qui concerne les augmentations du dépôt nécessaires à la sauvegarde de ses intérêts.

La caisse de liquidation ayant pris connaissance de ce règlement déclare que :

Les chambres de commerce ayant l'administration de la bourse déterminent le règlement des opérations qui y sont faites et la caisse de liquidation s'engage à n'enregistrer que les opérations faites conformément à ce règlement.

La caisse de liquidation accepte la nomination d'un contrôleur chargé par lesdites chambres d'assurer la régularité de ses opérations et la stricte application du règlement.

La caisse de liquidation s'engage à refuser l'enregistrement de toute opération en dehors des courtiers agréés par les chambres de commerce.

ANNEXE N° 5.

Arrêté du préfet du Nord du 14 mars 1901.

ART. 1^{er}. — Les opérations effectuées à la corbeille aux bourses de Roubaix et de Tourcoing, seront consignées, chaque jour, sur un registre spécial, tenu par les soins de la chambre syndicale des courtiers inscrits sur les listes dressées par les soins des tribunaux de commerce.

Les prix offerts et demandés y seront exactement inscrits et ces prix seront proposés à haute voix, pendant la bourse à la corbeille.

ART. 2. — Le cours des marchandises aux deux

bourses de commerce sera constaté chaque jour, pour chaque spécialité de marchandises, d'après les opérations réellement effectuées à la corbeille pendant au moins une demi-heure, par les membres de la réunion qui la représentent, réunis en section, ou par la réunion des courtiers jurés inscrits sur les listes dressées par les tribunaux de commerce.

ART. 3. — La cote officielle, après être arrêtée et signée par les courtiers jurés présents, sera affichée à la porte de la bourse de commerce, et un exemplaire en sera adressé sans retard à la chambre de commerce.

ART. 4. — Le président et les membres de la chambre de commerce, spécialement désignés par cette compagnie, pour l'administration de la bourse, peuvent toujours, quand ils le jugent à propos, assister à la fixation de la cote pour en surveiller la régularité et produire telles observations qu'ils jugeraient nécessaires.

ART. 5. — Expédition du présent arrêté sera adressée à MM. les présidents des tribunaux et des chambres de commerce...

Vu :

Le Président de la Thèse,
SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
Ch. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	v
PRÉFACE	ix
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

**Les origines du marché à terme sur laines peignées. —
Son mécanisme d'après les règlements de la caisse
de liquidation.**

CHAPITRE PREMIER. — Les origines du marché à terme de Roubaix-Tourcoing	19
SECTION I. — <i>Evolution du commerce des laines.</i>	19
SECTION II. — <i>Création du marché à terme de Roubaix (1^{er} oc- tobre 1888).</i>	26
SECTION III. — <i>Organisation et fonction du marché à terme sur laines peignées.</i>	29
SECTION IV. — <i>But que se proposaient les créateurs du marché .</i>	32
 CHAPITRE II. — Règles relatives au marché à terme sur laines peignées	 37
SECTION I. — <i>Conditions générales applicables aux laines pei- gnées.</i>	38
SECTION II. — <i>Admission des clients et intermédiaires. Mesu- res prises par la caisse de liquidation pour se garantir . . .</i>	49
SECTION III. — <i>Technique de l'inscription et de la liquidation des affaires</i>	59
SECTION IV. — <i>Chambre arbitrale et de conciliation</i>	73

DEUXIÈME PARTIE

Les crises de la laine et les campagnes antitermistes de 1888 à 1908.

CHAPITRE PREMIER. — La crise et les campagnes anti-termistes de 1893 à 1898	77
SECTION I. — <i>Les cours du peigné</i>	77
SECTION II. — <i>Causes de l'avilissement et des fluctuations des cours</i>	78
SECTION III. — <i>Plaintes contre le marché à terme</i>	88
§ 1. Les chambres de commerce.	88
§ 2. Enquête parlementaire. Rapport Dron	105
CHAPITRE II. — La crise lainière de 1900	110
SECTION I. — <i>Le krach de Roubaix-Tourcoing</i>	110
§ 1. La hausse.	112
§ 2. La baisse.	121
§ 3. Attitude de la caisse de liquidation	125
SECTION II. — <i>Campagne antitermiste de 1900</i>	129
§ 1. Les chambres de commerce	129
§ 2. Interpellation Mirman	134
§ 3. Rapport de M. Honoré Leygues avec la proposition Dron-Rajon	137
SECTION III. — <i>Réforme de la cote par arrêté préfectoral du 14 mars 1901</i>	142
CHAPITRE III. — Fluctuations du peigné de 1901 à 1908.	152

TROISIÈME PARTIE

La réforme du marché en 1908.	163
CHAPITRE PREMIER. — Critiques adressées au marché à terme sur peignés.	168
SECTION I. — <i>Illégalité du marché à terme de Roubaix-Tourcoing. Marché à terme et ventes publiques</i>	169
SECTION II. — <i>Le terme sur peignés et l'agriculture</i>	176
SECTION III. — <i>Le terme sur peignés et l'intérêt national</i>	178
SECTION IV. — <i>La spéculation</i>	180
§ 1. Opérations fictives	182
§ 2. Fluctuations des cours	186

§ 3. Les reports.	189
§ 4. Rôle du terme en temps de crise.	191
§ 5. La question du type et des écarts de qualité . . .	194
§ 6. La fonction de couverture et le déport, la rupture du parallélisme des cours	199
SECTION V. — <i>Griefs contre la caisse de liquidation et les courtiers</i>	202
SECTION VI. — <i>Griefs contre la cote officielle</i>	205
CHAPITRE II. — Le règlement de 1908	208
SECTION I. — <i>Elaboration de la réforme.</i>	210
SECTION II. — <i>Analyse du règlement de 1908</i>	213
a) Courtiers.	214
b) Corbeille.	215
c) Cote	216
d) Ecart de qualité	217
e) Déposit.	217
f) Clients.	218
g) Contrôleur	221
SECTION III. — <i>Critiques adressées au nouveau règlement.</i> . .	222
SECTION IV. — <i>Application du règlement de 1908. Commission extra-parlementaire de 1908.</i>	227
CONCLUSION.	239
ANNEXES N° 1.	241
— N° 2.	242
— N° 3.	243
— N° 4.	344
— N° 5.	250

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).